



Évaluation mi-parcours du
PROGRAMME DE PROMOTION D'UNE
AGRICULTURE DURABLE ET D'UNE CITOYENNETÉ
au XXIème SIÈCLE, Volet Bénin



Rapport

Février 2020

Calipso.Ida

Liste des acronymes et abréviations

AG	Assemblée générale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
ALDIPE	Association de Lutte pour un Développement Intégré et pour la Protection de l'Environnement
ATDA	Agences Territoriales de Développement Agricole
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et Crédit
AVC	Associations Villageoises de Commercialisation
DBA	Défi Belgique Afrique
DDAEP	Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
DG	Discussion de Groupe (avec les bénéficiaires)
ECMS	Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire
GAL	Gender Action Learning / Apprentissage par l'Action sur le Genre
IT	Itinéraire Technique
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
PADCE XXI	Programme de promotion d'une agriculture durable et d'une citoyenneté aux XXI siècle
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SRI	Système de Riziculture Intensif
THP	The Hunger Project (ONG Américaine)

Sommaire

Liste des acronymes et abréviations.....	2
Résumé exécutif.....	5
1. Introduction.....	8
2. Description du programme.....	9
2.1 Contexte et origines du PADCE XXI au Bénin.....	9
2.2 Programme PADCE XXI.....	11
3. Méthodologie.....	13
3.1 Démarche méthodologique et outils de collecte des données.....	13
3.2 Déroulement de la mission et limites de l'évaluation.....	14
4. Résultats du programme.....	15
4.1 R1. Les productions de riz, maïs, soja sont initiées ou dynamisées à travers l'adoption d'itinéraires techniques adaptés au milieu et respectueux de l'environnement.....	15
4.2 R2. Des circuits de transformation et de commercialisation durables sont mis en place.....	20
4.3 R3. Une alimentation saine et responsable est promue auprès des consommateurs de la zone.....	28
4.4 R4. Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcés dans le domaine de l'agroécologie et de la capitalisation.....	35
5. Analyse des résultats selon les critères de pertinence, efficacité, impact et durabilité.....	37
5.1 Pertinence.....	37
5.2 Efficacité.....	39
5.3 Impact.....	44
5.4 Durabilité.....	47
5.5 Genre.....	50
6. Conclusions.....	52
7. Recommandations et suggestions.....	53
Références	57
Annexe 1 Termes de Référence.....	58
Annexe 2 Itinéraire de la mission.....	63
Annexe 3 Guides d'entretien.....	64
Rencontre ALDIPE.....	64
Guide DG bénéficiaires.....	66
DG Relais, animateurs, comités d'eau, CGOM.....	68
Guide d'entretien Maires, Services Techniques, Acteurs externes.....	70
Annexe 4 Organigramme ALDIPE.....	71

Annexe 5 L'appréciation des activités par l'équipe d'ALDIPE.....	72
Annexe 6 Changements induits par le programme selon les bénéficiaires.....	76
Annexe 7 Changements induits par le volet ECMS selon les jeunes.....	78
Annexe 8 Formations des organisations des producteurs.....	79
Annexe 9 Pratiques agricoles promues par ALDIPE et les pratiques promues selon les relais IT.....	80
Annexe 10 Formation des animateurs communautaires Nutrition, CGOM, et Comité d'eau.....	81
Annexe 11 Variation des prix agricoles au long de l'année.....	82
Annexe 12 Échelle de participation.....	83
Annexe 13 L'exemple de l'approche Paysan à Paysan.....	84

Résumé exécutif

Défi Belgique Afrique (DBA), financée par la coopération belge, intervient dans le cadre du programme de promotion d'une agriculture durable et d'une citoyenneté au XXI^{ème} siècle au Bénin (PADCE XXI). Le programme est mis en œuvre en partenariat avec l'Association de Lutte pour un Développement Intégré et pour la Protection de l'Environnement (ALDIPE). A la fin de la troisième année de la mise en œuvre, DBA a souhaité évaluer le programme avec un focus sur l'alphabétisation comme axe transversal, la contribution des coopératives au développement local / territorial et l'articulation entre l'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) auprès des jeunes et les projets d'agriculture familiale. Le cabinet Calipso Ida a mené cette évaluation avec une équipe composée par Nico Bakker et Josias Toviho.

Le PADCE XXI vise à promouvoir le développement de filières agricoles locales par des communautés ancrées durablement dans leur territoire à travers trois grands domaines stratégiques: (1) une approche territoriale est initiée par l'ensemble des acteurs locaux, (2) la structuration du secteur agricole et (3) le soutien à l'agriculture familiale par les organisations intervenant dans ce secteur.

Le PADCE XXI a quatre résultats attendus: (1) les productions de riz, maïs, soja sont initiées ou dynamisées à travers l'adoption d'itinéraires techniques adaptés au milieu et respectueux de l'environnement, (2) des circuits de transformation et de commercialisation durables sont mis en place, (3) une alimentation saine et responsable est promue auprès des consommateurs de la zone et (4) les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées dans le domaine de l'agro-écologie et de la capitalisation.

Le programme est mis en œuvre dans le département de Zou dans les communes de Za-kpota, Zogbodomey, Zagnanado et Abomey. Les groupes cibles sont 350 ménages ruraux pour les Résultats 1 et 2, 1250 pour le Résultat 3 et 20 personnes (l'équipe ALDIPE) pour le Résultat 4.

La mission terrain de l'évaluation s'est déroulée entre le 18 et 25 janvier 2020. La principale approche méthodologique a consisté à effectuer une enquête appréciative des changements attribuables au projet. A la fin de l'étape du travail de terrain, un court atelier de restitution a eu lieu à Bohicon dans les bureaux d'ALDIPE.

Les résultats de programme

Le programme a aménagé sommairement 55 ha de bas-fonds au profit de 374 producteurs (dont 118 femmes). De multiples effets positifs peuvent être constatés, par exemple l'accroissement de l'autoconsommation et le changement du régime alimentaire/de l'alimentation.

Actuellement, il y a 25 relais IT pour le riz, 32 pour le maïs et 24 relais pour le soja qui touchent plus de 500 producteurs. Le taux d'adoption des techniques varie d'une technique à l'autre et les hommes ont reporté un taux d'adoption plus élevé que celui des femmes. Le taux d'application a tendance à s'améliorer et les producteurs observent une amélioration des pratiques agricoles mais, pour le moment, il est trop tôt pour attribuer les changements des niveaux de production du riz et du soja à l'adoption des pratiques. Par contre les données suggèrent une légère amélioration du rendement pour le maïs. Les bénéficiaires reconnaissent la dynamisation de la production agricole ce qui peut être attribué aux aménagements des bas-fonds pour la riziculture, le système de relais, mais aussi au système de warrantage et aux groupes AVEC.

L'intervention du programme passe par la sensibilisation et la promotion de groupes de producteurs ; actuellement il y a 5 AVC/coopératives. La construction des magasins est un pas essentiel vers la création des conditions de stockage des produits et la vente groupée. Dans un souci d'assurer une bonne gestion des organisations des producteurs, le programme a inclus le volet alphabétisation. La structuration et l'organisation facilitent la vulgarisation des pratiques agricoles et sont essentielles pour la commercialisation de la production.

Les quantités commercialisées et transformées varient beaucoup d'une année à l'autre, avec une faible tendance à augmenter. Il y a un souci au niveau du % des membres qui participent au warrantage et à la commercialisation, surtout pour le riz. Les membres identifient beaucoup de changements: de meilleures conditions pour démarrer la campagne agricole, la sécurité alimentaire améliorée au niveau du foyer, une amélioration du revenu et de la liquidité et l'acquisition de nouvelles connaissances. L'assurance de pouvoir facilement vendre sa production à un prix raisonnable est une motivation importante pour augmenter la production, peut-être plus importante que l'adoption des itinéraires techniques. L'introduction de la décortiqueuse a comme effet l'augmentation de la consommation domestique des ménages et la réduction, dans une mesure ou une autre, de la consommation du riz importé et la valorisation du riz local. L'alphabétisation contribue à des changements au niveau du rôle de la femme dans la vie publique et, dans une moindre mesure, des changements à l'intérieur du ménage. Apparemment, ce sont plus les femmes que les hommes qui appliquent leurs nouvelles connaissances.

La mission n'a pas pu identifier des effets significatifs de la construction des pistes rurales.

En ce qui concerne l'alimentation saine et responsable promue auprès des consommateurs, l'ensemble des indicateurs choisis et suivis par le programme ne montrent pas une tendance très nette et la base statistique est trop faible pour pouvoir conclure qu'il y a eu une réduction des valeurs des indicateurs.

L'activité d'AVEC a été initiée comme activité transversale comportant les volets nutrition, hygiène et assainissement afin de pérenniser l'activités des relais communautaires. L'idée est que le fait d'être membres de ces groupes leur servirait d'indemnités pour leur services. Actuellement, il y a 29 groupes AVEC dans 10 localités. Il n'a pas été possible de constater une relation entre le fonctionnement des groupes AVEC et la performance des animateurs.

Le travail avec les comités de forages a permis à l'équipe d'observer une amélioration de la gestion des ouvrages et de la disponibilité de l'eau. L'intervention est considérée pertinente.

En ce qui concerne les changements, les plus mentionnés et les plus votés sont : 1. *L'augmentation des connaissances / savoir lire et écrire*, 2. *L'amélioration de la santé des enfants* et 3. *L'amélioration de la propreté du village*. Quant aux changements souvent associés aux groupes AVEC, le plus voté, évoqué notamment chez les femmes, est *l'accès au crédit*. *L'initiation des nouvelles activités économiques génératrices de revenu et l'augmentation du revenu* est moins voté. Certains changements sont souvent associés aussi bien aux groupes AVEC qu'à l'alphabétisation.

L'éducation à la citoyenneté mondiale a directement touché 315 jeunes (environ 30% filles). L'intérêt de participer est toujours beaucoup plus grand (300 - 500 candidats manifestent leur intérêt chaque année) que la capacité d'accueillir les jeunes. Les changements mentionnés par les jeunes se trouvent surtout au niveau du développement personnel et de l'acquisition d'expériences pratiques. Les jeunes sont très positifs sur leur expérience ECMS et souhaiteraient que d'autres thématiques soient abordées. Les questions de l'économie locale, la consommation responsable et l'environnement n'ont pas été

mentionnés par les jeunes.

En ce qui concerne les résultats du renforcement des capacités d'Aldipe, l'organisation dispose d'une base de données et en 2019 deux documents de capitalisation ont été produits.

Conclusions

Le programme PADCE XXI est un programme intégré et pertinent pour le groupe cible et dans le contexte de la zone d'intervention. Le programme est raisonnablement efficace, les effets de synergie entre les activités sont bien appréciés pour atteindre les résultats attendus à la fin du programme et ont un impact sur le groupe cible, surtout au niveau de la santé de la mère et de l'enfant, la propreté des villages, l'accès au crédit, la sécurité alimentaire (autoconsommation) et l'amélioration de la commercialisation pour les producteurs.

De l'avis de la mission, la pertinence et l'efficacité pourraient être améliorées en adoptant des approches qui permettent un rôle plus actif du groupe cible dans la définition des besoins et la conception des activités.

Il y a des risques importants en ce qui concerne la pérennisation des acquis mentionnés ci-dessus parce qu'il manque une stratégie de sortie claire qui permette le transfert de responsabilités aux structures et l'intégration des agents (relais IT, animateur) dans des structures solides, qui pourraient également assurer une motivation durable des agents.

Recommandations principales

- Faire une révision des approches utilisées (notamment en ce qui concerne le travail avec les relais communautaires) pour créer plus d'espace de participation des bénéficiaires afin de pouvoir entendre d'eux leurs besoins ressentis.
- L'approche agroécologique doit être basée sur le système productif des producteurs et non sur des Itinéraires Techniques pour permettre au producteur de devenir l'expert de son champ et de son milieu.
- Focaliser le renforcement des organisations des producteurs sur les membres, sur la base des principes de la participation, partage d'information, transparence, redevabilité, efficacité et efficience. Intégrer formellement la fonction des relais IT dans les organisations de producteurs avec un cahier de charge bien défini. Créer un effet multiplicateur pour les relais IT.
- Analyser la possibilité de fusionner l'alphabetisation avec les groupes AVEC.
- Adapter une approche pour le volet nutrition afin qu'elle devienne plus communautaire et renforcer les liens entre la production saine, l'autoconsommation, la diversité et l'alimentation équilibrée.
- Il faut trouver une façon de mieux intégrer le volet ECMS dans le reste du programme.
- L'approche AVEC mérite une place plus centrale dans le programme au-delà de simple stratégie de motivation des structures communautaires, en raison de sa capacité de mobilisation et dynamisation des communautés. ALDIPE devrait céder le rôle de promoteur local et recruter et former des promoteurs locaux qui puissent créer des groupes appuyés par ALDIPE. Dans ce cas, il faudrait développer des mécanismes de paiement par les groupes pour les services rendus par les promoteurs afin de pérenniser le modèle.

1. Introduction

Défi Belgique Afrique, (DBA) financée par la coopération belge, intervient au Bénin dans le cadre du programme de promotion d'une agriculture durable et d'une citoyenneté au XXIème siècle dont le volet Bénin est dénommé PADCE XXI. Le programme PADCE XXI de DBA est mis en œuvre en partenariat avec l'Association de Lutte pour un Développement Intégré et pour la Protection de l'Environnement (ALDIPE). Le programme intervient dans quatre (4) Communes du département de Zou à savoir : Abomey, Za-kpota, Zogbodomey et Zagnanado.

L'organisation ALDIPE est chargée de l'exécution opérationnelle du programme et DBA est responsable du suivi, appui et conseil en vue d'assurer la qualité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du programme.

A la fin de la deuxième année de la mise en œuvre du programme, DBA a souhaité évaluer le volet Bénin de son programme, en vue d'apprécier les changements induits dans trois (3) domaines, que DBA souhaite consolider, élargir et approfondir à l'avenir. Il s'agit notamment de : l'alphabétisation comme axe transversal du projet, la contribution des coopératives de développement local / territorial et l'articulation entre l'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) auprès des jeunes. Le présent document est le résultat de cette évaluation à mi-parcours. Etant donné que c'est une évaluation à mi-parcours, au cours de la mission, l'accent a été mis sur les possibles réorientations, si elles sont pertinentes.

Le cabinet Calipso Ida. a été recruté pour conduire cette évaluation. L'équipe de Calipso était composée de Nico Bakker (Chef de mission et expert en sécurité alimentaire et développement durable) et Josias Toviho (Ingénieur agronome) consultant-associé et traducteur/interprète. La mission de terrain s'est déroulée du 18 au 25 Janvier 2020.

2. Description du programme

2.1 Contexte et origines du PADCE XXI au Bénin

L'Association de Lutte pour un Développement Intégré et pour la Protection de l'Environnement (ALDIPE), basée à Bohicon a été créée en 1989¹ (Note de présentation de l'ONG ALDIPE). ALDIPE a pour mission de participer au développement socio-économique et culturel de l'Afrique en général et du Bénin. En effet, elle appuie les populations défavorisées des zones déshéritées à travers des approches de responsabilisation et d'autopromotion. Elle a son siège à Bohicon. A ce jour, ALDIPE est une référence au niveau national² et a récemment obtenu un agrément du Gouvernement du Bénin pour trois (3) types de conseils agricoles. L'organisation est l'actuel chef de fil du groupe de travail 3: Agriculture dans le Département du Zou.

L'organisation est structurée et fonctionne avec une Assemblée Générale³ annuelle, des organes de décision et des organes d'exécution technique et d'appui. En effet, l'organe de décision technique est composé de : département de Développement Rural et Sécurité Alimentaire, département des droits de l'enfant et de la femme, département de santé Nutrition & WASH et département d'éducation et formation). En revanche, l'organe d'appui est composé de : département des Finances, département des Ressources Humaines, département de Suivi & Évaluation, département de Conseil et Marketing, communication et partenariat. ALDIPE est composé d'un personnel d'une trentaine d'agents (Organigramme en annexe 4).

Outre le programme PADCE XXI, ALDIPE entretient des partenariats avec Plan International, GiZ, SUCO/CUSO, Commune de Hoogstraten et MCDI, entre autres. ALDIPE développe des activités dans 8 des 12 départements du pays (Note de présentation de l'ONG ALDIPE 2020).

Le partenariat entre DBA et ALDIPE remonte à 2006 dans le cadre d'activités d'éducation au développement menées par l'ONG belge au Bénin. La prise de connaissance progressive, notamment via le partage de visions, ainsi que la confiance entre les deux ONG ont amené en 2007 à inaugurer un volet Sud centré sur la sécurité alimentaire dans le département du Zou.

Le PADCE XXI est une suite de la collaboration entre DBA et ALDIPE dans les programmes CODDÉSUD I, II & III (2007 – 2016), avec quelques adaptations et innovations basées sur les leçons apprises des programmes antérieurs :

- Un changement géographique des interventions (Allahé à Za-kpota lors du premier programme. Par contre, le programme actuel se focalise sur l'arrondissement de Avlamé, Commune de Zogbodomey) ;
- Une approche chaque fois plus intégrée, allant des aménagements de bas-fonds pour la production du riz vers un programme complet de développement rural ; approvisionnement en eau, aménagements de pistes rurales, alphabétisation, commercialisation organisée, transformations agricoles, nutrition en passant par l'épargne et au crédit.

1 Officiellement reconnue comme ONG en 1990.

2 ALDIPE a obtenue du Gouvernement Béninois un Accord Cadre, l'ONG est un de 7 ONG, qui a été labellisée comme une ONG crédible par la Maison de la Société Civile (Note de présentation de l'ONG ALDIPE 2020).

3 Dernière AG avec élections en 2018.

- Une décision de transiter vers une approche agroécologique et promouvoir une réduction de l'utilisation des intrants chimiques ;
- Une décision d'organiser la commercialisation par filière (c'est-à-dire une AVC par spéculation (Riz, Soja et Maïs) ;
- L'introduction des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) ;
- Renforcement de l'approche genre ;

Une des évolutions les plus importantes du programme est la réorganisation du secteur agricole. Les réformes du gouvernement ont établi un nouveau dispositif d'administration du monde rural. Ce dispositif intègre la séparation des fonctions régaliennes de celles d'appui au développement des filières agricoles avec la création des Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (DDAEP) et des Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA). Une approche filière « locomotive » dans différents pôles⁴ est promue avec d'autres filières de diversification⁵ en appui. La reconnaissance par le gouvernement des efforts de ALDIPE dans le monde rural et l'attribution de l'agrément confère à ALDIPE de devenir membre du conseil agricole doit être mesuré à sa juste valeur dans la mesure où dans la vision du gouvernement, les ONG deviennent des agents pour la mise en œuvre de la politique agricole du gouvernement-. Le fait qu'ALDIPE soit le chef de file pour la promotion du soja, maïs et du riz⁶ vise à signer un contrat de prestation de conseils et de vulgarisation agricole entre ALDIPE⁷ et le gouvernement. Cette réforme change la perspective de la théorie de changement, notamment la partie « *des services décentralisés et déconcentrés qui assurent leurs rôles et responsabilités et des communautés qui prennent en charge leur développement* » car, avec ces changements, ALDIPE pourrait devenir une extension du bras exécutif des services agricoles.

Un deuxième changement est le décret présidentiel de limiter la transhumance. Désormais, les éleveurs étrangers (venant du Nord) ne peuvent plus descendre au-delà de Dassa-Zoumé (Département Collines). En même temps, les éleveurs locaux sont obligés de rester dans leur commune et ne peuvent plus amener leur bétail dans d'autres communes. Avec une pression croissante sur les ressources naturelles et une intensification de l'agriculture, il y a chaque fois plus de conflits entre les agriculteurs résidents et les éleveurs en transhumance⁸. L'invasion des troupeaux peut provoquer des dégâts sérieux notamment au niveau des infrastructures (bas-fonds aménagés et sur des parcelles en attente d'être récoltées). Reste à voir si le décret sera effectif pour résoudre ces tensions.

4 Zone géographique qui peut couvrir (des parties de) plusieurs départements, en total 7 pôles sont définis.

5 Par exemple, le département de Zou fait partie du pôle 5 Zou Couffo. La filière "locomotive" est les agrumes (oranges et mangues).

6 Dans cette approche filière, la création des Associations de Vente Groupée (AVC) par filière est logique.

7 Pour citer la DDAEP, "ALDIPE sera utilisée" (entretien avec M. Emile Prosper Amoussa le 21/01/2020).

8 Encore à titre illustratif, pendant la mission un agriculteur a été tué par un éleveur.

2.2 Programme PADCE XXI

Le PADCE XXI vise à promouvoir le développement de filières agricoles locales par des communautés ancrées durablement dans leur territoire (objectif spécifique ou *outcome*).

Trois grands domaines stratégiques ont été identifiés :

- Une approche territoriale est initiée par l'ensemble des acteurs locaux (l'approche passe par une sécurisation foncière, des services décentralisés et déconcentrés qui assurent leurs rôles et responsabilités et l'autonomisation des communautés).
- La structuration du secteur agricole (Augmenter le revenu des producteurs en améliorant l'accès à de (nouveaux) marchés d'écoulement pour les producteurs, la transformation et la commercialisation des productions pour une plus-value de la production primaire).
- Le soutien à l'agriculture familiale par les organisations intervenant dans ce secteur. L'agriculture familiale permet à des familles de lutter contre l'insécurité alimentaire, la faim grâce à leurs productions agricoles dont une bonne partie est destinée à l'autoconsommation. Soutenir l'agriculture familiale c'est viser à assurer la sécurité alimentaire de millions d'agriculteurs familiaux.

Cet objectif spécifique se décline en quatre 4 résultats ci-dessous mentionnés :

- R1. Les productions de riz, maïs, soja sont initiées ou dynamisées à travers l'adoption d'itinéraires techniques adaptés au milieu et respectueux de l'environnement ;
- R2. Des circuits de transformation et de commercialisation durables sont mis en place ;
- R3. Une alimentation saine et responsable est promue auprès des consommateurs de la zone ;
- R4. Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées dans le domaine de l'agro-écologie et de la capitalisation.

Les activités mises en œuvre pour atteindre le Résultat 1 sont l'aménagement des bas-fonds et la promotion de certains itinéraires techniques pour la production du riz, maïs et du soja en vue d'une transition vers une agriculture agroécologique. La promotion des itinéraires techniques est réalisée par la sélection et formation des relais agricoles ; une partie de la formation consiste en des stages pratiques à l'éco-ferme d'ALDIPE à Allahé dans la Commune de Za-kpota.

Les activités pour assurer l'atteinte du Résultat 2 sont la création d'Associations Villageoises de Commercialisation (AVC) pour la vente groupée et l'application d'un système de stockage et de warrantage, cumulant la création d'une organisation faîtière, l'appui aux processus de transformation des producteurs (décortiqueuse de riz, étuvage) et l'aménagement et construction de pistes rurales pour faciliter l'accès aux bas-fonds aménagés et l'écoulement des produits. Il est aussi attendu que l'alphabétisation facilite le bon fonctionnement des AVCs.

Le Résultat 3 doit être atteint à travers la formation et l'appui aux animatrices en hygiène et en nutrition. Les relais nutrition travaillent sur le suivi et la récupération des enfants de 0 - 5 ans, alors que les animatrices hygiène travaillent sur l'assainissement et la sensibilisation sur la propreté du cadre de vie.

Pour pérenniser la fonction des animatrices, c'est-à-dire pour les motiver, le programme a facilité la

création des groupes d'épargne et crédit.

Un autre élément est la construction/réhabilitation des forages (2 pour le programme) et le renforcement des capacités des comités de gestion.

Un dernier élément inclus dans ce résultat est l'activité ECMS dans une dizaine d'écoles à Abomey à fin de réfléchir avec des jeunes sur les enjeux du développement local, la consommation responsable, la sécurité alimentaire et les changements climatiques.

Le quatrième résultat repose essentiellement sur le renforcement de l'organisation ALDIPE, avec un focus sur la communication (capitalisation), l'agroécologie et le réseautage.

Le programme est mis en œuvre dans le département de Zou dans les communes de Za-kpota, Zogbodomey, Zagnanado et Abomey. Les groupes cibles visés dans le cadre de ce programme sont composés de 350 ménages ruraux pour les Résultats 1 2, 1250 pour le Résultat 3 et 20 personnes (l'équipe ALDIPE) pour le Résultat 4. Le programme intervient principalement dans 5 villages de la Commune de Zogbodomey notamment dans l'arrondissement d'Avlamé et, dans une moindre mesure, dans 3 villages dans la Commune Zagnanado. Le programme d'ECMS est effectué dans la Commune d'Abomey, dans 10 établissements scolaires de la ville d'Abomey.

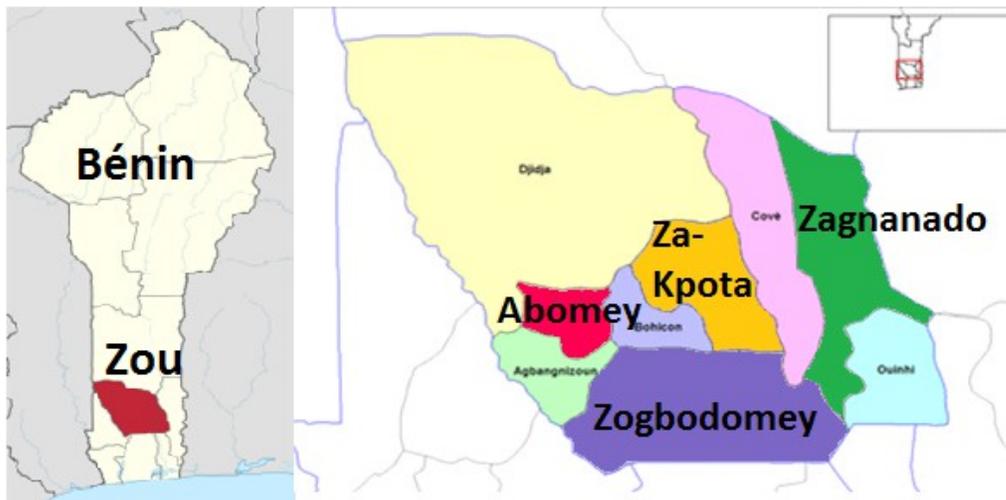


Illustration 1: Zone d'intervention du PADCE XXI; Les Communes d'Abomey, Za-Kpota, Zogbodomey et Zagnanado dans le département de Zou.

Le programme est mis en œuvre par une équipe de 10 personnes sous l'orientation du Directeur Exécutif. Cette équipe répartie en trois groupes thématiques:

Groupe agricole : un responsable du volet agricole, un chargé des aménagements de bas-fonds, un chargé de la vulgarisation agricole (et responsable de l'éco-ferme), un conseiller commercial.

Groupe santé, nutrition, assainissement : une chargé nutrition, une chargée assainissement et un chargé pour l'alphabétisation.

Groupe 3 est composé de deux responsables pour le volet ECMS.

Ces équipes sont appuyées par l'administration, ressources humaines et suivi évaluation de l'organisation.

3. Méthodologie

3.1 Démarche méthodologique et outils de collecte des données

L'évaluation s'est déroulée en trois phases distinctes : une phase de préparation, une phase de travail de terrain et une étape de rédaction du rapport.

L'évaluation s'est appuyée sur différentes sources d'information, ce qui a permis la triangulation des constats :

- Information générale secondaire : par ex., consultation des statistiques nationales (site de INSEA), études et rapports publiés sur l'agroécologie, approches d'apprentissage paysanne et vulgarisation rurale, les AVEC, approches d'alphabétisation etc...
- Information secondaire spécifique au projet : rapports du projet, plans annuels, cadre logique, proposition de projet, études du projet, etc.
- Information primaire : les sources d'information proviennent du personnel de DBA et ALDIPE, des bénéficiaires des différentes activités dans les différentes communes, les représentants des autorités locales (communes, DDAEP, ATDA), la direction des écoles et des jeunes, les participants dans le programme ECMS et le représentant de Louvain Développement.
- Observations directes sur le terrain.

Pour la phase préparatoire, DBA a fourni les documents du projet. Au cours de cette étape, une réunion par Skype s'est tenue avec la Responsable pour le Bénin de DBA.

Une planification préliminaire et une liste des localités et activités clés ont été établies à partir de la documentation du projet et des échanges avec DBA (pour la liste complète des contacts et des rencontres, consulter l'annexe 2). Des guides d'entretien spécifiques par types d'acteurs clés et par des discussions de groupes(GD) ont été développés (Annexe 3).

La mission de terrain a débuté par la consolidation de la planification entre l'équipe de consultance et l'équipe ALDIPE. Ensuite, les consultants ont facilité une session d'auto-évaluation des différentes activités du programme (voir annexe 5).

En ce qui concerne le travail de terrain, la principale approche méthodologique consistait à effectuer une enquête appréciative des changements attribuables au projet avec des questions ouvertes afin d'éviter les réponses guidées.

Les GD ont été tenues avec des membres des AVCs, des relais agricoles, des animateurs nutrition et hygiène et assainissement, les membres des groupes AVEC et d'alphabétisation, ainsi que des mères accompagnées. Au cours des GD, une hiérarchisation des Changements les plus importants ont été effectués par les participants.

A la fin de l'étape du travail de terrain, un court atelier de restitution a eu lieu à Bohicon, avec l'équipe d'ALDIPE et un représentant de DDAEP. Cette restitution a contribué à clarifier et corriger certaines questions. Durant la phase de rédaction du rapport, des informations supplémentaires ont été recueillies auprès des membres de l'équipe d'ALDIPE avec l'appui de la Responsable de DBA. Avant la finalisation du rapport, une version provisoire a été partagée pour recueillir des commentaires et corrections.

Le rapport est articulé autour de trois axes : une évaluation des résultats attendus du projet (chapitre 4), une analyse approfondie des trois composantes clés du programme (Les AVC, l'alphabétisation et l'ECMS) et, en troisième lieu, les principales questions d'évaluation, en fonction des critères de l'OCDE-CAD, telles que définies dans les TdR.

3.2 Déroulement de la mission et limites de l'évaluation

Globalement, les consultants ont rencontrés au cours de la mission toutes les parties prenantes grâce à l'organisation efficace et à la disponibilité de l'équipe d'ALDIPE. Plusieurs membres de l'équipe d'ALDIPE ont accompagné la mission, organisés et facilités les aspects logistiques du programme et se sont rendus disponibles en cas de besoin, avant, pendant et après le travail de terrain. En outre, ils ont mobilisé les différents groupes de bénéficiaires et parties prenantes du projet qui se sont mis à disposition, parfois jusqu'à des heures tardives le soir, ce qui, en outre, atteste des bonnes relations que ALDIPE entretient avec les parties prenantes et bénéficiaires du programme. Par ailleurs, les différents groupes de bénéficiaires ont démontré un vif intérêt à la mission et une très appréciée ouverture d'esprit à partager leurs expériences. En dépit du soutien consenti par les uns et les autres, la mission était confrontée à quelques contraintes lors de la collecte d'informations notamment la durée de la mission de terrain. En effet, il n'y avait que 4 jours pour collecter les données et rencontrer tous les bénéficiaires du programme tels que : l'aménagement de bas-fonds, les Associations Villageoises pour la Commercialisation (AVC), les animatrices de nutrition, les animatrices d'hygiène et assainissement, les bénéficiaires et facilitateurs d'alphabétisation, les relais agricoles pour le soja, le maïs et le riz, les comités de gestion de forage, les groupes de transformation des produits agricoles, et les groupes d'épargne et crédit dans les quatre Communes d'intervention du programme. Pour réduire le temps consacré aux déplacements, il a été décidé de réaliser les rencontres avec ses différents groupes, dans la mesure du possible, dans un seul et même lieu au cours de la même journée.

Malheureusement, tous les bénéficiaires étaient présents dès le matin. Ainsi, pour ne pas les faire attendre trop longtemps (les mamans avec leurs enfants surtout), la mission avait finalement opté à la rencontre des bénéficiaires des différentes activités simultanément, ce qui impliquerait un changement de la démarche méthodologique proposé pour la collecte de données. Conséquence, les groupes étaient très grands, limitant les possibilités d'approfondir certaines questions. Cette option limitait aussi la possibilité d'attribuer les changements aux activités spécifiques.

En moyenne, plus de 13 changements (entre 7 et 21) ont été cités par les bénéficiaires et 20 par les jeunes ECMS⁹. C'est une réflexion du mélange de différents groupes de bénéficiaires. Cependant il est possible qu'au regard des longues listes de changements et la durée des rencontres, certains participants aient oubliés ou décidés de ne pas mentionner certains changements.

Une deuxième limite a été la taille de l'échantillon. En effet, la petite taille de l'échantillon nous oblige à être prudents lors des interprétations des données.

9 Typiquement en moyen entre 5 et 8 changements sont cités dans ce genre de rencontre.

4. Résultats du programme

4.1 R1. Les productions de riz, maïs, soja sont initiées ou dynamisées à travers l'adoption d'itinéraires techniques adaptés au milieu et respectueux de l'environnement

Les principales activités ciblées pour atteindre ce résultat sont l'aménagement des bas-fonds, la formation des relais agricoles sur les itinéraires techniques de production du riz, maïs et soja en vue de favoriser la transition d'une agriculture conventionnelle vers une agriculture agroécologique. La promotion des itinéraires techniques est réalisée par la sélection et formation des relais agricoles ; une partie de la formation consiste en des stages pratiques à l'éco-ferme d'ALDIPE à Allahé.

Au total, le programme a aménagé cinq (5) bas-fonds à Zogbodomey (Yokon et Avlamé) et à Zagnanado (Zounou et Zonmon) pour une surface totale de 55 ha de bas-fonds sommairement aménagés (30 ha en 2017, 15 ha en 2018 et 10 ha en 2019). A Zogbodomey, environ 32% des bénéficiaires sont des femmes (118 des 374) (source : Note synthèse ALDIPE). La surface moyenne emblavée et exploitée par femmes est de 0,14 ha et celle des hommes de 0,20 ha. Les exploitants des bas-fonds aménagés ne sont pas pour la plupart¹⁰ des propriétaires terrains. En effet, dans le cadre du programme, ALDIPE a négocié et obtenu des contrats d'exploitation auprès des propriétaires des bas-fonds moyennant un versement de 500 FCFA/625m².

La production du riz est essentiellement une nouvelle activité dans le calendrier des producteurs. Selon les producteurs rencontrés, la période de production rizicole coïncide avec la période de soudure car l'agriculture reste fortement tributaire de la pluie dans la région. Ainsi, l'activité est facile à intégrer dans le calendrier annuel. La riziculture est pratiquée dans des bas-fonds nouvellement aménagés, ce qui assure une bonne fertilité du sol (cette fertilité des sols pourrait être affectée si une gestion durable appropriée n'est pas mise en place dans le temps).

L'équipe d'ALDIPE a souligné l'effet positif (4/5) induit par l'aménagement de bas-fonds sur les bénéficiaires.

En outre, les consultants ont également noté en autres comme points forts : l'adhésion de bénéficiaires, la disponibilité, l'accessibilité des bas-fonds, la reproductibilité des aménagements¹¹, le potentiel commercial et la capacité de résoudre des problèmes fonciers de l'équipe. De plus, le financement des équipements et des infrastructures contribue au succès des aménagements.

Néanmoins, il existe quelques difficultés d'ordre technique et social (drainage et risque d'inondations, transhumance, résistance aux codes sur le foncier) pour lesquelles l'équipe souhaiterait y faire face avec des moyens financiers additionnels pour l'aménagement définitif des bas-fonds.

Le programme a induit de multiples effets positifs chez les bénéficiaires. Il s'agit de l'accroissement du niveau de l'autoconsommation¹² des vivriers produits et du changement de la diète. Allahé, Yokon et

10 Des 142 producteurs dans les bas-fonds de Zogbodomey que 12 sont de propriétaire de leurs parcelles.

11 Dans plusieurs bas-fonds on peut constater des extensions réalisés par des producteurs.

12 Ce qui est confirmé par les données de production ; entre 50 et 60% de la production est commercialisé par les AVC (sources: Synthèse et rencontres avec les producteurs).

Zounnou¹³, le changement "le riz est devenu un plat commun" a été spécifiquement mentionné. Ces changements semblent être assez importants, surtout pour les femmes¹⁴.

Les autres indicateurs de l'intérêt de la population pour la riziculture sont l'extension des aménagements sans appui du projet et l'accroissement des prix de location des champs (mentionné à Yokon).

Le deuxième élément pour atteindre le résultat est la formation et l'opérationnalisation des relais Itinéraire Technique (IT) pour promouvoir des itinéraires techniques qui visent à améliorer le rendement et réduire l'utilisation des intrants chimiques. Pour chaque filière, le nombre de relais IT sélectionné et formé entre 2017 et 2019 par ALDIPE se présente comme suit:

Localité	Riz						Maïs						Soja						
	2017		2018		2019		2017		2018		2019		2017		2018		2019		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Zagnanado	4	6	3		3														
Zounnou	2	2	1		1														
Zonmon	1	2	1		1														
Klobo	1	2	1		1														
Zogbodomey	7	8	14	8	14	8													
Avlamé	2	2	3	1	3	1	1	2	1	2	3	3	3	1	1	1	1	4	3
Kotokpa							2		2		4	1	4		4			4	2
Samionkpa							4	1	3	1	2	5							
Yokon	5	6	11	7	11	7	3		4		5	3	3		2	2	4	4	4
Alladahou							1	3	1	3	3	3	3		1	1	1	1	2
Total					17	8					17	15						13	11

Tableau1: Les relais agricoles formés par le programme (Source: Note de Synthèse).

Les résultats du travail effectué avec les relais IT est positivement apprécié par l'équipe d'ALDIPE (4/5) et l'équipe observe un transfert réel de compétences aux relais. Les points positifs de l'activité sont la formation par les pairs, la bonne collaboration avec les services de l'état, l'encadrement des relais dans les organisations de producteur et l'existence de parcelles d'expérimentation. La transition vers l'agroécologie est aussi appréciée.

Par contre, selon l'équipe il n'y a pas un cahier de charges clair pour les relais, ni une stratégie de motivation durable. De plus, pour l'ensemble des relais, des renforcements de capacités doivent être initiés à l'endroit des relais IT pour une autonomisation intégrale.

Les relais sont des bénévoles¹⁵ sélectionnés sur base de leur engagement personnel après la formation d'un groupement de producteurs dans leur hameau. Les critères de sélection sont : s'assurer que le relais est en mesure de pouvoir appliquer les techniques apprises dans son propre champ et disposé à partager

13 Des explications possibles au fait que ces changements n'aient pas été mentionnés à Zounou sont que les producteurs de riz ont été rencontrés ensemble avec d'autres groupes (AVEC, Alpha, Santé), que la riziculture n'est pas de date très récente et que les niveaux de production couvraient déjà les besoins d'autoconsommation avant l'intervention du projet.

14 9 des 28 femmes (32%) citent l'autoconsommation et l'intégration du riz dans le régime alimentaire. 1 homme sur 20 cite l'autoconsommation, par contre 9 sur 20 (45%) citent l'intégration du riz dans les habitudes alimentaires.

15 Selon les relais et producteurs, le per diem pour les déplacements et les formations constitue leur motivation.

ses nouvelles connaissances avec d'autres producteurs¹⁶. Le relais IT est toujours membre du bureau du groupement de sa localité, mais il n'y a pas un rôle prévu dans l'organisation, l'encadrement et supervision des Relais IT.

Selon les relais, ils reçoivent en moyenne deux(2) formations l'an de la part du programme. En début de campagne, les relais reçoivent une formation à l'éco-ferme et pendant la campagne ils sont régulièrement visités et suivis. Environ 40% des relais sont des femmes; c'est dans le riz que le ratio homme/femme est moins équilibré.

Selon les informations des relais, chacun travaille avec 9 producteurs associés. Les données d'ALDIPE (Note de synthèse) montre qu'il y a 127 producteurs associés à 32 relais pour le maïs et 152 producteurs associés à 24 relais agricoles (donc environ 6 producteurs / 1 relais). Cela nous permettrait donc d'établir une estimation prudente de 81 relais (riz, maïs et soja) touchant environ 500 producteurs¹⁷.

Les itinéraires techniques suivent l'approche SRI pour le riz et Agriculture de Conservation pour le maïs et le soja. Ce sont des approches qui promeuvent une rationalisation de l'utilisation des intrants chimiques et une observation assez rigoureuse du calendrier agricole pour augmenter la productivité.

Les intrants nécessaires à la production en adéquation avec les principes appris à la ferme école sont fournis par le projet. Ils doivent en retourner une partie. Ainsi, pour chaque kg de semences donné, le producteur relais ramènera après production 2 kg de semences (Rapport annuel 2018). Ce qui n'est pas toujours respecté compte tenu d'un certain nombre d'aléas (inondation, poches de sécheresse, transhumance, ...). Toutefois, on note qu'ALDIPE a suffisamment mis de garde-fous pour leur faire rembourser les semences pour permettre à d'autres producteurs d'en bénéficier.

Les difficultés soulevées par l'équipe d'ALDIPE indiquent un certain manque d'engagement ou motivation¹⁸.

Par contre, les difficultés signalées par les relais se situent au niveau de la collaboration avec les autres producteurs membres qui ne participent pas aux formations des relais (jalousie, faible reconnaissance) et la charge de travail (la nécessité de répéter les visites et la difficulté de travailler son champ en même temps que surveiller ceux des autres).

Selon les relais, le taux d'adoption varie d'une technique à l'autre (le non labour est par exemple plus adopté que le respect du calendrier). Les hommes ont reporté un taux d'adoption plus élevé que celui des femmes (en moyenne 80 % et 60 % respectivement)¹⁹. L'équipe d'ALDIPE a constaté un taux plus bas (autour de 50%) sans noter une différence entre des hommes et des femmes relais.

16 Disposer d'une surface ≥ 1 ha pour les hommes et $\geq 0,5$ ha pour les femmes, être disponible pour les formations, être en mesure de mettre en pratique les enseignements reçus, être capable de restituer les enseignements reçus lors des formations et avoir un esprit d'écoute et de partage d'informations (source : Capitalisation sur l'approche producteurs relais)

17 Il est cependant possible d'établir qu'un plus grand nombre de producteurs soient impactés (surtout au niveau des relais riz. Selon l'équipe d'ALDIPE, le riz est une nouvelle spéculation ; ainsi, on note que plus de producteurs que les 9 prévus pour un relai soient venus prendre conseils auprès des relais riz.

18 Certaines personnes désignées et reconnues officiellement se font remplacer le jour de la formation, certains viennent en retard et sont pressés de rentrer, certains ne participent pas et sont là comme des spectateurs ; non disponibilité de certains à mettre en place les essais de parcelles de démonstration, réticence de certains à partager les acquis avec leurs pairs, non-respect des engagements pris pour le bon déroulement des essais chez certains (Source : Capitalisation sur l'approche producteurs relais final).

19 Il se peut qu'en général les femmes soient plus modestes ou réalistes et les hommes plus optimistes.

Les données fournies par ALDIPE (Note de Synthèse) suggèrent²⁰ aussi un taux d'application plus faible pour le maïs où le pourcentage de relais féminins est plus élevé²¹. En général, le taux d'application a tendance à s'améliorer avec le temps. Les données suggèrent que la croissance du taux d'adoption des producteurs associés est plus rapide que la croissance du taux des relais (tendance stable). On s'attendrait à un taux d'adoption meilleur de la part des relais²² que des producteurs associés. C'est le cas en 2017 et 2018, mais en 2019 la différence est minimale (Note de synthèse d'ALDIPE).

Tableau 2: Taux d'adoption des pratiques améliorées par les relais selon ALDIPE (Note de Synthèse)

	2017		2018		2019		
	Relais	Associés	Relais	Associés	Relais	Associés	
						Grand S	Petit S
Maïs							
Nombre total	16	90	16	127	32	127	
Avlamè	0%	0%	67%	27%	33%	50%	56%
Kotokpa	25%	6%	67%	19%	60%	41%	67%
Samionkpa	25%	4%	67%	19%	29%	60%	59%
Yokon	33%	0%	75%	21%	88%	42%	59%
Alladaho	0%	0%	33%	17%	33%	62%	47%
Zonmon		0%		17%		36%	
Total	19%	2%	63%	20%	47%	47%	58%
Soja							
Nombre total	14	68	12	92	24	152	
Avlamè	25%	8%	50%	23%	43%	54%	
Kotokpa	25%	17%	25%	38%	50%	65%	
Yokon	33%	0%	75%	15%	50%	49%	
Alladaho	0%	0%	50%	7%	67%	64%	
Total	21%	6%	50%	21%	50%	56%	

Les rencontres avec les producteurs (à Allahé, Yokon et Zounou (riz), Avlamé (maïs et soja)) montrent que les bénéficiaires observent une amélioration des pratiques agricoles (mentionnée dans toutes les rencontres). Cette amélioration a été votée comme changement important par 20% des hommes ; par contre, seul 1 % des femmes le considère comme un changement important, ce qui suggère que l'effet est limité et que les femmes ne le trouvent pas significatif (pour les détails des changements, voir Annexe6).

L'effet immédiat attendu d'une amélioration des pratiques de la production est une augmentation du rendement de la production. Le tableau ci-dessous montre que les variations dans la production sont faibles (avec l'exception de l'évolution du maïs et du soja entre 2017 et 2018). Il serait prétentieux d'attribuer les changements à l'adoption des pratiques. Il est bien possible que les variations constatées

20 L'échantillon est très petit et on n'observe pas la même tendance pour les relais soja.

21 À Avlamé-centre et Alladaho le % de femmes relais est d'environ 40%. Le taux d'adoption en 2019 est d'environ 30%. Par contre, Kotokpa et Yokon ont moins de 20% de femmes relais et le taux d'adoption est supérieur à 75% (Source : Note de synthèse).

22 Parce qu'ils ont vu les effets des pratiques dans les démonstrations à la ferme-école et parce qu'ils ont été sélectionnés sur base de leur motivation, ils ont été formés et sont accompagnés plus intensivement par le programme.

puissent être expliquées en grande partie par des variations climatiques et autres facteurs de production²³. En ce qui concerne le riz, il semble y avoir 2 facteurs importants. Tout d'abord, le riz est une nouvelle spéculatation et, les premières années, les producteurs ne maîtrisent pas encore bien la culture. Aussi bien à Allahé qu'à Zagnando, on peut observer cet effet. L'autre facteur est la fertilité des sols. Les bas-fonds étant exploités pour la première fois, ils possèdent des taux de matière organique élevés ce qui rend les sols productifs, ceci pouvant expliquer des niveaux de production au dessus de la moyenne nationale. On ne peut pas discerner une tendance claire d'amélioration après la première année de production (2011 pour Allahé et 2014 pour Zagnando).

Tableau 3 : Évaluation du rendement par spéculatation (en ton/ha) comparé avec les rendements moyens calculés pour le Bénin (Source : Synthèse et <http://www.fao.org/faostat/en/>)

	Riz						Maïs						Soja		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Allahé ²⁴	3.5	3.5	3.9				0.5	0.7	1.5						
Zagnando	3.0	3.7	4.2	3.6	3.8	4.1	0.7	0.8	1.1	1.2	1.3	1.4			
Zogbodomey					3.6					0.4	0.7	1	0.4	1.1	0.8
Moyen Bénin	3.1	3.1	3.4	3.5	3.4		1.4	1.3	1.4	1.3	1.3		1.0	1.1	

En ce qui concerne le maïs, on peut constater que le rendement dans les zones d'intervention se trouvait en dessous de la moyenne nationale. On peut également constater une amélioration continue de 2014 à 2019 dans la zone d'intervention alors que le rendement moyen du pays reste stable. Le maïs n'est pas une spéculatation nouvelle, donc on ne s'attendrait pas à un effet de maîtrise d'une nouvelle spéculatation comme on a pu l'observer pour le riz. Ainsi, les données suggèrent un effet de la promotion des techniques par les relais.

Les résultats des rencontres montrent la même tendance que ci-dessus ; le changement "Amélioration de la productivité" est cité dans toutes les rencontres, mais seule 1 femme (1,5%) et 5 hommes (10%) le considèrent comme un changement important.

Un autre effet attendu de l'application des techniques améliorées serait une réduction des coûts de production. Les itinéraires techniques proposent une utilisation plus rationnelle des intrants et une réduction de la charge de travail (non labour). Ce changement a été mentionné lors de 2 rencontres avec des producteurs (50% des rencontres : à Avlamé avec les relais maïs et soja et à Zounnou avec les producteurs du riz). Personne ne l'a considéré comme un changement important. L'amélioration de l'autoconsommation (un autre effet positif) a été citée par une femme à Avlamé²⁵.

Lors des rencontres, différents bénéficiaires affirment la dynamisation de la production agricole. Il ya plusieurs facteurs qui contribuent à cette dynamisation: les aménagements des bas-fonds pour la

23 Il faut toujours être très prudent à attribuer des changements du rendement aux techniques améliorées. Normalement, la variation de la pluviométrie explique autour de 50% de la variation du rendement de la production ; en outre, il y d'autres facteurs qui peuvent influencer la production au-delà des pratiques. De plus, il se peut que l'application de la méthode de mesure ne soit pas toujours consistant. Donc, avec un petit échantillon et des données de quelques an, sans une comparaison directe avec des autres producteurs de la zone, on ne peut pas tirer de grandes conclusions.

24 Rendement du riz à Allahé : 2011 2 t/ha, 2012 3.6 t/h, 2013 3.5 t/ha.

25 L'amélioration de l'autoconsommation a aussi été mentionnée dans les groupes de producteurs du riz, maïs ; dans ce cas l'effet n'est pas causé par une amélioration de la productivité.

riziculture, le système de relais. Cependant, les rencontres montrent que les AVC/le système de warrantage et les groupes AVEC jouent un rôle important dans la dynamisation de l'agriculture et la sécurité alimentaire. Tant le warrantage, comme les groupes AVEC permettent l'accès aux fonds en début de la campagne (pour payer les travailleurs, permettant un accès facile aux intrants²⁶). De plus, la vente groupée facilite l'écoulement de la production et évite le bradage. Ce sont des motivations importantes pour augmenter la production.

4.2 R2. Des circuits de transformation et de commercialisation durables sont mis en place

Les activités pour assurer l'atteinte du Résultat 2 sont d'une part, la création d'Associations Villageoises de Commercialisation (AVC) pour la vente groupée et l'application d'un système de stockage et de warrantage. D'autre part, on note également la création d'une organisation faitière, l'appui au processus de transformation des producteurs (décortiqueuse de riz, étuvage) et la construction/réhabilitation de pistes rurales pour faciliter l'accès aux bas-fonds aménagés et l'écoulement des produits. Enfin, il est aussi attendu que l'alphabétisation facilite le bon fonctionnement des AVCs.

L'intervention du programme passe par la sensibilisation et la promotion de groupes de producteurs. La structuration commence au niveau du hameau (groupements de producteurs). Ces groupements des hameaux ont une représentation au niveau des villages) (Source : Note de synthèse), et les AVC sont réunies dans une coopérative au niveau de l'arrondissement via les représentations villageoises (Association Villageoise de Commercialisation). Ces organisations sont organisées par spéculation (Riz, Maïs et Soja)²⁷.

La construction des magasins est un pas essentiel pour la création de meilleures conditions de stockage des produits et ventes groupées selon le marché. En réalité, les magasins ne servent pas seulement au stockage des produits sous warrantage; il y existe également des membres des communautés qui stockent leurs produits destinés à l'autoconsommation. Deux (2) changements majeurs ont été identifiés par les bénéficiaires et qui peuvent être associés à la construction des magasins. Il s'agit de l'amélioration de l'autoconsommation et le développement de la communauté (notamment cités par des hommes en référence aux constructions en dures.

Les groupements sont gérés par des comités de gestion. Les AVC/Coopératives ont une Assemblée Générale où sont élus un Comité de Gestion (1 Président(e), 1 Secrétaire, 1 Trésorier), un Comité de Contrôle (03 membres) et des cellules techniques: 6 personnes dont 2 par poste chargées respectivement de l'opérationnalisation des activités de vente, de l'achat des produits vivriers et de la mise en place et du suivi des intrants (semences et engrais). Elles sont désignées en Assemblée Générale pour accompagner le comité. Le secrétaire, le trésorier et le premier contrôleur doivent être scolarisés ou alphabétisés (niveau Certificat d'Etude Primaire).

26 La plupart des intrants fournis aux producteurs sont de semences et intrants organiques et non chimiques. Le consultant ne dispose pas d'informations par rapport à l'utilisation (réduction) des entrants chimiques.

27 Récemment l'AVC d'Allahé, a décidé de commercialiser le maïs et le soja aussi. Pour le moment, ils n'ont pas encore stocké ou commercialisé ces 2 produits.

Tableau 4 : Nombre d'organisations de producteurs

Arrondissement	AVC / Coopérative	Représentation villageoise	Association transformation	Groupe production Hameau
Avlamé	3 (1 Riz, 1 Maïs, 1 Soja)	2 Riz, 5 Maïs, 4 Soja	2	6 Riz, 16 Maïs, 10 Soja
Zagnanado	1 (Riz)	4 Riz, 1 Maïs	2	
Allahé	1 (Riz)	5 Riz	1	
Total	5	21	5	32

Dans un souci d'assurer une bonne gestion des organisations des producteurs, le programme a inclus le volet alphabétisation dans les activités mises en œuvre pour atteindre le résultat 2²⁸.

La composition de ces comités est constituée entre 60 à 80% d'hommes²⁹. Selon l'information des DG, tous les membres sont des bénévoles. D'un autre côté, le document de capitalisation des AVC par ALDIPE mentionne une prime aux élus (Capitalisation sur la gestion autonome des AVC d'Allahé et Zagnanado).

La structuration et l'organisation ne facilitent pas seulement la vulgarisation des pratiques agricoles proposées par le projet, mais elles sont aussi cruciales pour la commercialisation de la production.

Le programme a fourni différentes formations³⁰ aux membres des groupements et AVC (voir annexe 8). Les AVC ont aussi été dotées d'équipements/matériels et d'infrastructures^{31,32} afin de donner de la valeur ajoutée aux produits de récolte et une meilleure sécurisation des récoltes. Les bénéficiaires des formations sont surtout les membres des comités de gestion des AVC/Coopératives et groupement.

Jusqu'à présent, toutes les coopératives/AVC sont suivies régulièrement afin de les appuyer à la tenue des documents de gestion et rappeler les pratiques de bonne gouvernance. Les coopératives également reçoivent des fonds de roulement du programme au début de chaque campagne:

Tableau 5: Fonds octroyés par le programme (FCFA) pour financer le warrantage des AVC. Source : information complémentaire ALDIPE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Allahé	1.000.000	1.000.000			1.000.000	
Zounou	2.000.000	2.000.000				
Yokon riz						1.500.000
Avlamé soja					1.000.000	
Kotokpa maïs					500.000	500.000

28 Bien entendu que, aussi bien ALDIPE que DBA, envisagent l'alphabétisation dans un sens beaucoup plus large que visant seulement l'amélioration de la gestion des AVC.

29 Estimation sur base de l'information pendant les rencontres. Les consultants n'ont des autres données sur la composition des comités de gestion et contrôle, ni des commissions techniques.

30 Les formations sont partiellement pratiques (entretien bas-fonds, technique de stockage et conservation et transformation), partiellement organisationnelle et partiellement d'alphabétisation (La vie associative, tenue de compte).

31 Installations (magasins, petit bureau et aire de séchage) et du matériel : les coopératives du riz ont reçu deux moto pompes, deux motoculteurs et deux décortiqueuses de maïs pour la coopérative maïs et 2 moulins pour la coopérative de soja.

32 Le changement "Développement de la localité" (voir ci-dessous) se réfère à ces infrastructures.

On peut distinguer quatre objectifs différents par cette approche:

- Assurer l'accès aux aliments dans les foyers à travers le warrantage et une réduction des pertes post-récolte, ce qui facilite aussi la réduction des dépenses;
- Faciliter la production à travers d'un accès facile aux crédits et aux intrants agricoles (semences, fertilisants) ;
- Améliorer les revenus par la vente groupée³³ et à un moment plus intéressant;
- Ajouter de la valeur à travers la transformation (par exemple, la décortiqueuse et l'étuvage).

Ces groupes AVC montrent un accroissement des membres³⁴, surtout des femmes :

Tableau 6: Évolution des membres des AVC. Source : Note de Synthèse et nos rencontres avec les organisations

Coopérative	Année de création	Membres à la création	% femmes	Membres fin 2019	% femmes	Changement		
						Membres	% membres	% Femmes
Allahé	2014	19	26	62	37	+ 43	+ 195%	+ 9%
Zounnou	2014	10	20	66	35	+ 56	+ 660%	+ 15%
Avlamé Riz	2018	72	33	87	32	+ 15	+ 21%	- 1%
Avlamé Maïs	2018	6	33	46	37	+ 40	+ 767 %	+ 4%
Avlamé Soja	2018	11	36	28	50	+ 17	+ 255 %	+ 14 %

Tableau 7 : Quantités sous warrantage au niveau des AVC et coopératives

	Quantité sous warrantage(T)							
	Riz (paddy)				Maïs		Soja	
	'16	'17	'18	'19	'18	'19	'18	'19
Avlamé	-	-	18,8	36,9	-	3,8	-	5,4
Zagnanado	57,0	41,0	62,0	120,0	-	-	-	-
Allahé	44,7	16,9	22,0	80,0	-	-	-	-
Total	101,7	57,9	102,8	236,9		3,8		5,4

Table 8 : Quantités du riz commercialisées par les AVC/Coopératives

	Riz (paddy)			
	'16	'17	'18	'19
Avlamé	-	-	18,8	36,9
Zagnanado	175,8	139,0	166,0	120,0
Allahé	55,9	116,0	122,0	80,0
Total	230,7	255,0	306,8	236,9

33 Il y a deux éléments: 1. la vente groupée réduit les coûts de transaction pour les commerçants (cela demande moins de travail et moins de temps d'acheter une grande quantité dans un seul endroit que d'acheter des petites quantités des producteurs individuels) ; 2. Le stockage permet de spéculer sur la variation de prix. À la fin de la récolte, les prix sont très bas et les producteurs subissent une pression importante de vendre leur produits, 4-6 mois plus tard les prix sont plus intéressants.

34 On peut attendre une croissance moins forte pour les producteurs de riz, car la production dépend de l'accès aux bas-fonds, qui est plus limitant que l'accès à la terre en général.

Table 9 : Quantités du riz transformées par les AVC/coopératives

Transformation du Riz					
	Quantité de paddy décortiquée (T)				Quantité étuvée (T)
	'16	'17	'18	'19	'19
Avlamé	-	-	-	7,7	5,0
Zagnanado		82,0	37,9	37,5	25,1
Allahé		10,3	10,1	8,6	5,6
Total		92,3	47,0	53,8	35,7

En ce qui concerne les quantités commercialisées et transformées, elles varient beaucoup d'une année à l'autre, avec une faible tendance d'augmenter. Les facteurs qui influencent la commercialisation et la transformation sont les quantités produites, la confiance des membres et les besoins financiers directs des membres, la capacité financière des AVC et la capacité d'identifier des commerçants pour l'achat du stock à un prix très compétitif.

Cependant, on note un souci au niveau du % des membres qui participent au warrantage et à la commercialisation, surtout pour le riz³⁵. La différence entre le prix du riz stocké par les associations et le prix auquel les producteurs sont prêts à vendre a été mentionné dans les rencontres avec toutes les AVC de Riz (à Allahé, Yokon et Zounnou) et selon les estimations des participants, les membres des AVC auraient la double quantité disponible pour la commercialisation³⁶. La raison de ne pas commercialiser/stocker davantage est essentiellement d'ordre budgétaire³⁷. Toutes les AVC ont décidé de payer 50%³⁸ de la valeur du produit à un prix établi ensemble avec les membres des groupes. De plus, selon les membres, le prix doit être concurrentiel pour éviter que les membres bradent leur production.

L'organisation des producteurs permet aussi l'acquisition et le stockage groupés des intrants. Ces intrants³⁹ ont été fournis par ALDIPE. Les fonds issus des ventes d'engrais sont réinjectés dans le réapprovisionnement de sacs d'engrais. De même, les semences mises en place ont été récupérées et stockées dans le magasin pour être réutilisées la saison prochaine (Source : Rapport annuel 2018).

Le taux de remboursement des intrants a tendance à s'améliorer. La demande est plus forte et les faibles taux de remboursement sont notés chez les anciennes AVC de riz. La coopérative de maïs montre une réduction de la demande et une amélioration du taux de remboursement (mais qui reste faible):

35 Selon le compte rendu de la mission de juillet 2018, il y avait 50 producteurs de riz, 24 producteurs de maïs et 37 producteurs de soja qui avaient déposé leur production. Le rapportage de 3^{ème} trimestre 2019 parle de 6 producteurs de maïs (soit 25% des membres).

36 Il n'est pas sûr si les magasins auraient la capacité de stocker la double quantité. Selon des informations de DBA/ALDIPE il y a pas mal de membre qui garde leur production réservée pour l'autoconsommation dans les magasins car celui offrent des meilleures conditions pour stockage.

37 Cela n'a pas été mentionné par les bénéficiaires, mais il se peut aussi que les magasins n'auraient pas la capacité de stocker le double de la quantité.

38 Dans ses documents, ALDIPE parle de 30% à 50%, avec 50% étant le maximum.

39 En 2018, il s'agit de 100 kg de semences de soja, 200 kg de semences de maïs, 100 kg de semences de riz, 40 boîtes de fertilisants organiques liquides et 30 sacs d'engrais NPK.

Tableau 10: Crédit cédé par les AVC et le taux de remboursement. Source : information complémentaire ALDIPE

	Services crédit en sac de 50 kg			Taux de remboursement		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
AVC Allahé	180	102	120	85%	90%	92%
AVC Zounnou	160	192	205	65%	72%	82%
Coopérative riz Siège Yokon	-	36	90	-	90%	95%
Coopérative maïs Siège Kotokpa	-	47	37	-	77%	82%
Coopérative Soja Siège Avlamé-centre	-	-	-	-	-	-

Le tableau montre que les taux de remboursement s'améliorent au cours du temps. Néanmoins, il est à noter que le plus faible taux de recouvrement est de 65% en 2017. L'expérience avec le crédit agricole (qui est une activité risquée), en général, montre que pour assurer la viabilité du système de crédit il faut soutenir des taux élevés pour 2 raisons principales :

1. Quand il y a une calamité, on risque de perdre une grande partie des fonds et il faut donc s'assurer de créer des marges dans des années "normales" et "bonnes" et
2. Le taux de remboursement dépend de la pression sociale. Si les règles ne sont pas strictement appliquées, la pression sociale se réduit et le système risque d'entrer dans un cycle négatif, avec chaque fois moins de personnes à rembourser leur crédit.

Les membres rencontrés dans les groupes AVC/relais agricoles citent beaucoup de changements, même si tous les changements ne peuvent systématiquement liés au fait d'être organisé ou à la fonction d'organisation⁴⁰.

Tableau 11: Changements induits par le programme selon les relais agricoles, membres des AVC et transformatrices Source : nos rencontres.

	Rencontres AVC/relais agricoles : 4 Nombre participants 118 Femmes 67 Hommes 51	Nombre mentions	F	% F	H	% H	T	% T
	Changement							
1	Diversification des revenus (soja, maïs, riz)	2	0	0%	0	0%	0	0
2	Accès aux aliments facilité en cas de rupture de stock	1	1	1%	0	0%	1	1%
3	Enfants bien nourris	3	0	0%	0	0%	0	0%
4	Accès aux fonds au début de la campagne	3	5	7%	3	6%	8	7%
5	Pratiques agricoles améliorées	4	1	1%	10	20%	11	9%
6	Éviter le bradage	2	2	3%	2	4%	4	3%
7	Le riz est une source d'alimentation	2	5	7%	1	2%	6	5%
8	Autoconsommation	3	14	21%	9	18%	23	19%

40 Dans les rencontres, il y avait toujours des relais qui pourraient être plutôt intéressés dans les aspects de la production et la rencontre à Zounnou comptait des participants de l'AVC, mais aussi des groupes AVEC, Animatrices hygiène et nutrition et des bénéficiaires d'alpha.

9	Acroissement de revenu	3	1	1%	1	2%	2	2%
10	Augmentation superficies emblavées	2	0	0%	0	0%	0	0%
11	Disponibilité de liquidité	3	9	13%	7	14%	16	14%
12	Amélioration rendement de la production	4	1	1%	5	10%	6	5%
13	Augmentation connaissances (gestion, comptabilité, alphabétisation)	4	13	19%	10	20%	23	19%
14	Achat de biens (moto, terre, moulin)	2	0	0	3	6%	3	3%
15	Avoir de "l'argent en gros"	2	2	3%	1	2%	3	3%
16	Accès facile aux intrants	3	8	12%	2	4%	10	8%
17	Accès facile au marché d'écoulement	1	3	4%	0	0	3	3%
18	Développement de localité	3	1	1%	10	20%	11	9%
19	Amélioration de cadre vie (habitation)	1	0	0%	2	4%	2	2%
20	Savoir lire et écrire	1*	0	0%	7	14%	7	6%
21	Régularité vaccination	1*	2	3%	0	0%	2	2%
22	Amélioration santé enfant	1*	33	49%	4	8%	37	31%
23	Propreté de village	1*	14	21%	11	22%	25	21%
24	Amélioration conditions de vie (habillement)	1*	0	0%	0%	0%	0	0%
25	Warrantage	1	9	13%	12	24%	21	18%
26	Remboursement de crédits	1	0	0%	0	0%	0	0%
27	Reduction des dépenses	2	0	0%	0	0%	0	0%
28	Conservation de semences	1	3	4%	0	0%	3	3%
29	Reduction pertes post-récoltes	2	1	1%	2	4%	3	3%
30	Planification	1	2	3%	2	4%	4	3%
31	Solidarité renforcée	1*	0	0%	0	0%	0	0%
32	Réduction charge de travail (décortiqueuse riz)	1	1	1%	0	0%	1	1%
33	Paiement facile frais médicaux	1*	0	0%	0	0%	0	0%
34	Meilleure organisation communautaire	1*	0	0%	0	0%	0	0%
35	Construction latrines	1*	0	0%	0	0%	0	0%

* Seulement mentionné dans la rencontre à Zounnou où il y avait un groupe de bénéficiaires mélangé.

Les changements cités indiquent :

- Une facilitation à démarrer la campagne agricole (accès aux fonds pour démarrer la campagne, accès facile aux intrants, conservation des semences, réduction des dépenses, augmentation des surfaces emblavées). Ce changement semble être particulièrement important pour les femmes;
- La sécurité alimentaire au niveau du foyer est améliorée (autoconsommation, warrantage, accès aux aliments en cas de rupture, enfants bien nourris, riz comme source d'alimentation, réduction pertes pos-récolte);
- Une amélioration du revenu et de la liquidité (avoir de l'argent en gros, amélioration des recettes, éviter le bradage, accès facile aux marchés d'écoulement, diversification des sources de revenu, paiement des dettes), qui se traduit dans des investissements (augmentation de la surface emblavée, amélioration des habitations, amélioration du cadre de vie, achat de terre et de biens (moulin, moto) ;
- L'acquisition de nouvelles connaissances (savoir-faire des comptes d'exploitation, savoir lire et écrire). Ce changement montre, entre autres, l'effet de l'alphabétisation.

Les changements montrent que, grosso modo, le programme arrive à atteindre ses objectifs en dépit des difficultés. En revanche, la transformation en particulier le décorticage semi-moderne reste encore à un

stade précoce. L'assurance de pouvoir facilement vendre sa production à un prix raisonnable est une motivation importante pour augmenter la production, peut-être plus importante que l'adoption des itinéraires techniques⁴¹.

En ce qui concerne la transformation, la décortiqueuse montre un effet positif au niveau local ; les ménages l'utilisent pour leur consommation domestique et réduit dans une mesure ou une autre la consommation du riz importé et valorisent le riz local.

Mettre du riz décortiqué (ou étuvé) sur le marché est plus compliqué que de vendre le paddy, car les exigences au niveau de l'hygiène et de la qualité de l'emballage sont plus élevées. En outre, le riz décortiqué/étuvé et le riz paddy ne sont pas destinés au même marché. En effet, les commerçants de riz transformés sont différents de ceux du riz paddy ; du coup, il faut développer de nouveaux canaux de commercialisation pour le riz transformé. Ceci implique une professionnalisation des organisations, ce qui pour le moment fait défaut⁴². Les bénéficiaires ont également souligné la nécessité de se doter de polisseur, calibreur et trieuse pour une meilleure compétitivité du riz transformé par rapport au riz importé.

En ce qui concerne l'alphabétisation, ALDIPE organise annuellement des séances de sensibilisation à l'endroit des bénéficiaires par rapport à l'alphabétisation. La participation aux séances a été massive (Source : Rapports annuels 2017 et 2018). À Zogbodomey, ALDIPE a formé 6 nouveaux facilitateurs⁴³ (2 femmes) en 2017, avec un recyclage en 2018 et 2019 dans la commune de Zogbodomey pour les 6 centres d'alphabétisation dans l'arrondissement d'Avlamé. Ces 6 centres sont complétés par les 4 centres déjà existants (du programme antérieur) à Zagnanado. L'alphabétisation introduit des thématiques directement liées au programme (la gestion, l'association, compte d'exploitation, genre, etc.) dans les sessions.

Le programme a équipé les 6 centres de l'arrondissement d'Avlamé avec le matériel nécessaire. Les suivis d'encadrements pédagogiques et organisationnels dans les zones de Zagnanado et Zogbodomey sont assurés par l'ONG-ALDIPE avec l'équipe départementale en charge de l'alphabétisation.

Table 12 : Les apprenants de l'alphabétisation et le taux de réussite

Commune	2017						2018						2019					
	Inscrits		Admis		Taux réussite		Inscrits		Promus		Taux réussite		Inscrits		Promus		Taux réussite	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Zagnanado	42	68	39	68	93	100	31	59	30	59	97	100	/	/	/	/	/	/

41 La garantie de vente et l'accès assuré aux intrants expliquent en grande partie pourquoi les producteurs continuent de produire du coton, même avec des prix très bas.

42 A titre d'exemple, à Zounnou, l'AVC fait appel à un externe pour démarrer la décortiqueuse, car au sein de l'organisation il n'y a personne qui sait le faire.

43 Thématiques traitées : la notion de l'andragogie, la composition de l'alphabet fongbé, la nasalisation, la labialisation, la palatalisation, la psychologie de l'adulte apprenant, la formation des noms, les grandes règles de la transcription, les mécanismes opératoires/gestion, méthodologie de l'enseignement/apprentissage de l'adulte, préparation de fiches de cours, la communication, l'association, les documents de gestion (cahier d'achat, cahier de caisse), le compte d'exploitation, la gestion des stocks, fiche des difficultés rencontrées lors des productions, rapport existant entre éducation, homme et société, généralités sur la préparation et la conduite d'une séance d'alphabétisation, appel de la méthodologie de l'approche Pédagogie du Texte (PdT).

Zogbodomey	133	74	114	74	86	100	101	79	100	76	99	96	120	49	120	49	100	100
Total	175	142	153	142	87	100	132	138	130	135	98	98	120	49	120	49	100	100

Au cours de la première année, on peut constater une différence entre le taux de réussite des hommes et des femmes. Cette différence n'est pas en soi liée à des difficultés de compréhension mais au taux d'abandon des femmes. En effet, une fois que les apprenants ont commencé, les taux de réussite sont identiques entre hommes et femmes (97 - 100%). On constate cependant qu'au cours de première année, il y a eu des femmes qui se sont inscrites mais (pour des raisons inconnues) ont décidées de ne pas continuer la formation. On observe aussi une réduction légère du nombre des d'apprenants d'une année à l'autre. Finalement, on note une différence dans la composition des classes entre Zagnanado et Zogbodomey, ce qui est probablement liée aux renforcements de l'approche genre au sein d'ALDIPE. Les classes à Zagnanado ont été interrompues à cause de coupes budgétaires liées au programme.

ALDIPE a réalisé une enquête sur les effets de l'alphabétisation et les résultats montrent des changements intéressants au niveau du rôle de la femme dans la vie publique et, dans une moindre mesure, des changements à l'intérieur du ménage⁴⁴.

La seule rencontre avec un groupe composé uniquement d'alphabétisés (à Yokon) montre que les changements liés à l'alphabétisation ont un effet sur des relations de genre : prise de conscience des hommes, la confiance en soi, le droit de propriété, plus d'indépendance vis-à-vis du chef de ménage, scolarisation des filles à l'école etc.

L'échantillon est de petite taille mais il semble y avoir une tendance démontrant que ce sont plutôt les femmes qui appliquent leurs nouvelles connaissances : le changement le plus important pour les hommes est de savoir lire et écrire. Néanmoins, il n'y a pas beaucoup d'indication que cette capacité amène à d'autres changements. Par contre, pour les femmes, à travers l'alphabétisation, il y a une croissance de la confiance en soi, de l'autonomisation, de la capacité de rédiger ses propres comptes, etc. L'alimentation plus équilibrée est importante autant pour les femmes que pour les hommes. Cependant, avec des rôles spécifiques, ce sont les femmes qui préparent les repas et les hommes qui financent et/ou motivent leurs épouses.

Table 13: Changements induits par le programme selon le groupe des alphabétisés à Yokon

Changement	F	% F	H	% H	Total	% Total
Augmentation connaissance faire des comptes etc.	10	50%	2	18%	12	39%
Confiance en soi	1	5%	0	0%	1	3%
Alimentation plus équilibrée	9	45%	5	45%	14	45%
Droit de propriété pour les femmes	1	5%	1	9%	2	6%
Scolarisation des filles	2	10%	2	18%	4	13%
Indépendance pour faire son travail	0	0%	0	0%	0	0%
Prise de conscience	8	40%	1	9%	9	29%
Savoir lire et écrire	8	40%	10	91%	18	58%

NB : Rencontre Yokon, Groupe alpha, Participants 20 femmes, 11 hommes

En outre, les pistes rurales construites et réhabilitées par le programme jouent un rôle important pour l'écoulement de la production et même pour le renforcement des liens sociaux. En effet, ces pistes aujourd'hui permettent aussi à tous usagers de faire écouler les produits des récoltes des lieux de

⁴⁴ Malheureusement, les résultats de l'enquête ne sont pas désagrégés par sexe.

productions vers les marchés en donnant un boom à l'économie locale et renforcer les liens de cohésion sociale entre les villages de la même sphère géographique qui, entre temps, étaient limités par les voies d'accès. Néanmoins les pistes ne sont pas mentionnées par les bénéficiaires dans les rencontres comme changement, ni comme facteur dans l'écoulement des produits.

L'appréciation de l'activité par l'équipe d'ALDIPE est 3/5. Les points forts selon l'équipe sont le transfert de compétences, l'adhésion communautaire et la facilitation d'écoulement. Le point faible selon ALDIPE est l'insuffisance de fonds.

4.3 R3. Une alimentation saine et responsable est promue auprès des consommateurs de la zone.

On note un décalage entre le résultat R3 et ses indicateurs. La formulation du résultat 3 "Une alimentation saine et responsable est promue auprès des consommateurs de la zone" suggère que le programme travaille à la mise en place d'un système de promotion pour l'alimentation saine et responsable. D'autre part, les indicateurs 7 (le nombre de cas de diarrhée sévère recensés annuellement dans les centres de santé) et 8 (le nombre de cas de malnutrition des enfants de 0 à 5 ans recensés annuellement dans les dispensaires de Zagnanado et Zogbodomey) se focalisent sur les effets des interventions (une réduction des cas de diarrhée et une réduction des cas de malnutrition) ce que suppose déjà un système opérationnel et rend la formulation du résultat une activité.

La notion d'alimentation saine et responsable n'est pas clairement définie dans le contexte du Zou. Les consultants ont analysé le programme en supposant comme *alimentation saine* celle équilibrée ou mieux diversifiée avec plus de légumes et de protéines et comme *alimentation responsable* une préférence pour la production locale.

Une dernière observation est que l'indicateur 7 est surtout lié à la situation d'assainissement et non à la nutrition. Ainsi, des formulations alternatives de l'indicateur pourraient être : "la consommation des légumes et protéines est fortement augmentée chez le groupe cible", "le pourcentage de la population qui applique de mesures d'hygiène promue par le programme".

En outre, dans le cas où l'accent est mis sur la promotion de santé des formulations alternatives de l'indicateur pourraient être : "Le nombre de familles accompagnées par les animateurs", "pourcentage de cas de malnutrition des enfants 0-5 détectés par les animatrices communautaires saines".

Pour atteindre le résultat, le programme déploie une variété d'approche: un suivi des enfants de 0-5 ans par des Animatrices Communautaires de Nutrition (ACN), des démonstrations culinaires⁴⁵, la mobilisation de la communauté via des Comités de Gestion des Ordures Ménagères (CGOM), la sensibilisation des élèves sur l'hygiène et l'assainissement via des Pairs Éducateurs, le renforcement des structures de gestion et d'entretien des ouvrages d'eau potable. De plus, il existe des animateurs qui participent à l'alphabétisation. Dernièrement, le soutien à la réflexion et l'organisation active des jeunes sur les enjeux du développement local (aux écoles à Abomey), à une consommation responsable, à la prise de conscience des enjeux liés à la sécurité alimentaire et aux changements climatiques doivent contribuer à atteindre le résultat.

45 Avec les repas pris en charge par ALDIPE.

L'identification et sélection des animateurs communautaires (Santé et CGOM) ont été effectuées en coordination avec les élus locaux. Les animateurs communautaires sont désignés en Assemblée Générale par les membres de la communauté sous la supervision des autorités locales à qui ils rendent compte.

Les animatrices communautaires de nutrition et celles des CGOM travaillent au sein des ménages sous la responsabilité des chefs de ménages, des autorités locales et sanitaires.

Les données collectées au niveau sanitaire sont intégrées dans la base locale et sont disséminées au cours des revues avec les acteurs de la structure sanitaire. L'administration locale est fortement impliquée à toutes les étapes projet.

ALDIPE n'est pas la première structure à travailler sur la malnutrition, l'hygiène et l'assainissement. L'ONG Américaine The Hunger Project (THP) était intervenue dans la zone mais également le ministère de la santé entretient des animatrices villageoises sur la nutrition⁴⁶. Au cours de la mission sur le terrain, les consultants ont eu des entretiens avec les responsables des centres de santé d'Avlamé. Il ressort de ces entretiens que les animatrices du THP ont arrêté leurs activités suite à la fin de leur projet. Les animatrices du THP étaient rémunérées par leur projet. De plus, les animatrices existantes de l'État sont peu actives. Ces animatrices recevaient 5000 FCFA par trimestre. Il y a un certain recoupement des animateurs/trices du programme et celles du THP et de l'État⁴⁷. Dans un souci de pérenniser son intervention, ALDIPE a introduit les Associations Villageoises d'Épargne et Crédit (AVEC) pour les animatrices communautaires de nutrition et d'hygiène. L'idée est que les échanges dans le groupe et les bénéfices économiques motivent les animatrices à continuer leur travail une fois le programme terminé.

Les animateurs ont reçu plusieurs formations pour bien pouvoir faire leur travail avec des renforcements de capacités chaque année (voir annexe 10). À Avlamé, il y a 5 animateurs par village soit 25 animateurs au total. Ces formations sont surtout d'ordre technique et basées sur des méthodes de communication et vulgarisation.

L'étude commanditée par le programme montre que la situation de la disponibilité et l'accès à l'eau potable reste un défi majeur surtout dans des zones plus rurales. Le taux élevé de pannes au niveau des pompes à motricité humaine est très souvent lié à un manque d'argent pour assurer la réparation une fois la panne intervenue. Les faibles contributions des usagers de l'eau (10 FCFA/bassine), l'absence d'une maintenance préventive des ouvrages et un manque de transparence dans la gestion des comités constituent des facteurs sont les facteurs le plus important pour cet état de chose.

La stratégie se focalise sur le renforcement de capacités des acteurs clés de gestion et de maintenance des ouvrages simples sur leurs rôles et responsabilités pour garantir une bonne gestion du service lié à l'eau⁴⁸. Mais le programme a également construit 2 forages (Alladaho et Kotokpa).

L'ensemble des indicateurs choisis et suivis par le programme (cas de diarrhée (I7) et cas de malnutrition (I8)) ne montrent pas une tendance très nette et les statistiques trop faibles pour conclure d'une

46 Selon les informations du poste de santé à Avlamé, il y a 19 animatrices dans l'arrondissement.

47 À Yokon, la mission a trouvé 2 animatrices qui sont en même temps des animatrices pour le centre de santé et à Agbogbohonou on a rencontré 1 animatrice du centre de santé et une ancienne animatrice du THP.

48 Former les acteurs clés sur leurs rôles et les relations avec les différents acteurs externes et internes, former les artisans réparateurs sur les diverses catégories d'interventions, la nature des interventions et les modèles de pompes et rappeler aux artisans réparateurs et aux délégués, les engagements contractuels, la nécessité de leurs engagements à accompagner le processus pour la pérennité des ouvrages.

réduction. Néanmoins des efforts sont effectués pour réduire le nombre de cas : 2016-2017 (56%) ; 2018-2019 (52%). Par rapport aux cas de diarrhée et à l'hygiène, les études montrent qu'il y a beaucoup de facteurs qui déterminent la prévalence de diarrhée⁴⁹. Étant donné que ces facteurs sont multiples et que le programme ne met pas l'accent sur l'amélioration de l'accès et d'utilisation de l'eau, il sera difficile de démontrer une amélioration de l'hygiène et de l'alimentation sur base de cet indicateur⁵⁰.

Tableau 14: Enfants suivis par le programme et les indicateurs de malnutrition par commune. Sources: Indicateurs rapport final programme CODÉSUD(pour 2014 - 2016), rapports annuels 2017 et 2018 et les rapports trimestriels de 2019.

Commune	Cas de diarrhée sévère					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Za-kpota (Allahé)	14	13	3			
Zagnanado (Dovi et Zagnanado)	14	20	8	05	13	20
Zogbodomey (Avlamè)			120	67	136	72

Commune	Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019
		Za-kpota	Nombre de cas de malnutrition grave déclaré par les centres de santé (MAS)	9	6	2	
Zagnanado	Nombre d'enfants suivis				3215	3597	3526
	Nombre de cas de malnutrition grave déclaré par les centres de santé (MAS)	14	13	8	14	12	4
	Nombre de cas de malnutrition modérée				17	13	24
Zogbodomey	Nombre d'enfants suivis				1633	4404	4703
	Nombre de cas de malnutrition grave déclarés par les centres de santé (MAS)			45	37	38	17
	Nombre de cas de malnutrition modérée				38	66	55

L'activité d'AVEC a été initiée comme activité transversale avec les volets nutrition, hygiène et assainissement pour pérenniser les activités au niveau des relais au lieu de subventions.

Actuellement, il y a 29 groupes d'épargne (AVEC) dans 10 localités dont 13 ayant bouclés leur premier

⁴⁹ Les facteurs sont multiples: le contexte, la qualité de l'eau de la source antérieure, les pratiques hygiéniques existants (études montrent que la pratique de lavage des mains aux moments critiques peut réduire le taux de diarrhée jusqu'à 30%, mais ces pratiques hygiéniques dépendent en grande partie des quantités d'eau disponibles dans le ménage et écoles), la capacité de stocker de l'eau à la maison, la distance entre la source d'eau et la résidence et, la qualité de l'eau (études montrent que la qualité de l'eau pourrait contribuer à une réduction jusqu'à 10%. La quantité minimum de l'eau par personne recommandé est 20 litres par jour.

⁵⁰ Par exemple, Household Water Quantity and Health: A Systematic Review, Rachel D. Stelmach and Thomas Clasen, Paul B. Tchounwou, The Effect of Improved Water Supply on Diarrhea Prevalence of Children under Five in the Volta Region of Ghana: A Cluster-Randomized Controlled Trial, SeungmanCha, Douk Kang et al., Assessment of the relationship between water insecurity, hygiene practices, and incidence of diarrhea among children from rural households of the Menoua Division, West Cameroon, Carole Nounkeu, et al..

cycle. Il reste cependant 16 autres en cours de cycle qui ne sont pas pris en compte ici parce que l'outil ne permettait pas fournir les renseignements nécessaires. Il y a donc eu un effet d'essaimage. Il est évident que les membres des groupes ne sont pas seulement des animateurs et relais du programme. Par ailleurs, on note que 87% des membres sont des femmes.

Il y a une relation entre les groupes AVEC et les activités des animateurs. En effet, dans le sens qu'une des séances de nettoyage du village coïncident avec la rencontre du groupe AVEC. Au cours des séances de groupes, plusieurs thématiques sont abordées et il y a des échanges sur l'hygiène, l'assainissement et la nutrition. Les données disponibles ne permettent pas d'analyser une relation entre le fonctionnement du groupe avec AVEC et la performance des animateurs.

Les 13 groupes qui ont déjà clôturé leur premier cycle ont fait la répartition des dividendes. Tous les membres se sont maintenus dans ces groupes. La rentabilité varie énormément selon les groupes (entre 66% et 31%) ce qui implique qu'il y a une grande variété du nombre de crédit fourni par les groupes. Il n'y n'a pas une période d'attente et les membres peuvent commencer à prendre du crédit dès le démarrage du groupe. Le calcul des intérêts (qui est basé sur les participations) à la fin du cycle est préparé au bureau et ensuite fait sur le terrain avec les groupes bénéficiaires. ALDIPE ne maintient pas de registres par rapport aux activités de crédit des groupes.

Le taux d'intérêt est de 10% par mois, ce qui est considéré bas par les membres, comparé aux taux appliqués par des créditeurs locaux et des institutions de micro finance de la localité.

Tableau 15: État des groupes AVEC⁵¹⁵². Source: Information complémentaire fournie par ALDIPE

	Nom et localité	Année de création	Nombre de membres		Montant épargné	Rdt	Rdt (% montant épargné)
			F	H			
1	Houenoussou1, Allahé	2019	24	01	913.500	472.800	52%
2	Minatinkpon, Dogbanlin 1	2019	19	06	1.778.500	839.700	47%
3	Houenoussou 2, Za-hla	2019	22	03	879.000	298.300	34%
4	Finafa, Hehounli	2019	24	01	1.620.500	504.000	31%
5	Missite, Locoli	2019	23	02	891.000	397.800	45%
6	Jesugnon, Zounou	2019	19	10	3.426.200	1.354.000	40%
7	Zonmon, Zonmon	2019	24	01	883.900	388.700	44%
8	Ayidote, Klobo	2019	22	03	1.119.400	571.500	51%
9	Semevo, Hehounli	2019	31	00	951.100	564.800	60%
10	Dogbanlin 2	2019	21	04	578.500	311.200	54%
11	Klobo 2	2019	20	05	549.500	364.700	66%
12	Djromahouton, Zounou	2019	27	06	1.400.800	588.600	42%
13	Enagnon, Zounou	2019	22	03	843.200	302.600	36%
Total			298	45	15.835.100	6.958.700	44%

L'appréciation de l'équipe ALDIPE des animateurs Nutrition et hygiène est de 4/5, donc positive. Les points forts incluent le transfert effectif de compétences aux relais et l'appropriation de la démarche, l'adhésion de la communauté, la participation des hommes aux activités de nutrition et une bonne

51 ALDIPE n'enregistre pas de données (nombre de crédits, nombre de personnes qui ont reçu un crédit, délai des crédits etc.) sur le crédit fourni par les groupes AVEC.

52 Étant donné que ALDIPE collecte que des informations à la fin du cycle, les consultants n'ont pas des informations pertinent pour analyser les 26 nouveaux groupes

collaboration avec les centres de santé et agents d'hygiène. En conséquence, l'équipe a observé la prévention des cas de malnutrition, un suivi rapproché des familles, une bonne croissance des enfants, l'émancipation des femmes et l'éveil des enfants, ainsi qu'une réduction des cas de maladies.

Les faiblesses observées sont le manque d'une stratégie claire de motivation durable des animateurs et un gap entre le niveau d'étude des animateurs et les exigences de leur rôle, tout comme un manque de recyclage/formation continue.

Le travail avec les comités de forages est compliqué dû en raison des changements des structures et à la création des Associations Communales. L'appréciation de l'équipe d'ALDIPE est la plus faible (3/5), à cause des difficultés énumérées. Par contre l'équipe observe une amélioration de la gestion des ouvrages et de la disponibilité de l'eau (2 nouveaux forages). L'intervention est considérée pertinente.

Les défis identifiés en ce qui concerne l'entretien des ouvrages ne sont pas exclusifs au département de Zou, ni au Bénin. Le taux de fonctionnement des forages et puits est similaire à d'autres pays Africains. Bien qu'il soit important que les comités fonctionnent de façon transparente et efficace, il est peu probable que seul le renforcement des comités aura un effet significatif.

Tout d'abord, toute la communauté doit être consciente en ce qui concerne l'importance de l'entretien préventif. Il faut donc une approche qui mobilise toute la population. Ensuite, même avec des contributions régulières, il est peu probable que ces comités ou les associations soient capables de résoudre des pannes sérieuses ou de substituer les forages à la fin de leur vie utile.

Les groupes AVEC sont appréciés positivement par l'équipe d'ALDIPE. L'activité mobilise les femmes, améliore l'autogestion, facilite l'accès aux crédits et mobilise la capacité d'épargner. De plus, l'activité sert comme outil de consolidation des activités de nutrition et hygiène et assainissement.

Les faiblesses observées sont quelques cas difficiles de recouvrement, et certains bénéficiaires, qui ont abandonné l'activité. Il existe également un risque d'insécurité chez la caissière en fin de cycle car cette dernière est parfois appelée à garder chez elles d'importantes sommes d'argent.

Les rencontres⁵³ avec les bénéficiaires indiquent plusieurs changements. Il y a des différences importantes entre des hommes et des femmes par rapport à l'importance des changements. Une partie est facile à expliquer, car il y a beaucoup plus d'animatrices que d'animateurs qui sont des bénéficiaires des groupes AVEC et de l'alphabétisation. Certaines différences, cependant, sont probablement liées aux rôles liés au genre (par exemple, les femmes votent beaucoup plus sur les changements liés aux enfants (santé, vaccination, scolarisation).

Les trois changements les plus mentionnés et les plus votés sont 1. *L'augmentation des connaissances / savoir lire et écrire*, 2. *L'amélioration de la santé des enfants* et 3. *L'amélioration de la propreté du village*. Par rapport à la propreté du village, à plusieurs reprises les participants ont mentionné les compétitions inter-villages, qui les ont motivés à une meilleure implication dans ses activités.

Par ailleurs, il faut aussi constater que l'amélioration de l'alimentation n'a pas été mentionné fréquemment (une seule fois) et que le changement est considéré important par moins de 10% des personnes rencontrées.

53 Des groupes mélangés d'animateurs hygiène, nutrition, membres des groupes AVEC et membres des groupes d'alphabétisation.

En ce qui concerne les changements souvent associés aux groupes AVEC le plus voté, évoqués notamment chez les femmes, est *l'accès au crédit*. *L'initiation des nouvelles activités économiques génératrices de revenu et l'augmentation du revenu* est moins voté.

Certains changements sont souvent associés aussi bien aux groupes AVEC qu'à l'alphabétisation : comme *la croissance de la confiance en soi* et *l'amélioration de l'autonomisation* et de l'indépendance (des femmes) vis-à-vis des maris. Ils sont souvent cités mais pas beaucoup voté, ce qui suggère que le changement n'est pas encore très fort.

	5 Rencontres animateurs hygiène, nutrition, groupes AVEC, Alpha, Nombre participants 152, Femmes 111 Hommes 41							
	Changement:	Nbr mentions	F	%F	H	% H	T	% T
1	Diversification des revenus/nouvelle AGR	2	12	11%	0	0%	12	8%
2	Enfants bien nourris	1	0	0%	0	0%	0	0*
3	Accès aux fonds au début de la campagne	2	2	2%	0	0%	2	1%
4	Pratiques agricoles améliorées	1	0	0%	1	2%	1	1%
5	Accroissement de revenu	2	10	9%	1	2%	11	5%
6	Disponibilité de liquidité	1	0	0%	1	2%	1	1%
7	Amélioration rendement de la production	1	1	1%	2	5%	3	2%
8	Augmentation connaissance (gestion, comptabilité, savoir lire et écrire)	3	40	36%	26	63%	66	43%
9	Développement de localité	3	0	0%	2	5%	2	1%
10	Confiance en soi	2	3	3%	0	0%	3	3%
11	Droit de propriété (terre/héritage)	1	1	1%	1	2%	2	1%
12	Alimentation équilibrée	1	9	8%	5	12%	14	9%
13	Scolarisation enfants / filles	2	12	11%	2	5%	14	9%
14	Facilite le travail/ Indépendance/ autonomisation	3	4	4%	1	2%	5	3%
15	Prise conscience	1	8	7%	1	2%	9	6%
17	Régularité des vaccinations	2	12	11%	0	0%	12	8%
18	Amélioration de la santé de l'enfant	3	43	39%	5	12%	48	32%
19	Propreté du village	3	18	16%	10	24%	28	18%
20	Accès au crédit	2	23	21%	2	5%	25	16%
21	Amélioration conditions de vie (habillement)	2	1	1%	0	0%	1	1%
24	Réduction des dépenses	1	0	0%	0	0%	0	0%
25	Reduction pertes post-récoltes	1	1	1%	1	2%	2	1%
26	Appui au foyer	1	0	0%	0	0%	0	0%
27	Égalité genre	1	1	1%	5	12%	6	4%
29	Solidarité renforcée	2	2	2%	0	0%	2	1%
30	Recette eau augmentée	1	0	0%	1	2%	1	1%
31	Gestion puit améliorée	1	0	0%	1	2%	1	1%
32	Soins pour avoir eau potable	2	2	2%	4	10%	6	4%
33	Planification familiale	1	0	0%	0	0%	0	0%
34	Réduction charge de travail (décortiqueuse riz)	1	1	1%	0	0%	1	1%
35	Paiement facile frais médicaux	1	0	0%	0	0%	0	0%

36	Meilleure organisation communauté	1	0	0%	0	0%	0	0%
37	Construction des latrines	1	0	0%	0	0%	0	0%

L'éducation à la citoyenneté mondiale vise à promouvoir l'engagement des jeunes au sein de leur communauté. Elle implique des jeunes filles et garçons de différentes écoles à Abomey⁵⁴ qui suivent un cycle annuel de formation, 9 sessions + un jour d'immersion; donc au total 10 jours. Il en est de même au cours de la visite de jeunes belges qu'ils retrouveront pendant un voyage d'immersion au Bénin⁵⁵.

Les jeunes ont l'opportunité de devenir bénévole au cours du cycle suivant de formation/immersion et par cette occasion mettre en pratique leur engagement. Au long de l'année, des projets pratiques sont exécutés à l'école (sessions de nettoyage, le jardinage et reboisement, par exemple). Le programme a décidé de réaliser cette activité en ville car l'échange avec des jeunes belges est crucial et en milieu rural les conditions ne sont pas toujours réunies pour bien accueillir les belges (surtout pour une question de langue).

Il y a ainsi deux cycles de formation, un pour les bénévoles et un pour les jeunes. En effet, les thématiques abordées sont : le vivre ensemble, rôles et place de la jeunesse dans les sociétés africaines, mythes et réalités de l'Afrique et de l'Occident, l'immigration et lutte contre l'exode rurale des jeunes, les enjeux économiques et politique, l'environnement et l'agriculture durable, l'interculturalité, le genre et l'environnement⁵⁶.

En 2017, 92 jeunes (27 filles et 65 garçons), en 2018 105 jeunes (34 filles et 69 garçons) et en 2019, 115 jeunes, répartis en deux groupes ont suivi l'année de formation et ont participé au séjour d'immersion avec les jeunes belges. L'intérêt de participer est toujours beaucoup plus grand (300 - 500 candidats manifestent leur intérêt chaque année) que la capacité d'accueillir les jeunes.

En 2017, 26 bénévoles (12 nouveaux) ont été formés, dont 20 bénévoles (9 filles) ont été retenus pour 2018. La formation des bénévoles est de 8 jours où les thématiques suivantes sont débattues: la logique d'intervention des ONG ALDIPE et DBA en ECMS; mieux connaître les ONG; mieux comprendre l'ECMS: devenir responsables bénévoles en ECMS : les règles de base, rôles, tâches et exigences, la ligne de temps de la formation des jeunes, les thèmes, leur pertinence et la logique de leur progression sur l'année; les techniques d'animation de groupe en ECMS et la préparation et l'animation d'une journée de formation; la préparation et la gestion d'un séjour; la gestion de l'affectif; le suivi des jeunes du groupe et du vécu.

En 2019, une activité complémentaire aux activités ECMS a été organisée. Coordonnée par ALDIPE et DBA, le Bénin a abrité la deuxième édition du séminaire internationale Sud/Nord/Sud avec des délégations composées de permanents et de jeunes bénévoles issues des organisations partenaires de DBA venus de sept pays différents. L'objectif global était de créer un espace de rencontre et d'échanges, tant Nord/Sud que Sud/Sud, entre les animateurs bénévoles, ainsi que les chargés de programme jeunesse de chaque ONG partenaire du projet, afin de confronter leurs approches, échanger les outils de

54 Hors PADCE XXI, ALDIPE fait aussi l'ECMS à Dassa (80 km de Bohicon).

55 Toutes les années, un groupe de ca. 30 jeunes belges visite le Bénin et chaque 4 ans, 3 jeunes béninois ont l'opportunité de visiter la Belgique. Tant les responsables des écoles, comme les jeunes béninois ont noté cette différence d'opportunité.

56 Vivre ensemble, le rôle et la place de la jeunesse dans les sociétés africaines, mythe et réalité de l'Afrique et de l'Occident, les enjeux sociaux (place de la femme), les enjeux politiques et la gouvernance dans les pays africains, les enjeux économiques à l'ère de la mondialisation, la dette des pays du tiers-monde, les enjeux environnementaux, la sécurité alimentaire et l'interculturalité.

travail et les bonnes pratiques et réfléchir ensemble aux défis communs à relever.

L'implication des écoles dans le programme varie d'un établissement à l'autre. En effet il y a des écoles qui se sentent plus impliquées que d'autres dans le programme. Les effets observés par les responsables se situent surtout au niveau pratique (nettoyage des écoles, jardinage)⁵⁷, mais la capacité des cellules ECMS à l'école à mobiliser des élèves et les sensibiliser sur les bonnes pratiques citoyennes est aussi noté.

L'appréciation de l'activité par l'équipe ALDIPE est positive (4/5). L'adhésion de toutes les parties prenantes (les jeunes, parents et les autorités scolaires) est notée. L'engagement des équipes de bénévoles et les échanges et brassages interculturels sont bien appréciés. On note également une évolution en ce qui concerne la bonne gouvernance et le comportement citoyen.

Les contraintes de l'activité se trouvent dans un manque de ressources (temps, l'activité perturbe le calendrier scolaire, et financières) et le défi d'améliorer la participation des filles (actuellement, environ 30% de participants sont des filles).

Les changements mentionnés par les jeunes se trouvent surtout au niveau du développement personnel (engagement, confiance en soi, leadership, vaincre la timidité etc.) et l'acquisition d'expériences pratiques (jardinage, reboisement) (voir annexe 7).

Les jeunes sont très positifs sur leur expérience ECMS et souhaiteraient que d'autres thématiques soient abordées (par exemple, la puberté et la sexualité, gestion de performance, approfondissement des thématiques culturelles (Vodou) etc.). Ceci est une indication que les 10 jours disponibles sont insuffisants pour couvrir et approfondir les intérêts des jeunes. Les jeunes rencontrés sont tous de la ville et selon eux, leurs collègues sont aussi de la ville, donc probablement la grande majorité des participants n'a pas de famille directe dans les zones rurales.

Les questions relatives à l'économie locale, la consommation responsable et l'environnement (au-delà d'un intérêt dans le reboisement) n'ont pas été mentionnés par les jeunes.

4.4 R4. Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcés dans le domaine de l'agroécologie et de la capitalisation

Le renforcement des capacités est fait sur base de formations formelles (par exemple en 2017), des missions et échanges entre DBA et ALDIPE qui constituent une formation plus informelle et encore par des échanges avec d'autres partenaires financés par la coopération belge dans le contexte de la création d'une plateforme agroécologique. Les besoins en renforcement de capacité ont été recensés au niveau de personnel d'abord. Ensuite un atelier a été organisé avec l'équipe de direction et le CA. Mais il n'y n'a pas eu une analyse systématique organisationnelle des capacités de l'organisation et de ses approches avant de sélectionner les domaines de renforcement de capacités.

⁵⁷ Le manque d'engagement des écoles peut aux moins partiellement expliquer l'échec du jardinage. Les défis comme le manque d'eau à l'école, l'impossibilité de faire du compostage et les absences pendant les vacances ne sont pas solutionnées. Ce ne sont pas des problèmes insurmontables et l'impression qui reste est que les écoles attendent des solutions (argent) du programme.

L'organisation dispose d'une base de données (sur laquelle cette évaluation repose fortement) et en 2019 deux documents de capitalisation ont été produits (pas encore finalisés): un document sur les AVC et un autre sur l'approche relais IT. Il est, cependant, intéressant de noter que les membres de l'équipe ALDIPE n'ont pas mentionné les capacités de capitalisation spécifiquement comme changement organisationnel.

L'appréciation du renforcement des capacités par l'équipe est positive (4/5). Les points forts mentionnés sont le renforcement des compétences internes, y inclus du CA, des outils de gestion (base de données) et la visibilité de l'organisation. L'équipe note néanmoins que les ressources sont limitées.

Tableau16 : Changements selon l'équipe d'ALDIPE par rapport à ALDIPE (Source: notre rencontre)

	Femmes		Hommes		Total	
	Nbre votes	% votes	Nbr votes	% votes	Nbr votes	% votes
Meilleur positionnement ALDIPE sur Agroécologie (AE) au niveau départemental et national.	0	0%	1	14%	1	10%
Equipements d'ALDIPE renforcés	0	0%	3	43%	3	30%
Renforcement compétences personnel ALDIPE	3	100%	5	71%	8	80%
Disponibilité expertise (AE, éducation citoyenneté) sollicitations	0	0%	1	14%	1	10%
Amélioration des relations ALDIPE et DBA	2	70%	0	0%	2	20%
Renforcement Conseil d'Administration	0	0%	1	14%	1	10%
Labellisation ALDIPE	0	0%	0	0%	0	0%
Visibilité ALDIPE dans les communautés	1	3%	1	14%	2	20%
Meilleure collaboration avec les autorités	0	0%	1	14%	1	10%
ALDIPE Chef de fil du Groupe de Travail 3: Agriculture dans le Zou	0	0%	0	0%	0	0%
Spécialisation ALDIPE sur Transhumance et Aménagements des bas-fonds	0	0%	0	0%	0	0%
Agrément du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche pour 3 types de conseils agricoles	0	0%	1	14%	1	10%

5. Analyse des résultats selon les critères de pertinence, efficacité, impact et durabilité

5.1 Pertinence

Compte tenu,

- de la complexité du développement rural au Bénin et l'approche intégrée choisie ;
- des emplacements choisis (zone avec un potentiel d'aménagement de bas-fonds, taux de pauvreté rural, taux de malnutrition, taux d'analphabétisme, potentiel accès aux marchés) ;
- de l'appréciation positive des bénéficiaires vis-à-vis du contenu de l'intervention;
- de l'alignement avec les stratégies et les politiques du gouvernement ;

De manière générale, le programme PADCE XXI au Bénin peut être considéré comme étant pertinent. Des approches plus ouvertes à intégrer les perspectives et analyses des bénéficiaires pourraient contribuer davantage à améliorer la pertinence du programme.

Quelle est la pertinence des domaines identifiés dans l'amélioration des systèmes alimentaires durables?

On peut prendre les 4 dimensions de la sécurité alimentaire⁵⁸ comme proxy pour la qualité du système alimentaire. Le programme travaille sur toutes les dimensions:

- Les itinéraires techniques visent à améliorer la production et l'introduction de la riziculture⁵⁹, augmente la production totale donc ces activités contribuent à une meilleure disponibilité des aliments. La construction de magasins de stockage (réduit les pertes post-récoltes) et la commercialisation (parce que garantissant le marché d'écoulement stimule la production) contribuent également à la disponibilité des aliments.
- Tant la commercialisation (AVC) que les groupes AVEC et le warrantage contribuent à un accès amélioré aux crédits, une amélioration et diversification des revenus et assurent l'accès en cas de besoin de produits warrantés.
- Les activités dans le domaine de la nutrition, hygiène et assainissement contribuent à la qualité de l'alimentation. La promotion de la consommation du soja et du pois d'angole, tout comme du riz étuvé contribue à la qualité de l'alimentation.
- La diversité est un élément important pour la stabilité. L'introduction de la riziculture, la promotion du soja et du pois d'angole contribuent à la diversité du système. La production agroécologique est plus stable que la production agricole conventionnelle et la transition vers l'agroécologie aidera à stabiliser la disponibilité et l'accès à la nutrition.

En bref, les domaines identifiés sont pertinents. Il est cependant possible d'améliorer la pertinence en

58 Disponibilité (donc, le niveau de production et la qualité de conservation), l'accès (moyens financiers et sociaux), la qualité (hygiène, régime alimentaire équilibré) et la stabilité.

59 La campagne du riz est après la campagne du maïs et des légumineuses et, donc, le riz ne substitue pas d'autres spéculations.

diversifiant la commercialisation et en évitant d'organiser la commercialisation par filière. Par exemple, la commercialisation du pois d'angle (par exemple, il existe un marché important en Inde) aidera la divulgation du pois et, ainsi, la diversité de la production paysanne⁶⁰.

- Les modalités d'accompagnement du public cible sont-elles appropriées/adaptées ? Quels sont les alliés à mobiliser ?

Les différentes approches utilisées par ALDIPE ont tendance à centraliser l'analyse et les solutions proposées. En utilisant l'échelle de participation (annexe 12) on dirait que l'approche du programme se trouve environ entre participation fonctionnelle et participation par incitation. En d'autres termes, le programme pourrait mieux mobiliser la connaissance et savoir-faire locaux.

À titre d'exemple:

- L'approche IT peut aider à améliorer la productivité de certaines spéculations, mais ce n'est pas une approche qui fournit des outils à la réflexion et l'expérimentation continue des producteurs dans son système productif au-delà de la spéculation en question. Il est possible que les producteurs puissent identifier d'autres priorités pour améliorer leur production. Des échanges tenus avec les producteurs et relais, il apparaît, par exemple, que la charge de travail/demande de main d'œuvre soit un facteur limitant pour les producteurs et donc le SRI (qui est *labour intensif*) et les calendriers proposés pour le maïs et soja (au sujet desquels les relais ont dit qu'ils sont fatigués d'insister auprès des producteurs pour qu'ils les respectent) ne sont pas forcément des choix adéquats pour les paysans. En outre, dans un contexte dynamique, il faut que de la flexibilité de réponse dépende surtout de la capacité d'analyse et de compréhension des principes et concepts et moins de la capacité de suivre des calendriers.
- Coopératives/AVC. L'organisation par spéculation est une approche de la perspective du marché et promue par le gouvernement⁶¹. L'approche a été proposée par le projet dans un souci de éviter un focus sur le riz seulement, comme était le cas à Allahé dans les programmes antérieurs⁶². L'effet est donc que quand un(e) producteur/trice a tant du riz comme du maïs et soja à commercialiser il/elle doit s'associer à trois AVC. Cette approche ne facilite pas vraiment la commercialisation de toute la diversité de la production des producteurs. La formation est orientée vers les responsables des associations⁶³ au lieu de cibler tous les membres.
- Les animateurs ne sont pas formellement encadrés par les structures villageoises ni supervisés sur la base d'un "cahier de charge" par les autorités villageoises. Ils rendent compte à ALDIPE, avec le risque que la sortie d'ALDIPE laissera les animateurs sans orientation.

Selon les consultants, l'accompagnement d'ALDIPE doit permettre aux intervenants et responsables, tout comme aux animateurs et relais, aux responsables des organisations, aux accompagnants des groupes AVEC etc., de répondre à leurs membres et d'être encadrés par des structures locales (Comité Villageois, Assemblée des membres, etc.)

60 Étant entendu que les agriculteurs n'abandonneront pas les autres cultures pour se concentrer que sur les pois.

61 Il a été mentionné que la création d'AVC par spéculation actuellement visait réduire le risque de seulement commercialiser une spéculation (le riz dans ce cas), mais il n'est pas nécessaire de créer des organisations différentes, on pourrait simplement stipuler des quantités ou montants disponibles par spéculation.

62 Il est intéressant de noter que l'AVC d'Allahé propose maintenant d'aussi commercialiser le maïs et le soja.

63 Par exemple, les problèmes constatés avec l'enregistrement des transactions.

- Quelle articulation pertinente mettre en place entre jeunesse urbaine et rurale ?

Actuellement, les relations entre ECMS à Abomey et les autres zones d'intervention sont faibles⁶⁴. Les jeunes des écoles ECMS sont effectivement des jeunes urbains. Ainsi, Pour créer cette connexion jeunes urbains et ruraux, des initiatives ont été entreprises au cours de l'année 2019 avec l'approche cellule ECMS au CEG Avlamé où des bénévoles du volet ECMS sont allés partager leurs expériences en matière d'hygiène et assainissement aux jeunes ruraux. Ainsi, des visites d'échanges étaient organisées au terme du cycle de formation des jeunes urbains sur les activités agricoles développées en milieu rural visent également à conscientiser les jeunes urbains sur la production des denrées alimentaires et à promouvoir la consommation locale. Enfin, l'immersion village des jeunes belges dans les zones d'intervention du projet et les activités de maraîchage qui se développent au cours des séjours constituent également des opportunités de brassage entre les deux publics.

Néanmoins, il serait intéressant de renforcer cette plateforme d'échanges entre les jeunes du volet ECMS et les jeunes de la zone d'intervention, car il existe un écart entre les zones urbaines et rurales avec des préjugés. On pourrait imaginer de créer des mécanismes d'échanges entre les deux groupes de jeunes où, par exemple, des jeunes ruraux partagent leurs connaissances sur le jardinage et l'agriculture avec des jeunes urbains ; qui à leur tour, pourraient apprendre d'où vient l'alimentation et dans quelles conditions c'est produit. Il est également possible d'échanger sur les différences et images des uns et des autres sur la zone des autres, explorant donc quelles sont les images et idées que les jeunes urbains ont sur les zones rurales et vice versa.

La création des groupes AVEC/REFLECT pour des jeunes ruraux qui ne vont plus à l'école peut être un mécanisme pour les intéresser et mobiliser. Les échanges pourraient être organisés les weekends.

5.2 Efficacité

Compte tenu,

- du niveau d'atteinte des résultats ;
- de la synergie entre les différentes interventions;
- de l'évolution continue d'ALDIPE et
- des perspectives pour les 2 prochaines années,

Ainsi, de ces points de vue, le programme PADCE XXI au Bénin est assez efficace.

Quel est le niveau d'avancement des activités dans les trois domaines ?

En ce qui concerne l'Alphabétisation:

Le programme n'a pas défini de résultats immédiats ou intermédiaires pour cette activité. Dans la conception du programme, l'activité est surtout vue comme élément d'appui à l'application des IT (par exemple, pour le suivi des calendriers) et animateurs et la gestion des organisations.

⁶⁴ Pendant l'immersion, il y a des visites à la zone d'intervention (à l'écoferme à Allahé, par exemple).

Le taux de réussite des apprenantes est très élevé. Les bénéficiaires citent "savoir lire et écrire" et une augmentation des connaissances (savoir-faire des comptes d'exploitation). Il y a aussi des indications des effets au niveau personnel (confiance en soi) et au niveau des relations interpersonnelles (genre). Les rencontres ne relèvent pas de claires indications (peut-être le changement "planification" pourrait être compris dans ce sens) que l'alphabétisation contribue à une amélioration de la gestion de l'exploitation ou de l'organisation. Dans les rapports d'ALDIPE on peut également discerner un certain souci en ce qui est considéré comme un manque d'application des acquis d'alphabétisation dans les activités appuyées par le projet. L'enquête d'ALDIPE suggère aussi des effets au niveau du rôle de la femme dans la vie publique et, dans une moindre mesure, des changements à l'intérieur du ménage.

En ce qui concerne les coopératives et AVC comme outil de développement territorial.

La commercialisation organisée est un outil potentiellement très important pour le développement territorial et les membres sont, en général, très satisfaits de la vente collective.

Le succès ou l'échec des coopératives dépend en grande partie de deux facteurs importants : la confiance entre les membres et la compréhension du marché. Il ressort de la documentation qu'il y a quelques difficultés au niveau de l'implication des membres par les comités mais aussi que le suivi des registres soit de la responsabilité d'ALDIPE.

Les formations sont surtout destinées aux comités techniques et de gestion ; ces derniers, sont chargés de les restituer à leurs paires sous la supervision des membres de l'équipe d'encadrement du projet chargé du volet et des représentants des structures étatiques agricoles déconcentrées et de la mairie. Selon les consultants, il est important de travailler avec tous les membres, parce que tous les membres sont potentiellement de futurs responsables⁶⁵ et ils doivent être en mesure de contrôler et d'exiger des responsables le partage de l'information, la participation et la transparence⁶⁶. L'organisation d'une AG par an n'est pas suffisante pour assurer la participation active des membres. À ce titre, le cas de Zagnanado semble positif, car ils ont élu 4 nouveaux responsables après des questions en rapport à la commercialisation et ils tiennent des rencontres régulières pour décider le moment de la vente.

Les objectifs pour la commercialisation du riz ne sont pas atteints⁶⁷, même s'il y a du riz disponible chez les producteurs. Cela indique que les coopératives ne sont pas en mesure de mobiliser les fonds nécessaires pour acheter les produits⁶⁸.

De plus, il semble y avoir une confiance limitée entre les membres et leurs responsables au sein des coopératives. En effet, le paiement de 50% de la valeur marchande du stock du producteur (au lieu de 40 ou 30%) et les prix fixés par kilo de produits sont relativement élevés (130 FCFA/kg pour le riz) estimant que le prix offert au début de la campagne doit être concurrentiel avec ceux des commerçants. Ce sont entre autres des indicateurs du faible niveau de confiance au sein des coopératives.

Il y a plusieurs explications à cela :

1. *Une question de confiance entre membres* : selon les règles, le prix payé au moment du warrantage

65 Les mandats doivent aussi être limités à 2 fois 4 ans, pour éviter l'accumulation des intérêts et pouvoir par une personne ou un groupe.

66 Ces sont des critères de bonne gouvernance.

67 Cible pour an 3 du programme : Allahé 130 t commercialisé, Zagnanado 158 t et pour Avlamé 70 t. Réalisé : Allahé 80 t, Zagnanado 120 t et Avlamé 37 t.

68 En fait, Allahé a encore eu une injection de fonds en 2018.

peut être entre 30 et 50%. Si 30% du prix était payé, on pourrait acheter 60% de plus de produits. Le montant est fixe (déterminé par le montant disponible à la coopérative), donc si le producteur percevait 50% de la valeur d'un stock de 200 kg, il aura le même montant que s'il percevait 30% de la valeur du stock, il aurait commercialisé 330 kg grâce au warrantage). La question que l'on se pose est de savoir si le producteur ne peut pas faire confiance aux autres membres du groupe et attendre la vente au meilleur prix avant de recouvrer la différence ? C'est la même chose pour le prix concurrentiel : si on fait confiance à l'organisation, cet argument ne semble pas convaincre les consultants car la différence sera payée à la fin et, donc, le prix initial ne fera pas de différence pour la recette finale. En même temps, la spéculation autour du prix augmente n'est pas de nature à assurer la pérennisation des activités de l'organisation (ce qui a souvent été la cause de la faillite des coopératives). Le cas de la commercialisation du riz en 2019 à Zagnanado montre ce risque⁶⁹: les membres ont stipulé un prix élevé et n'ont pas eu la patience d'attendre pour vendre à un bon prix. Le prix d'achat était 130 et le prix de vente 140 / 150, soit une différence de 8 - 15%. Le prix d'achat était en fait une spéculation sur le prix, il suffit une petite baisse du prix sur le marché pour que la coopérative perde de l'argent sur la vente.⁷⁰.

2. Les producteurs s'intéressent peu au fonctionnement et à la croissance de leur organisation et perçoivent la coopérative comme un commerçant. De ce fait, leur intérêt est d'obtenir le prix meilleur le plus tôt possible, sans considération des risques pour l'organisation et des intérêts des autres membres (potentiels). Cette perspective est encore renforcée par l'habitude dans le milieu paysan de recevoir un gros montant à la fin de la campagne qui est presque immédiatement dépensé pour les besoins de l'année. Le reste de l'année, les producteurs vivent pratiquement sans cash et, au besoin, ils vendent des poulets ou autres garanties pour faire face aux urgences.

Une autre difficulté recensée est la vente. Les variations des prix d'une année à l'autre montrent (voir annexe 11) le meilleur moment où la commercialisation paraît opportune. Pour le riz, c'est normalement dans la période mai-juin et pour le maïs c'est la période allant d'août à septembre. En général, le moment de la vente du riz arrive dans la période indiquée (avec l'exception de 2018, quand en mai le prix a été plus bas et qu'au mois de juillet le prix a été meilleur). Pour ces années, la différence de prix pour le riz est en moyenne de 25% entre le mois de mars et le mois de mai (y compris 2018).

Pour le maïs, la différence majeure est entre le mois de mai et août, atteignant 150% en moyenne. En d'autres termes, le marché du maïs est plus volatile que le marché du riz. Les coopératives ont vendu leur maïs au mois de mai, quand le prix était le plus bas. Donc, la coopérative et ses membres n'ont pas profité de la différence du prix et ils vendent leur maïs trop tôt.

Cette question dépend en grande partie de deux variables: la pression des membres de vendre leurs produits et la présence des commerçants avec de la liquidité.

Effectivement, la commercialisation agricole est une activité comportant des risques élevés et il est souhaitable d'être prudent (acheter à un prix relativement bas, car on peut toujours distribuer les dividendes après). Il est aussi souhaitable de maintenir ou de créer des réserves, au cas où il y a des pertes dans une année, ce que les coopératives ne font pas pour le moment.

⁶⁹ Rappelons-nous qu'en 2018 il y a eu des problèmes avec des commerçants à Zagnanado. La réaction des membres est en fait exactement ce qu'on allait attendre après un échec et une perte de la confiance.

⁷⁰ Si le prix était 100 FCFA / kg pour chaque 13000 FCFA on pourrait stocker 130 kg au lieu de 100 kg. Le montant reçu par les producteurs resterait le même.

Enfin, le prix payé par les membres (5 FCFA/kg) pour le warrantage (soit environ 4% du prix d'achat du riz) est trop bas pour les coûts réels (y compris les coûts des risques). Aucun commerçant privé ne pourrait vivre d'une marge de 4%. La commercialisation des coopératives n'est donc possible que sur la base du bénévolat. Étant donné le niveau d'engagement nécessaire, il n'est pas réaliste d'attendre que ces organisations puissent se développer seulement sur une base de bénévolat⁷¹. La charge de travail non rémunéré et les montants importants impliqués dans la commercialisation posent des risques organisationnels sérieux.

En ce qui concerne l'ECMS

Dans l'ensemble, le volet ECMS marche bien, l'intérêt et la motivation sont élevés et il n'y a pas de difficultés à recruter des jeunes bénévoles (même s'il semble plus difficile de recruter des filles).

Les activités pratiques (reboisement, jardinage et nettoyage des environs des écoles) sont positives. Avec quelques observations: le reboisement⁷² est un reboisement classique (planté) avec une ou deux espèces à savoir le Teck ou le Gmelina. Le choix des espèces est dicté par la politique nationale gérée par l'Inspection forestière qui prône ces types d'espèces à croissance rapide pour la régénérescence du couvert végétal menacé par la déforestation. La moyenne du taux de survie des plants sur les sites reboisés au cours des cinq (5) dernières années est plus de 80%, ce qu'est un très bon résultat⁷³.

La fonction la plus importante de cette activité est de développer un outil afin de faciliter les échanges interculturels par l'expérience partagée et deuxièmement de permettre aux jeunes belges et béninois de faire un geste concret sur l'environnement. On peut néanmoins faire certaines observations. D'abord, il y a la question de la diversité. Les espèces choisies peuvent fournir une régénérescence rapide du couvert végétal, mais la plantation d'une espèce ou deux n'est pas vraiment du reboisement, il s'agit plutôt d'une monoculture d'arbres.

Le reboisement n'est pas au profit des communautés touchées par les autres activités du programme.

Les jeunes impliqués dans l'ECMS mentionnent surtout le développement personnel comme un acquis/changement ; en fait, les sujets de l'économie locale et les habitudes de consommation n'ont pas été mentionnés par les jeunes et leurs intérêts dans d'autres sujets sont aussi souvent personnels.

Enfin, actuellement les jeunes ruraux ne sont pas fortement impliqués dans ce programme. Ceci constitue une faiblesse importante car dans sa conception initiale, le programme avait prévu des actions en vue de créer des liens entre les jeunes ruraux et les jeunes urbains à travers notamment le développement d'un entrepreneuriat agricole porté par les jeunes urbains pour positionner la production locale sur le marché urbain. Ces activités ont été enlevées du programme pour des raisons budgétaires⁷⁴.

Ainsi les liens entre ECMS et le reste du programme sont peu développés et les implications de la consommation locale et du changement climatique ne pourraient pas être démontrées de manière pratique par des jeunes ruraux.

71 À Zagnanado, la décortiqueuse est démarrée par une personne qui n'est même pas membre, mais sait comment le faire.

72 La mission n'a pas visité de site reboisé.

73 Selon la littérature, lorsque le suivi est rigoureux le taux de survie de reboisement est en moyenne 60-70%.

74 Pour 2020 il est prévu de reprendre certaines de ces activités.

Dans quelle mesure les résultats visés sont-ils obtenus ou en passe de le devenir ?

En ce qui concerne le R1. *Les productions de riz, maïs, soja sont initiées ou dynamisées à travers l'adoption d'itinéraires techniques adaptés au milieu et respectueux de l'environnement*, l'évaluation a pu constater qu'il y a effectivement eu l'introduction et une dynamisation des productions de riz, soja et maïs. Les taux d'adoption des IT restent cependant assez faibles. Le programme ne suit pas d'indicateurs spécifiques par rapport aux techniques respectueuses de l'environnement⁷⁵. Le système de la vente groupée et le warrantage jouent un rôle important dans cette dynamisation.

En ce qui concerne le R2. *Des circuits de transformation et de commercialisation durables sont mis en place*, la mission constate que des circuits de transformation et commercialisation sont mis en place et que le système fonctionne avec l'appui d'ALDIPE. Pour le moment, les quantités commercialisées sont inférieures à celles prévues. Il faut un effort important de renforcement organisationnel des organisations de commercialisation et transformation (stratégies de sortie) pour qu'elles puissent être durables à la fin du programme.

En ce qui concerne le R3. *Une alimentation saine et responsable est promue auprès des consommateurs de la zone*, il y a un système d'animateurs mis en place et leurs activités contribuent surtout à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant et à la propreté des villages. Les résultats des votes sur les changements avec les bénéficiaires suggèrent que les changements chez les adultes, du régime alimentaire et de la santé sont peu relevés par les bénéficiaires. Néanmoins, il est important de souligner que le régime alimentaire des adultes n'est pas très différent de celui des enfants. De plus dans la sociologie au niveau des ménages ruraux, si l'enfant se porte bien, c'est la famille qui est également en bonne santé.

Par ailleurs, il est aussi possible que la contribution de la vaccination et le suivi régulier à l'amélioration de la situation sanitaire des enfants est plus importants que l'amélioration du régime alimentaire. Il reste à voir si l'introduction des groupes AVEC sert de motivation aux animateurs.

En ce qui concerne le R4. *Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées dans le domaine de l'agro-écologie et de la capitalisation* l'organisation a adopté le concept de l'agroécologie et a intégré quelques concepts agro-écologiques dans les IT des différents produits. L'organisation vise une transition graduelle vers des systèmes productifs agro-écologiques.

Quels sont les freins identifiés ? Y a-t-il des réorientations nécessaires ?

Dans différents documents, on peut énumérer quelques difficultés des bénéficiaires à adopter les propositions d'ALDIPE⁷⁶. L'ensemble suggère qu'il faut revoir les méthodes et approches utilisées pour mieux prendre en compte les perspectives, contraintes et besoins des bénéficiaires.

Le programme connaît une myriade d'activités. Il est probable que le niveau d'atteinte des résultats n'aurait pas changé si le programme n'avait pas fait les pistes rurales et les activités dans l'eau potable. Autrement dit, une concentration des efforts et plus d'investissement dans les domaines choisis pourraient avoir donné de meilleurs résultats.

⁷⁵ Par exemple, le taux d'utilisation des intrants chimiques.

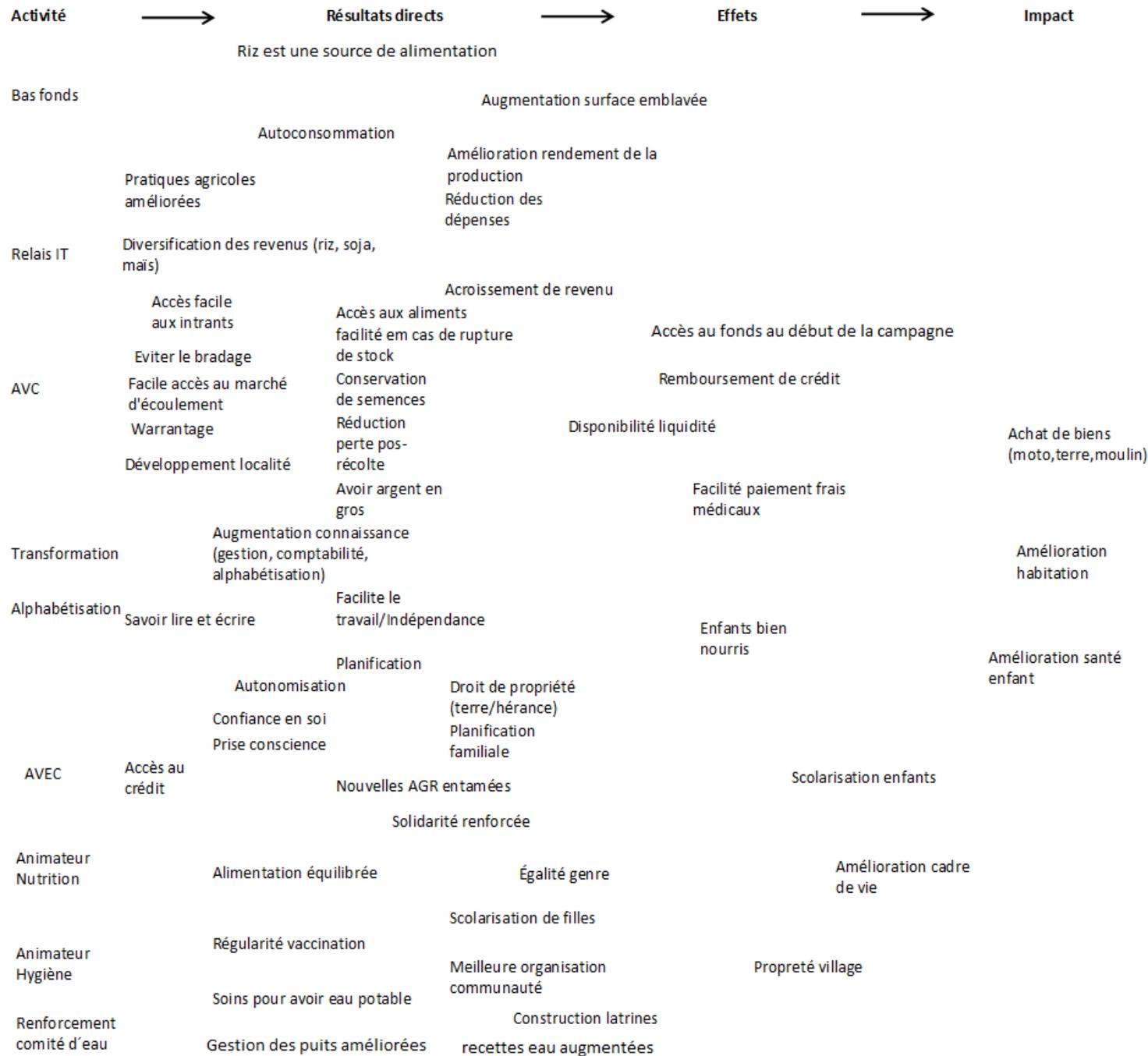
⁷⁶ Motivation des relais et l'insistance nécessaire auprès des producteurs associés, la nécessité d'ALDIPE de rappeler les rencontres pour qu'elles aient lieu, les difficultés avec les registres, le faible taux d'application des acquis d'alphabétisation, l'écart entre le niveau souhaité pour les animateurs et la réalité.

Pour des réorientations voir les recommandations ci-dessous.

5.3 Impact

**Quelles sont les effets et/ou changements de comportement observés auprès du public cible ?
Comment ces changements ont-ils amélioré les conditions de vie du public cible et/ou motivé leur engagement pour un monde équitable, solidaire et durable ?**

Le programme a induit plusieurs changements et on peut déjà identifier certains effets de ces changements. Les bénéficiaires ont cité plusieurs changements qui peuvent être attribués au programme. Le tableau ci-dessous essaye de montrer les chemins des changements. Dans le schéma, on n'a pas essayé d'attribuer un poids à l'importance des différents changements (voir ci-dessous):



Commentaires :

Lors de l'interprétation, il faut faire attention au fait que souvent les changements ne peuvent pas être attribués à une seule activité : par exemple, il est probable que toutes les activités aient contribué à l'augmentation des connaissances, que la disponibilité de liquidité soit associée tant aux groupes AVEC, qu'au warrantage et à une amélioration du rendement. Il est aussi probable que l'alphabétisation contribue à l'augmentation des connaissances, mais aussi à la confiance en soi et à l'autonomisation. Certains effets sont renforcés par les sessions des animateurs en hygiène et nutrition, ce qui a renforcé la position des femmes dans leur communauté. Probablement, la participation des femmes aux activités des groupements des bas-fonds y a également contribué beaucoup. Les contributions des différentes activités aux mêmes changements montrent la synergie entre les différentes activités, ce qui est très positif.

La conclusion que l'on pourrait tirer est que le programme a un impact économique qui amène à une amélioration du cadre de vie et un accroissement des investissements productifs (nouvelles AGRs, augmentation de la surface emblavée, achat de biens). Un deuxième impact important se situe au niveau de l'amélioration de la situation sanitaire des enfants, et en moindre mesure leur scolarisation qui s'est améliorée.

En termes de changements de comportements, on peut en citer plusieurs:

- Une augmentation des activités agricoles (surface emblavée, accès aux fonds au début de la campagne, augmentation de revenu)
- Une adoption de pratiques agricoles (amélioration de rendement agricole)
- La participation à la vente groupée / warrantage
- Lancement de nouvelles AGR
- Application des nouvelles connaissances
- Scolarisation des enfants
- Nettoyage régulier des villages
- Alimentation plus équilibrée
- Meilleure gestion des puits et contribution à l'entretien des puits
- Un début de changement des rapports entre les hommes et les femmes
- Plus de solidarité

Par rapport au volet ECMS, des changements ont été cités dans le chapitre 4-R3. Il y a quelques changements similaires entre le volet ECMS et le reste du programme: *amélioration de la confiance en soi, prise de conscience, augmentation des connaissances pratiques (reboisement, jardinage), nettoyage des alentours immédiats*, et on constate certains effets au niveau du genre (les femmes parlent en public, par exemple).

Dans quelle mesure faut-il réorienter la stratégie pour accroître l'impact et les effets ?

La mission propose le changement de trois éléments principaux:

1. L'effet des groupes AVEC est très positif à plusieurs niveaux (personnel, genre, dynamique économique, santé enfants) et établit une bonne synergie avec l'alphabétisation, le travail des animateurs et le volet agricole. La mission propose d'accroître les investissements dans cette activité avec des promoteurs locaux des groupes AVEC.
2. Les problèmes liés à l'approvisionnement en eau et la gestion des points d'eau sont très similaires aux difficultés rencontrées dans d'autres zones rurales d'autres pays. La question de l'eau potable est une préoccupation fondamentale des communautés et une condition nécessaire pour leur bien-être. Une intervention ciblée sur cette problématique s'avère indispensable. Cependant, pour vraiment changer le scénario, il faudrait un investissement beaucoup plus important que celui que le programme pourrait faire. Selon les consultants, il serait préférable d'arrêter le travail spécifique dans ce domaine et concentrer les ressources sur d'autres activités déjà en cours en attendant une autre opportunité de faire de lourds investissements dans le domaine de l'eau.

Pour augmenter les effets et impacts, il faut intégrer des effets multiplicateurs dans le programme. Pour le moment, les changements dépendent surtout de l'intervention d'ALDIPE. En ce qui concerne les relais agricoles, par exemple, ils pourraient aller au-delà des IT proposées et stimuler directement à faire leurs propres expérimentations dans leurs champs même si on note une timide initiative de certains producteurs qui font leurs propres expérimentations par eux-mêmes. Ils pourraient y avoir plus d'échange entre les relais. La préparation des relais IT devrait se concentrer davantage sur les méthodes d'apprentissage (l'andragogie) et les stratégies de divulgation auprès des autres producteurs; les promoteurs AVEC proposés ci-dessus sont un autre exemple de créer un effet multiplicateur.

5.4 Durabilité

La durabilité des résultats des interventions d'ALDIPE dépend en grande partie des efforts des bénévoles (les membres des comités de gestion des groupements et coopératives, les relais IT, les animateurs nutrition et hygiène et assainissement, les membres des comités de gestion d'eau, les bénévoles ECMS).

Les animateurs et relais mentionnent les démonstrations culinaires (au cours desquelles ALDIPE apporte un soutien en matériel), les formations, les frais de déplacements, etc. comme motivation. Ces initiatives risquent de ne pas perdurer une fois que l'ONG ALDIPE arrêtera son intervention dans la zone.

Pour des raisons liées à la durabilité des modèles de THP et des centres de santé, ALDIPE a proposé les groupes AVEC comme outils de motivation des animateurs. Mais il n'y a pas de relation entre la performance comme étant animateur et le fait d'être membre d'un groupe d'épargne.

Pour assurer la durabilité d'un modèle de fonctionnement, deux éléments sont importants : l'encadrement et la motivation.

En ce qui concerne la structure:

- Les relais font partie des groupes de producteurs et coopératives, mais les groupes et coopératives ne sont pas équipés pour encadrer et orienter les relais. Malgré les défis liés aux

changements climatiques et le fait, qu'en général, l'agriculture soit un métier très dynamique, le programme ne prévoit aucun accompagnement après l'application des IT. En d'autres termes, le rôle des relais est limité à promouvoir les IT et il n'est pas envisagé que les relais aient un rôle plus large d'expérimentation et vulgarisation de solutions locales.

- Les membres des comités de gestion et coopératives sont dans une structure claire, ce qui améliore les chances de la durabilité, mais très peu de travail est fait au niveau de la formation pour équiper les membres ordinaires afin qu'ils puissent encadrer et contrôler effectivement les responsables.
- Les animateurs sont peu intégrés dans les structures de gestion des villages.
- Les jeunes sont encadrés dans les écoles, mais il existe encore un important fossé quant à l'implication des responsables des écoles dans l'accompagnement des élèves et encadrement des activités dans le contexte scolaire. Les responsables des écoles ont un rôle très faible dans le volet ECMS⁷⁷.
- Les comités d'eau sont intégrés dans une structure (ACEP) mais ces structures sont faiblement représentées au niveau des villages.
- Les groupes AVEC ont une structure, mais ils sont orientés par ALDIPE (qui fait, par exemple, les aides au calcul des dividendes à la fin du cycle au siège). L'expérience avec des autres groupes AVEC montre qu'il vaut mieux avoir un système de moniteurs/promoteurs pour aider les groupes dans les moments critiques, comme des conflits et la fermeture du cycle d'épargne. Pour le moment, c'est ALDIPE qui joue ce rôle.

En ce qui concerne la motivation, pour le moment les motivations, dans la majorité des cas, sont fournies par ALDIPE⁷⁸:

- Les ingrédients pour les démonstrations culinaires⁷⁹;
- Les formations et déplacements pour les relais IT, de même les intrants pour les essais;
- Le matériel de nettoyage pour les animateurs d'hygiène.
- Les groupes AVEC ont été proposés comme outil de motivation (et échange) pour les animateurs, mais il n'y a rien de spécifique en ce qui concerne le rôle d'animateur et on peut commencer un groupe AVEC, avec les mêmes bénéficiaires, mais sans relation avec des activités des animateurs.

77 Il y a qui facilitent à l'équipe d'ALDIPE la mobilisation des jeunes pour les campagnes de sensibilisation, suivent et collectent les fiches d'inscription des jeunes pour le projet, envoient des enseignants pour participer à l'animation de certaines thématiques de formation avec les responsables du projet et nous rendent compte enfin des changements observés sur les jeunes qui participent au projet dans leurs écoles, mais cet attitude n'est pas généralisée.

78 Dans ce contexte, il est effectivement intéressant de noter qu'une des activités qui mobilise le plus d'intérêt des membres de la communauté, les groupes AVEC, ne fournit pratiquement pas de matériel.

79 On comprend que les cas de MAS sont majoritairement identifiés dans des familles pauvres, mais il existe des approches où au lieu que l'acteur externe (dans ce cas ALDIPE) apporte les ingrédients et autres besoins pour les démonstrations culinaires, que ce soit la communauté qui prenne la responsabilité de les réunir. Ce qui renforce aussi la solidarité dans la communauté. Une expérience concrète de cette approche est ENDA Santé au Sénégal (l'approche grenier d'enfant).

L'ensemble des constatations amène à la conclusion qu'il y a des risques qui pourraient menacer la durabilité des acquis à travers les agents et organisations locales et qu'il faille que ces derniers soient renforcés.

En ce qui concerne la durabilité écologique, on peut noter l'effort de réduire l'utilisation des intrants chimiques et la promotion des techniques agro-écologique⁸⁰.

Par contre, il y a quelques difficultés au niveau de l'exploitation des bas-fonds. Dans le système écologique, les bas-fonds jouent un rôle important dans la rétention de l'eau et préviennent les inondations), on peut aussi supposer que les forêts des bas-fonds jouent traditionnellement un rôle important au niveau de la sécurité alimentaire⁸¹ et comme fournisseurs de matériel⁸²⁸³. Avec l'aménagement, ces fonctions sont diminuées et les terres des bas-fonds ont gagné une valeur économique. Même si, aujourd'hui, une petite partie des bas-fonds a été aménagée, les échanges dans les communautés indiquent une pression croissante sur des bas-fonds⁸⁴. L'aménagement a ouvert d'une certaine façon la "boîte de Pandore"⁸⁵ et il est assez urgent de développer un plan d'aménagement des bas-fonds définitif pour sauvegarder ces fonctions écologiques et sociales.

On peut aussi noter une certaine contradiction dans l'aménagement des bas-fonds car, d'un côté, les sols sont défrichés⁸⁶ et, d'un autre côté, une ceinture d'une seule espèce d'arbre est plantée. Il vaudrait mieux planifier le défrichement des bas-fonds de telle manière que cela permette de maintenir une ceinture d'arbres (qui serait aussi beaucoup plus diversifiée) au lieu de planter une nouvelle ceinture d'arbres.

En ce qui concerne la durabilité économique, en principe, les modèles des AVC/Coopératives et des groupes AVEC sont durables. La durabilité dépend, cependant, de la gestion et du niveau d'adhésion aux règles. Dans ces modèles, les taux d'intérêt sont relativement bas parce que les risques et montants du crédit sont mitigés par la pression sociale. Du moment où l'on permet le non-remboursement ou le remboursement tardif⁸⁷⁸⁸, la pression sociale devient de moins en moins efficace, ce qui peut être funeste pour la durabilité de l'organisation.

Par rapport à la commercialisation, il y a quelques difficultés au niveau des taux payés pour le stockage et la commercialisation, ce qui a comme conséquence une croissance limitée du fond de roulement. Celui-ci est essentiel pour atteindre plus de bénéficiaires et créer des réserves pour les années difficiles.

80 Même s'il n'y a pas un suivi de l'utilisation de ces intrants par le programme.

81 Fruits forestiers, la chasse, la pêche.

82 Matériel de construction, bois de feu, médicaments traditionnels etc.

83 Malheureusement, cette question n'a pas été analysée dans l'étude d'impact.

84 Propriétaires qui sont devenus intéressés dans l'exploitation des bas-fonds, une augmentation du prix de location de terre et encore l'essaimage des aménagements.

85 L'expérience avec d'autres pistes rurales suggère que la situation soit probablement aggravée par l'ouverture des pistes rurales et qui ne facilitent pas seulement l'écoulement de la production, mais aussi l'accès aux forêts et bas-fonds pour eux qui cherchent exploiter cette ressource.

86 Nous avons bien noté que le déchiffrement en soi a été effectué en suivant les règles en vigueur, c-à-d, on a laissé un certain nombre d'arbres à l'ha.

87 De plus le remboursement tardif empêche un autre membre du groupe de prendre un crédit et a un effet sur la cohésion/solidarité du groupe

88 Ce qui est le cas actuellement.

5.5 Genre

Les femmes et filles sont les plus majoritaires mais en même temps les plus vulnérables. Il y a aussi une division des tâches spécifiques entre les hommes et les femmes dans le foyer mais aussi dans l'agriculture. Il y a donc beaucoup d'éléments d'appréciation à prendre en compte dans l'analyse des effets du programme selon le genre.

Dans les rapports du programme, on remarque que celui-ci fait un effort, mais il n'arrive pas à désagréger toutes les données par sexe, ce qui peut influencer l'analyse de cette section.

En même temps, le programme fait un effort considérable en tenant compte de l'approche genre dans la mise en œuvre du programme et il y a une évolution en relation au programme précédent CODÉSUD. Les différences notables entre les groupes à Zaganando et Avlamé (par exemple, les femmes avec des parcelles dans les bas-fonds et le taux de participation dans le programme d'alphabétisation) sont illustratives et pourraient être attribuées à ces efforts⁸⁹.

L'analyse des changements montre des différences en ce qui concerne l'importance du changement entre les hommes et les femmes.

Les 3 changements où l'on constate une plus grande différence au niveau des votes entre hommes et femmes et recueillant le plus de votes masculins sont : le développement de la localité (hommes + 15%), l'amélioration des pratiques agricoles (hommes +13%) et le fait d'éviter le bradage/warrantage (voir l'Annexe 7).

Par contre, les femmes considèrent comme les 3 plus importants changements : l'amélioration de la santé de l'enfant (femmes + 22%), l'accès au crédit (femmes +13%) et la diversification des revenus/nouvelles AGR (Femmes + 9%). Le volet ECMS montre aussi des différences entre les filles et les garçons ; les filles sentent qu'elles gagnent plus de confiance en soi, alors que les garçons parlent plus d'engagement.

Ces différences semblent confirmer le ciblage de certaines actions (par exemple, les femmes dans les groupes AVEC et le travail avec les jeunes mères) et confirment également certains rôles des hommes et des femmes dans la communauté. En effet, le soin des enfants chez les femmes et la construction de bâtiments (le statut social) traditionnellement chez les hommes. Mais ces différences corroborent aussi l'impression que l'agriculture est le domaine des hommes (voir aussi l'effort nécessaire pour identifier des femmes relais IT). Une troisième observation est que l'amélioration des pratiques et le warrantage touchent surtout les hommes.

La distribution des tâches traditionnelles entre les hommes et les femmes est aussi répliquée à l'intérieur de l'organisation (il n'y a que des hommes dans les domaines de l'agriculture et du commerce et les deux femmes de l'équipe terrain travaillent sur la nutrition et l'hygiène).

De manière générale, les interventions peuvent cibler de façon différente les hommes et les femmes, mais il n'y a pas une analyse des besoins pratiques et des besoins stratégiques des hommes et des femmes. Un exemple concret peut être la question des bas-fonds. En général, la charge de travail journalière des femmes est plus élevée que celle des hommes⁹⁰. L'accès à la terre peut être un besoin

⁸⁹ Zaganando était déjà dans le programme CODESUD mais pas Avlamé.

⁹⁰ Cette mission n'a pas fait une analyse spécifique de la charge de travail des hommes et des femmes dans les zones d'intervention d'ALDIPE.

stratégique pour les femmes. La riziculture demande beaucoup de main d'œuvre avec le SRI qui est encore plus exigeant que les pratiques conventionnelles. Il n'y a pas une analyse systématique de ces questions avant le démarrage.

Pour analyser l'approche genre du programme, on peut utiliser la matrice d'analyse de Gender@Work (www.gender@work.org) :

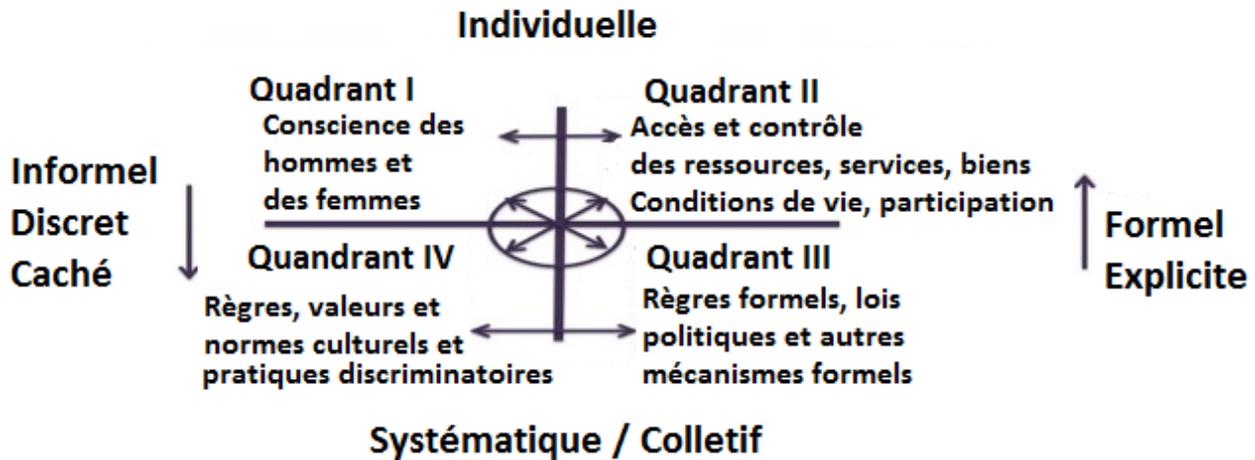


Figure 1 : Matrice d'analyse des relations genre (Gender @ Work ([wwwgenderatwork.org](http://www.gender@work.org)))

La promotion de l'accès des femmes aux bas-fonds (accès à la terre), les groupes AVEC (accès au crédit) et autres activités sont concentrées dans le quadrant II. L'alphabétisation a un certain effet au niveau du quadrant I (conscience). Donc, l'effort du programme se situe surtout au niveau individuel (quadrant I et II), spécialement au niveau formel (accès et contrôle des ressources).

Le programme n'a pas une stratégie pour travailler au niveau holistique et il se focalise sur les besoins pratiques sans une analyse des besoins stratégiques des femmes et des hommes. Dans ce sens, l'approche n'essaye pas d'analyser et optimiser les relations entre les hommes et les femmes.

Il se peut qu'ALDIPE manque d'outils à ce niveau et que même en interne l'approche et les outils à utiliser ne sont pas très développés⁹¹. Cela pourrait expliquer en partie le nombre relativement réduit des femmes (relais IT, comité de gestion AVC) et des filles (ECMS) dans les activités du programme.

91 Par exemple, la mission n'a pas eu connaissance de l'existence d'une politique genre au sein d'ALDIPE.

6. Conclusions

Le programme PADCE XXI est un programme intégré et pertinent pour le groupe cible et dans le contexte de la zone d'intervention. Le programme est raisonnablement efficace, les effets de synergie entre les activités est bien noté, pour atteindre les résultats attendus à la fin du programme et a un impact sur le groupe cible, surtout au niveau de la santé de la mère et de l'enfant, la propreté des villages, l'accès au crédit, la sécurité alimentaire (autoconsommation) et l'amélioration de la commercialisation pour les producteurs.

De l'avis de la mission, la pertinence et l'efficacité pourraient être améliorées en adoptant des approches qui permettent un rôle plus actif du groupe cible dans la définition des besoins et la conception des activités.

Il y a des risques en ce qui concerne la pérennisation des acquis mentionnés ci-dessus parce qu'il manque une stratégie de sortie claire qui permette le transfert de responsabilités aux structures et l'intégration des agents (relais IT, animateur) dans des structures solides, qui pourraient également assurer une motivation durable des agents.

7. Recommandations et suggestions

En ce qui concerne ALDIPE

- Faire une évaluation organisationnelle systématisée pour mieux pouvoir évaluer le processus de renforcement des capacités;
- Renforcer l'intégration des différents volets du programme (par exemple, production-commercialisation-alimentation et AVEC-alphabétisation-jeunes);
- Opter pour une meilleure implication des structures communautaires dans les activités;
- Faire une révision globale des approches utilisées pour créer plus d'espace de participation des bénéficiaires afin de pouvoir entendre d'eux leurs besoins ressentis. Par exemple, pour le volet production agricole, on pourrait analyser le potentiel de l'approche "Paysan à Paysan" souvent utilisée dans le cadre des projets agro-écologiques. En ce qui concerne l'alphabétisation, on pourrait analyser le potentiel de l'approche "REFLECT", pour les organisations de producteurs. En effet, il faut identifier des stratégies pour impliquer tous les membres au lieu de ne se focaliser que sur les responsables des comités;
- Renforcer l'approche genre, une approche efficace dans ce contexte est le GAL (Gender Action Learning / Apprentissage par l'Action sur le Genre) pourrait être utile⁹².

En ce qui concerne l'agroécologie et la résilience

- L'approche agroécologique doit être basée sur le système productif des producteurs et non sur des Itinéraires Techniques pour permettre au producteur de devenir l'expert de son champ et de son milieu.
- L'expérimentation doit être basée sur les problèmes prioritaires identifiés avec les producteurs et selon les principes suivants:
 - Réussir des succès rapides et visibles
 - Démarrer lentement et à petits pas
 - Limiter l'introduction de nouvelles technologies
 - Expérimenter à petite échelle
 - Développer des effets multiplicateurs;
- L'expérimentation doit être faite à petite échelle dans les champs des producteurs et sur la base des ressources locales disponibles. En outre, l'échange systématisé entre les producteurs doit être utilisé comme outil stratégique d'apprentissage.
- La formation des formateurs devrait se concentrer en plus des aspects techniques davantage sur les aspects de l'apprentissage des adultes et de la divulgation.
- La diversité des cultures est un principe important dans le cadre de l'agro-écologie. Il serait donc souhaitable que cette diversité soit également promue via la commercialisation;

⁹² L'approche est une approche efficace et ouverte sur base de la réflexion sur les expériences vécues des participants, sans prescription de changements et sans confrontations.

- Créer des liens structurels entre le travail au niveau de la production et l'alimentation;
- Introduire l'approche Régénération Naturelle Assistée (RNA) dans le système productif. Dans cette approche, les arbres ne sont pas plantés mais identifiés, marqués et protégés. Les avantages se situent au niveau du taux de mortalité qui est plus bas (les arbres sont bien adaptés à leur environnement et ont déjà poussé). De plus, la diversité est plus élevée du fait que les arbres aident maintenir la fertilité des sols.

En ce qui concerne les organisations des producteurs et les relais IT

- Focaliser le renforcement des organisations sur les membres sur la base des principes de la participation, partage d'information, transparence, redevabilité, efficacité et efficience;
- Développer des plans d'affaires conjointement avec les membres, sur base d'une analyse économique. La transformation (décortiqueuse) a le potentiel de devenir une source de recette importante pour les organisations;
- Intégrer formellement la fonction des relais IT dans les organisations de producteurs avec un cahier de charge bien défini⁹³.
- Créer un effet multiplicateur pour les relais IT (voir dans annexe 13 pour un exemple de l'approche paysan à paysan en ce qui concerne les effets multiplicateurs).
- Créer des mécanismes d'indemnisation pour les bénévoles engagés dans la commercialisation.
- Revoir les politiques et pratiques de crédit des organisations et éliminer les intrants chimiques des gammes de produits;
- A moyen termes, formaliser et professionnaliser les organisations pour atteindre de nouveaux marchés avec des produits transformés.
- Analyser les possibilités de vente directe aux consommateurs dans des centres villes/urbains afin d'augmenter la marge bénéficiaire (circuits courts).

En ce qui concerne l'alphabétisation

- Analyser la possibilité de l'adoption de la méthode REFLECT qui, selon l'expérience du consultant a prouvé être plus efficace et efficace en ce qui concerne l'apprentissage et l'application des acquis. De plus, l'approche REFLECT renforce l'engagement de l'apprenant, elle a des effets au niveau du genre et elle est mieux appréciée par des apprenants que des méthodes plus classiques.
- Analyser la possibilité de fusionner l'alphabétisation (méthode REFLECT) avec les groupes AVEC. Il a un bon potentiel de créer de la synergie entre les deux activités.

93 Taches et responsabilité bien décrits et suivi par les responsables de l'organisation.

En ce qui concerne la nutrition

- Adapter l'approche pour qu'elle devienne plus communautaire. Dans une telle approche, les membres de la communauté organisent mensuellement eux-mêmes des démonstrations culinaires pour lesquelles ils contribuent avec leur propre produit. Une telle approche peut aussi renforcer la solidarité entre les membres de la communauté;
- Dans l'approche, renforcer les liens entre la production saine, l'autoconsommation, la diversité et l'alimentation équilibrée.

En ce qui concerne l'ECMS

- L'ECMS est un volet important pour le programme et il offre un espace aux jeunes pour qu'ils développent d'autres compétences importantes sur base des échanges, étant donné que les écoles n'ont pas d'espace pour cela et sont souvent trop hiérarchiques. Il faut cependant, trouver une façon de mieux l'intégrer dans le reste du programme. Cette intégration passe par l'inclusion des jeunes des zones rurales. Il est recommandé de créer des échanges tri-directionnels entre des jeunes urbains, des jeunes ruraux et les jeunes belges où les jeunes urbains pourraient jouer un rôle d'intermédiaire/traducteur. Les jeunes ruraux pourraient être organisés dans des groupes qui combinent l'alphabétisation sur base de la méthode REFLECT et la dynamisation économique via AVEC.

En ce qui concerne les comités d'eau

- Il est peu probable que l'approche limitée du programme fasse une grande différence pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de la qualité de l'eau. Vu la complexité de la question, il faudrait un investissement important pour améliorer la situation.
- Si le programme ne pourra pas assurer des investissements plus importants, et en vue de la grande diversité des activités du programme DBA et ALDIPE, on devrait penser à cesser ces activités.

En ce qui concerne les pistes rurales

- Vu l'importance limitée, les budgets impliqués et les besoins des autres activités, DBA et ALDIPE devraient considérer de cesser ce volet.

En ce qui concerne les groupes AVEC

- L'approche AVEC mérite une place plus centrale dans le programme au-delà de stratégie de motivation des structures communautaires, grâce à sa capacité de mobilisation et dynamisation des communautés. Il existe beaucoup d'autres potentiels à exploiter en vue pour créer de nouveaux groupes dans la zone. La participation dans les groupes AVEC fournit aussi une éducation financière aux membres (ce qui peut être utile pour les AVC, par exemple) et facilitera le développement des activités commerciales comme la transformation.
- ALDIPE devrait céder le rôle de promoteur local et recruter et former des promoteurs locaux qui peuvent créer des groupes appuyés par ALDIPE. Dans ce cas, il faudrait développer des mécanismes de paiement par les groupes pour les services rendus par les promoteurs afin de pérenniser le modèle.
- Les règles de fonctionnement par rapport au crédit doivent être revues. Il est recommandé pour

les 3 premiers mois de ne pas céder de crédits et d'épargner seulement, ceci pour plusieurs raisons : consolider le groupe et renforcer la solidarité, permettre à plus de monde de prendre du crédit et permettre des crédits de montants plus importants⁹⁴. L'octroi de crédits doit toujours être basé sur un plan d'affaire.

En ce qui concerne le genre

- Initier le processus GAL au sein d'ALDIPE
- Intégrer l'approche GAL dans les interventions auprès des communautés

Fin

94 Une des limites des groupes AVEC est que les montants de crédit sont souvent petits ce qui empêche des investissements plus sérieux dans des activités économiques.

Références

ALDIPE, document interne Note de Synthèse

ALDIPE, document interne présentation de l'ONG ALDIPE

ALDIPE, Capitalisation sur la gestion autonome des AVC (provisoire)

ALDIPE, Capitaliser sur l'approche de formation et de suivi des producteurs relais (provisoire)

ALDIPE, document interne, Enquête Alphabétisation

DBA, Programme PADCE XXI, Rapport annuel 2017 Programme PADCE XXI

DBA Programme PADCE XXI, Rapport annuel 2018

DBA Programme PADCE XXI, Rapport premier trimestre 2019

DBA Programme PADCE XXI, Rapport deuxième trimestre 2019

DBA Programme PADCE XXI, Rapport troisième trimestre 2019

AGOSSADOU D. Omram, et ALAMOU Khaled, Etudes socio-économiques et impacts environnementaux de l'aménagement des Bas-fonds de Yokon et d'Avlamé-centre, arrondissement d'Avlamé, commune de Zogbodomey, Département de Zou, décembre 2017

Nounkeu, C., J. Kamgno et J. Dharod, Stelmach, Assessment of the relationship between water insecurity, hygiene practices, and incidence of diarrhea among children from rural households of the Menoua Division, West Cameroon. Journal of Public Health Africa, juin 2019

Rachel D., et T. Clasen, Household Water Quantity and Health: A systematic Review, International Journal of Environmental Research and Public Health, Mai 2015

Seungman Cha, et al., The Effect of Improved Water Supply on Diarrhea Prevalence of Children under Five in the Volta Region of Ghana: A Cluster-Randomized Controlled Trial, International Journal of Environmental Research and Public Health, September 2015

Annexe 1 Termes de Référence



Evaluation à mi-parcours Programme de Promotion d'une Agriculture Durable et d'une Citoyenneté Engagée au XXIème siècle, Volet Bénin

I. Le contexte de l'évaluation

1. Les organisations

Le programme PADCE XXI de DBA est mis en œuvre au Bénin en partenariat avec l'ONG ALDIPE (Association de Lutte pour un Développement Intégré et pour la Protection de l'Environnement). Le partenariat entre DBA et ALDIPE remonte à 2006 dans le cadre d'activités d'éducation au développement menées par l'ONG belge au Bénin. La prise de connaissance progressive notamment via le partage de visions ainsi que la confiance entre les deux ONG ont amené en 2007 à inaugurer un volet Sud centré sur la sécurité alimentaire dans le département du Zou.

ALDIPE est plus particulièrement chargé de l'exécution opérationnelle du programme. L'ONG est reconnue comme un acteur essentiel dans le domaine du développement dans les départements du Zou et des collines et entretient par ailleurs d'excellentes relations avec les autorités communales et départementales qui lui permettent de travailler en synergie avec les institutions étatiques. DBA apporte son conseil, son appui et son expertise à ALDIPE et s'assure de la qualité, de l'efficacité et de l'efficience de la mise en œuvre du programme. Les activités sont mises en œuvre suivant le planning opérationnel défini d'un commun accord lors de l'identification du programme.

Défi Belgique Afrique est une asbl belge, créée en 1987, reconnue comme ONG et comme OJ, dont la mission consiste à :

1. Participer à l'émergence et la consolidation d'une conscience citoyenne auprès de la jeunesse et renforcer son engagement individuel et collectif en faveur d'un monde équitable, solidaire et durable, mais aussi contribuer, avec d'autres, à en faire une priorité des acteurs de l'éducation.
2. Soutenir les familles dont la principale activité est l'agriculture (exploitations familiales) afin qu'elles améliorent leurs conditions de vie, et assurer la transition vers des systèmes alimentaires durables ayant un impact économique, social et environnemental positif sur le long terme pour les agriculteurs-trices et pour les consommateurs-trices.

ALDIPE est une ONG de développement créée en juin 1989 à l'occasion de la paralysie totale de toutes les institutions d'Etat suite à la crise socio-économique et politiques des années 1988-1990. L'ONG a comme mission de participer au développement socio-économique et culturel de l'Afrique en général et du Bénin en particulier par l'appui aux zones déshéritées et aux populations défavorisées à travers des approches de responsabilisation et d'autopromotion. Elle est basée à Bohicon et travaille dans les départements du Zou-collines, du Mono-Couffo, de l'Ouémé-Plateau et de l'Atlantique.

Pour maintenir une activité agricole rentable en milieu rural en combinant les objectifs indissociables de sécurité et de souveraineté alimentaire, l'ONG ALDIPE œuvre pour une agriculture plus juste sur le plan social avec des modes de production durables et respectueux des ressources naturelles, notamment la terre et l'eau. Elle met en œuvre des projets de développement agricole axés sur l'appui aux agricultures familiales.

2. Description du projet/programme

L'intervention vise à promouvoir le développement de filières agricoles locales (riz, maïs et soja) par des communautés ancrées durablement dans leur territoire, dans les communes d'Abomey, Zakpota, Zagnanado et Zogbodomey (Zou). Au niveau de la production, le programme déploiera une stratégie d'aménagement des bas-fonds et de formation à des itinéraires techniques adaptés aux effets du changement climatique et respectueux de l'environnement. Le programme équipera et accompagnera des groupements de femmes notamment pour la transformation du riz (battage, décorticage, étuvage, ...) mais aussi du maïs et soja. Pour compléter l'approche filière, des associations villageoises de commercialisation (AVC) et les coopératives organiseront le crédit/stockage et la vente groupée des productions agricoles. Des entrepreneurs seront aussi appuyés pour développer des circuits courts et la vente directe. Quant à la jeunesse, elle sera sensibilisée à l'impact de sa consommation sur l'économie locale. Pour assurer l'ancrage durable des communautés dans leur territoire, des relais communautaires (nutrition, hygiène, alphabétisation, agriculture, pistes rurales et eau potable) seront mobilisés et les services décentralisés ou déconcentrés seront associés à la co-gestion des infrastructures. Les capacités du partenaire seront renforcées en agroécologie et en capitalisation notamment.

II. Les enjeux de l'évaluation

1. Objectifs et objet de l'évaluation

L'objectif de cette évaluation est d'apprécier les changements induits dans trois domaines que nous souhaitons consolider dans ce présent programme et élargir et approfondir à l'avenir. Il s'agit de :

- L'alphabétisation comme axe transversal du projet
- La contribution des coopératives au développement local / territorial
- L'articulation entre l'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) auprès des jeunes et les projets d'agriculture familiale

Pour ce faire, l'évaluateur se penchera sur les effets obtenus dans le cadre du présent projet et dégagera des leçons de leur mise en œuvre dans le but de formuler des recommandations concrètes. Les résultats nous permettront de mieux nous projeter dans l'avenir en réorientant ou en développant nos actions.

2. Public cible de l'évaluation

Pour les activités de production de riz, maïs et soja ainsi que leurs circuits de transformation et de commercialisation, le public cible est celui des agriculteurs/agricultrices dans les trois communes où se déroule le programme. On touche ici plus de 350 ménages.

Concernant les activités en nutrition et en hygiène, elles se réalisent auprès de 1.250 ménages des villages de Zagnanado et Zogbodomey. C'est parmi ce public que les candidat.e.s à suivre les cours d'alphabétisation se manifestent.

Finalement dans le domaine de l'ECMS, ce sont chaque année environ 100 jeunes de Abomey/Bohicon qui s'engagent dans un cycle de formation et de mobilisation citoyenne.

Domaine	Abomey	Zakpota	Zagnanado	Zogbodomey
Alphabétisation	/	8 centres et 202 apprenants sur CODDÉSUD (précédent programme)	8 centres pour 192 apprenants sur (CODDÉSUD 3) 4 centres avec 107 apprenants sur PADCE XXI	6 centres avec 265 apprenants sur PADCE XXI
Coopérative	0	1	1	3
Articulation jeunes do It et programme agricole	100/chaque année ou 500 sur la durée du programme			

• Champs de l'évaluation

Le programme est mis en œuvre dans 4 des 9 communes du département du Zou : ZaKpota, Abomey Zagnanado et Zogbodomey. Les 3 premières communes constituaient déjà la zone d'intervention du précédent programme, la commune de Zogbodomey vient élargir la zone d'intervention depuis 2017.

Dans le cadre de cette évaluation à mi-parcours, on souhaite se pencher et approfondir trois domaines en particulier afin d'augmenter notre impact sur des systèmes alimentaires durables. Les sessions d'alphabétisation ont permis de révéler la difficulté pour les agriculteurs de relier calendrier cultural et nécessité d'anticipation de la collecte des intrants ou encore de réaliser un compte d'exploitation. Dans quelle mesure cette activité a-t-elle réellement un impact sur la gestion durable des exploitations familiales ? Dans quelle mesure les agriculteurs sont-ils à même d'appréhender les adaptations nécessaires aux effets du changement climatique tout en préservant l'environnement ?

Les coopératives permettent de structurer des groupements, permettent aux membres de négocier ensemble en face de potentiels vendeurs, de s'organiser pour le stockage ou pour l'utilisation d'autres moyens de production et de transformation. Quel est le positionnement nécessaire des membres du bureau vis à vis de leurs membres, de nouveaux membres et des autres acteurs publics et privés pour faire de la coopérative un véritable outil de développement territorial ?

L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire implique des jeunes filles et garçons issus de différentes écoles implantées en milieu urbain et péri-urbain qui vont suivre un cycle annuel de formation où les grands enjeux mondiaux sont débattus. L'objectif est qu'ils puissent développer un engagement individuel et collectif en faveur d'un monde équitable, solidaire et durable. Quelle place peut jouer nos projets en appui à l'agriculture familiale dans leur compréhension des enjeux mondiaux ? Quelles articulations développer pour leur permettre de mieux appréhender et soutenir l'agriculture familiale ? Comment intégrer une réflexion sur les habitudes de consommation alimentaire des jeunes en lien avec la réflexion sur les circuits pour approvisionner les villes en production locale ? Quels liens peut-on créer avec la jeunesse rurale, actuellement peu concernée par les projets ECMS ?

III. Contenu, méthodologie et profil

1. Questions évaluatives

Les questions évaluatives s'articuleront autour des critères suivants : la pertinence, l'efficacité et enfin l'impact même si à ce stade on travaillera essentiellement sur les effets.

1. La pertinence

- Quelle est la pertinence des domaines identifiés dans l'amélioration des systèmes alimentaires durables ?
- Les modalités d'accompagnement du public cible sont-elles appropriées/adaptées ? Quels sont les alliés à mobiliser ?
- Quelle articulation pertinente mettre en place entre jeunesse urbaine et rurale ?

2. L'efficacité

- Quel est le niveau d'avancement des activités dans les trois domaines ?
- Dans quelle mesure les résultats visés sont-ils obtenus ou en passe de le devenir ?
- Quels sont les freins identifiés ? Y a-t-il des réorientations nécessaires ?

3. Impact

- Quelles sont les effets et/ou changements de comportement observés auprès du public cible ?
- Comment ces changements ont-ils amélioré les conditions de vie du public cible et/ou motivé leur engagement pour un monde équitable, solidaire et durable ?
- Dans quelle mesure faut-il réorienter la stratégie pour accroître l'impact et les effets ?

2. Les caractéristiques méthodologiques de l'évaluation:

- Réalisée en référence à la logique d'intervention du programme.
- Participative : les parties prenantes (ALDIPE, DBA, organisations partenaires, publics) seront sollicitées/impliquées/consultées lors des différentes étapes du processus d'évaluation.
- Triangulation des informations recueillies
- Prospective : l'évaluation inclura des propositions d'amélioration, à formuler en collaboration avec les parties prenantes.

Les documents disponibles :

Projet soumis à la DGD (2017-2021)

Rapports annuels 2017 et 2018

Rapport semestriel 2019

Score de performances et leçons apprises (rapports soumis à la DGD annuellement)

Le manuel de suivi/évaluation

3. Le profil de l'évaluateur/trice :

- Disposer d'une expertise et de bonnes connaissances des enjeux liés au développement rural durable
- Avoir une expérience de plusieurs années dans l'évaluation de programmes/projets
- Avoir une connaissance de la zone d'intervention
- Parfaite maîtrise du Français (en particulier bonnes capacités de rédaction).

IV. Timing, pilotage et livrables attendus

Plan indicatif du processus

Description	Echéance
Recrutement de l'évaluateur.trice	Décembre 2019
Préparation de l'évaluation (3 jours) <ul style="list-style-type: none">- S'accorder sur les termes de la collaboration, signer la convention- Organiser une réunion de démarrage (définir la méthode de collecte des données, les guides d'entretien, personnes à rencontrer, etc.)- Analyse documentaire (DBA et autres)- Rencontre des responsables de projets de DBA- Elaboration d'un rapport de démarrage	Janvier 2020
Travail de terrain (6 jours) <ul style="list-style-type: none">- Rencontres au Bénin des publics et des partenaires- Focus group (6 à 10)- Elaboration de conclusions provisoires et première réunion de restitution auprès de l'équipe au Bénin	Janvier/Février 2020
Elaboration du rapport d'évaluation (4 jours)	Février/Mars 2020

Annexe 2 Itinéraire de la mission

Date	Local		Activité	
18/01	Cotonou		Arrivée	
			Préparation mission avec Josias Toviho	
			Rencontre avec Daniel Blais Louvain Développement	
19/01	Bohicon		Déplacement Abomey	
			Préparation rencontre Aldipe	
20/01	Bohicon		Rencontre avec équipe Aldipe (voir liste de présence)	
21/01	Allahé		Visite Écoferme Allahé	
			DG avec AVC Allahé (présent 12 femmes et 7 hommes)	
			Rencontre Appolinaire Ahouavlame (service Développement Local et Planification) et Mathias Aizonou (Responsable Filière Agrumes, Services déconcentrés à la Mairie de Za-kpota)	
	Abomey		Rencontre avec Mr Robert Gangnon, Proviseur Lycée Macory Houegbadja	
			Rencontre CEG 2 Abomey Thierry Azibligo, Directeur et Zehi Albert, Surveillant	
			Rencontre ATDA, Directrice Gladys Tossou Lokossou	
			Rencontre ATDA Sebastien Dansou Responsable Suivi & Évaluation	
		Rencontre DDEAP Emile Prosper Amoussou		
22 /01	Zogbodomé	Avlamé	Rencontre SDLP Bienvenu Saho	
			CCRS (Hunger Project) Cadorelle Sonoumdiigodo et Edmond Allokpenouhou	
			Rencontre Centre Santé Luc Chidikofan	
		Village Yokon	AVC Riz, Relais Riz, Femme formatrice Riz	
			Groupe Alphabétisation	
			Relais nutrition, Relais Santé hygiène, Groupe AVEC	
	Visite au Bas-fond			
	23/01	Avlamé- Agbogbohonou		Relais maïs et AVC maïs
				Groupe Alpha et Avec
				Mères accompagnées
Relais nutrition, Relais Santé hygiène et comité forage				
24/01	Zagnanado, Zounou		Groupement Bas-fonds + AVC de Zounou, Zonmon et Klobo, animateurs santé, hygiène, groupe alpha.	
	Abomey		Rencontre avec des jeunes bénévoles ECMS en venant de 8 des 10 écoles du programme	
25/01	Bohicon, Siège ALDIPE		Restitution avec l'équipe d'ALDIPE	
			Retour Cotonou	
26/01	Cotonou		Debriefing Responsable DBA (Patricia)	

Annexe 3 Guides d'entretien

Rencontre ALDIPE

Votre organisation :

Question : Quand votre organisation a-t-elle été créée?

Question : Quelles sont votre vision et vos missions ? comment ont-elles été formulées ?

Question : Nombre de membres du CA et du personnel et organigramme de l'organisation ? Demander un organigramme s'il y en a un de disponible).

De quelle manière s'encadre le projet dans l'ensemble de votre organisation et que représente le projet pour votre organisation? Est ce que vous travaillez avec d'autres bailleurs?

Question : Bref panorama des projets en cours.

Question : Quel est le contexte local au sein duquel vous travaillez :

- population-cible,
- contraintes majeures / besoins prioritaires?
- Comment vous avez identifier les besoins/priorités?

Question : Quelle(s) approche(s) / stratégies sont mises en œuvre pour atteindre les résultats et travailler avec les bénéficiaires ? Quels sont les particularités de ces approches ?

Question : Quelles sont vos relations externes? Est-ce que vous avez des relations de travail avec des institutions de l'État ou avec des organisations de la société civile ? Faire un diagramme VENN.

Question : Est-ce que votre organisation a une approche ou une politique spécifique au niveau du genre et, le cas échéant, qu'est-ce que cela implique?

Le programme

Question : Comment le programme actuel a-t-il été formulé ?

Appréciation des activités

Activité	Force	Faiblesse	Résultat obtenu (1-5)
Bas fonds			
IT et relais production			
Relais Nutrition			
Relais hygiène / assainissement			
Groupes alpha			
Groupes AVEC			
Piste rurales			
Ferme écologique			
AVC			
ECMS			
Renforcement capacité			

Prenez les résultats atteints du projet.

Question : Demandez à chaque participant de donner une note (de 1 à 10) par rapport à l'atteinte de chacun des 4 résultats.



Prenez les notes (la plus élevée et la plus basse) et demandez d'expliquer pourquoi ils ont donné cette note. Entamez un échange/une analyse conjointe par rapport aux raisons. Explorez de cette manière les points forts et points faibles des activités et approches par résultat. Faites la même chose avec l'objectif spécifique.

Question : Quels étaient les facteurs les plus importants à influencer les résultats?

Il est important d'enregistrer les notes et la fonction de chaque personne pour pouvoir détecter des différences relatives à la position dans l'organisation.

Question : Selon votre perspective, si vous aviez la possibilité de refaire le programme, qu'est-ce que vous feriez différemment ?

Appréciation des changements



Question : Selon vous, quels ont été les changements (s'il y en a) que vous pouvez observer parmi les bénéficiaires ? Enregistrez les changements et demandez de les mettre par ordre d'importance. Après, demandez à chaque participant de voter sur les 2 changements les plus importants. Prenez une photo des résultats.



Question : Dans votre appréciation, quels ont été les changements (s'il y en a) que vous pouvez observer dans votre organisation ? Enregistrez les changements et demandez de les mettre par ordre d'importance. Après, demandez à chaque participant de voter sur les 2 changements les plus importants. Prenez une photo des résultats.

Relation avec DBA

Question : Quel a été l'appui de DBA ? Quel type d'appui est le plus important ?

Question : Faisons une analyse FFOM/SWOT de la relation avec DBA.



Les relations avec les bénéficiaires

Comment vous avez sélectionné les villages cibles et les bénéficiaires ?

Question : Est-ce que vos agents de terrain ont eu une formation (interne ou externe) spécifique pour bien faire leur travail ? Le cas échéant, quelle formation ?

Question : Quelle est la fréquence de contact avec les bénéficiaires (fixée ou à la demande?)

Un agent de terrain travaille avec combien de groupes ou villages ?

Question : Est-ce qu'il y a eu des réactions, commentaires des bénéficiaires qui vous ont fait changer vos approches ? Le cas échéant, lesquels et comment ?

Question : Est-ce que le nombre de membre des groupes a augmenté ?

Est-ce qu'il a eu des cas d'abandon ? Le cas échéant, combien ? Pourquoi ?

Question : Est-ce que vous avez encore des observations ?

Merci de votre temps et disponibilité

Guide DG bénéficiaires

Pendant la discussion, observer le niveau et le type de participation des hommes et des femmes.

Pour les classements, nous utiliserons deux systèmes :

- établissement des priorités (en ordonnant les cartes de la plus importante à la moins importante)
- votation en posant de petites pierres, pièces de monnaie, bouts de bois, feuilles ou des capsules de bouteille sur la carte sélectionnée.

On prendra une photo des résultats des classements.

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une heure et demie (90 min)

(à remplir par l'intervieweur sans poser de questions)

Localisation : _____ Bénéficiaires présents: Femmes Hommes

Non bénéficiaires présents (si applicable): Fonction:

Introduction

Remercier les personnes d'être venues.

Expliquer en quelques mots les raisons de cette visite au groupe : en savoir plus sur leurs activités, mieux comprendre le fonctionnement du groupe, identifier ensemble d'éventuels changements dans leur vie ou dans la communauté.

1. Informations de base par rapport au fonctionnement de l'organisation (Sauter pour les individus)

Nom du groupe :

Date de création de l'organisation :

Est-ce que l'organisation est formalisée ? Si oui, depuis quand :

Nombre de membres actuels: Femmes Hommes

Tranches d'âges: demandez l'âge du plus jeune et du plus âgé:

Est-ce que l'organisation a connu des changements par rapport à ses membres ? Si oui, quand ?

Quel est l'objectif du groupe?

Qui ou quoi est à l'origine de la création du groupe?

Comment fonctionne le groupe, qu'est-ce que vous faites en tant que groupe ?

Comment circule l'information au sein du groupe ? (flux ? documentation et classement ?)

Est-ce que vous avez pris des mesures spécifiques pour faciliter la participation des femmes et/ ou assurer qu'elles bénéficient des activités? Si oui, quand : depuis le début ou récemment?

Combien d'hommes et combien de femmes ont une position de responsabilité dans l'organisation? Est-ce qu'il y a eu des changements dans les positions de responsabilité les dernières 2,3 années?

Est-ce que le bureau de l'organisation fait la restitution aux membres des groupes des activités ou produit-il des rapports d'activités ?

Quelles sont les principales réalisations à l'actif du groupe ?

2. Activités réalisées avec le programme

Comment avez-vous été identifiés par le programme (ALDIPE)

Dans quelles activités avez-vous participé ?

Activité	Appréciation (très faible, faible, raisonnable, bonne, très bonne)	Justification

Si vous pouviez changer des activités, quelles activités supprimeriez-vous ? Et quelle activité ajouteriez-vous ?

Est-ce que vous avez des suggestions sur comment ALDIPE pourrait améliorer la mise en œuvre de ces activités ?

3. Analyse des résultats (changements induits)



Est-ce que la participation dans le programme a induit des changements dans votre vie? Ecrivez les changements sur des cartes individuels et mettez les cartes (en utilisant des couleurs différentes pour les hommes et les femmes) par terre . Demandez au groupe de les mettre en ordre d'importance selon le consensus du groupe.

Ensuite, demandez aux participants de voter sur les deux avantages individuels les plus importants en mettant des pierres ou bouts de bois.

4. Analyse du partenariat et des relations du groupe (sauter pour les individus)

Demandez de faire un dessin des relations du groupe avec des institutions/organisations (y compris le partenaire du programme). Indiquant le type de relation (ce qu'on fait ensemble ou ce que l'institution apporte au groupe ou ce que le groupe apporte à l'institution). Mettez le groupe au centre; la distance entre institution et groupe indique la proximité de la relation.

Comment a-t-on décidé la sélection de votre organisation pour bénéficier du projet (au cas où l'organisation n'a pas été créée par le projet, sinon sauter la question).

Comment communiquez-vous et travaillez-vous avec ALDIPE?

Quelle est la fréquence des visites de l'agent/relais ? Quand est-ce la dernière fois a eu lieu?

Est-ce que vous participez dans des réunions au siège du partenaire ? Quand était-ce la dernière fois?

Comment vous décidez (ou qui décide) les activités à mettre en œuvre?

5. Contraintes (priorisation), perspectives et recommandations

Si vous pouviez changer des activités du programme ou de votre groupe, quelles activités vous supprimeriez ? Et quelles activités vous ajouteriez ?Justification:

Toutes autres questions ou sujets que le groupe souhaite soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

DG Relais, animateurs, Comités d'eau, CGOM

Pendant la discussion, observer le niveau et le type de participation des hommes et des femmes.

Pour les classements, nous utiliserons deux systèmes :

- établissement des priorités (en ordonnant les cartes de la plus importante à la moins importante)
- votation en posant de petites pierres, pièces de monnaie, bouts de bois, feuilles ou des capsules de bouteille sur la carte sélectionnée.

On prendra une photo des résultats des classements.

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une heure et demie (90 min)

(À remplir par l'intervieweur sans poser de questions)

Localisation : _____ Relais présents: Femmes Hommes

Non bénéficiaires présents (si applicable): Fonction:

Introduction

Remercier les personnes d'être venues.

Expliquer en quelques mots les raisons de cette visite au groupe : en savoir plus sur leurs activités, mieux comprendre le fonctionnement du groupe, identifier ensemble d'éventuels changements dans leur vie ou dans la communauté.

1. Processus de sélection et fonctionnement

Depuis quand êtes- vous relais communautaire ?

Comment avez-vous été sélectionné par ALDIPE ?

Pourquoi vous avez accepté de devenir relai communautaire (motivation) ?

Quel sont les avantages/bénéfices de votre position (indemnités, statut social, etc.)

Est-ce que vous avez eu une (ou plusieurs) formation(s) avant de commencer votre fonction ?

Qu'est-ce que vous avez retenu de cette formation ?

Est-ce que le bureau de l'organisation fait la restitution aux membres des groupes des activités ou produit-il des rapports d'activités ?

Quelles sont les principales réalisations à l'actif du groupe ?

Expliquez votre travail (comment vous contactez/identifiez les bénéficiaires, la fréquence des visites, le type d'activités à mener etc.) ?

2. Activités réalisées avec le programme

Est-ce que vous avez participé/bénéficié des activités du projet? Lesquelles?

Activité	Appréciation (très faible, faible, raisonnable, bonne, très bonne)	Justification

Si vous pouviez changer des activités, quelles activités supprimeriez-vous? Et quelle activité ajouteriez-vous ?

Lesquelles ?

3. Analyse des résultats (changements induits)



Est-ce que le travail a induit des changements dans votre vie et/ou dans votre communauté? Ecrivez les changements sur des cartes individuels et mettez les cartes (en utilisant des couleurs différentes pour les hommes et les femmes) par terre. Demandez au groupe de les mettre en ordre d'importance selon le consensus du groupe.

Ensuite, demandez aux participants de voter sur les deux avantages individuels les plus importants en mettant des pierres ou bouts de bois.

4. Analyse du partenariat et des relations du groupe

Demandez de faire un dessin des relations du groupe avec des institutions/organisations (y compris le partenaire du programme). Indiquant le type de relation (ce qu'on fait ensemble ou ce que l'institution apporte au groupe ou ce que le groupe apporte à l'institution). Mettez le relais au centre, la distance entre institution et groupe indique la proximité ou non de la relation.

5. Contraintes (priorisation), perspectives et recommandations

Si vous pouviez changer des activités du programme ou de votre groupe, quelles activités supprimeriez-vous? Et quelles activités ajouteriez-vous ?

Justification:

Toutes autres questions ou sujets que le groupe souhaite soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

Guide d'entretien Maires, Services Techniques, Acteurs externes

L'idée de ces entretiens est de comprendre la perception de l'institution par rapport à l'intervention et sonder le niveau de collaboration et échange.

Expliquez que vous êtes en train de faire une évaluation du programme DBA/Aldipe mis en œuvre avec les partenaires.

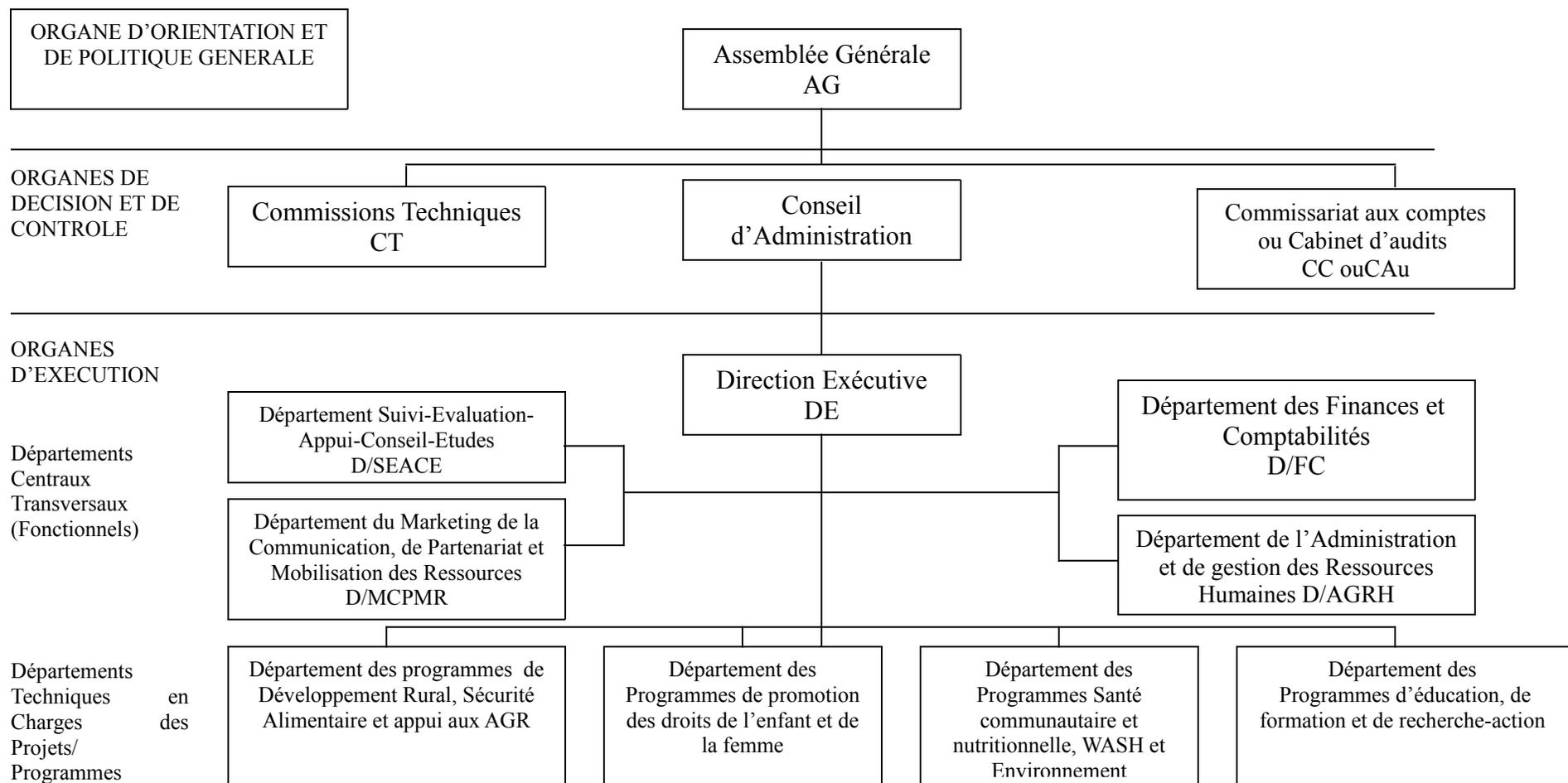
- Quelle sont les priorités d'intervention / développement pour votre structure ?
- Quelles sont les préoccupations et les défis spécifiques de votre structure par rapport aux femmes et aux jeunes ?
- Est-ce que vous connaissez l'organisation partenaire ?
- Est-ce que vous connaissez leurs activités mises en œuvre dans votre zone d'intervention ?
(Comment vous connaissez / avez entendu parler de l'organisation et ses activités?)
- Est-ce qu'il existe un cadre de concertation et est-ce que le partenaire y participe ?
- Est-ce que le partenaire collabore activement avec votre structure pour faire avancer le développement de votre région ? Le cas échéant, comment? Et pour quelles activités ?
- Avez-vous participé à et / ou bénéficié des activités de l'organisation partenaire ?
- De la perspective de votre structure, comment vous évaluez l'approche et les activités du partenaire ?
- Est-ce que vous avez des données concrètes (ou chiffrées), qui montrent l'effet de l'intervention de l'organisation partenaire sur la population?, notamment par rapport à l'augmentation de la production agricole des paysans encadrés par le partenaire, ainsi que les revenus des AGRs, la situation sanitaire et nutritionnelle des groupes vulnérables, etc. ?
- Quelles sont, selon vous, les forces et faiblesses de l'approche et activités du partenaire ?
- Est-ce que vous avez constaté des changements concrets au niveau de la population grâce aux interventions du partenaire ? Quelles autres influences importantes voyez-vous pour les changements ?
- Recommandations?

Remercier de sa/de leur disponibilité

Fin

Annexe 4 Organigramme ALDIPE

ORGANIGRAMME DE L'ONG-ALDIPE



NB: Les programmes et projets en exécution sont logés au sein des départements techniques et restent sous le contrôle du chef du département concerné avec leur équipe de mise en œuvre.

Annexe 5 L'appréciation des activités par l'équipe d'ALDIPE

Activités	Forces	Faiblesses	Résultat-sobtenus (1-5)
Bas-fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Reproductibilité des aménagements sommaires; • Disponibilité des bas-fonds • Disponibilité de l'expertise en interne • Adhésion des bénéficiaires • Disponibilité de marchés d'écoulement du riz • Adhésion des collectivités locales • Organisation des bénéficiaires en coopératives • Financement des équipements et infrastructures agricoles • Résolution des problèmes fonciers • Forte participation des femmes à la mise en valeur des bas-fonds • Accessibilité des bas-fonds • Fertilité des sols des bas-fonds 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de ressources pour les aménagements des bas-fonds en matériaux définitifs • Inondations (menace) • Poches de résistance aux codes sur le foncier • Transhumance • Faible superficies aménagées par rapport à la superficie disponible • Faibles superficies de bas-fonds aménagés en matériaux définitifs par rapport à celles de bas-fonds sommairement aménagés • Problèmes de drainage 	4
IT et Relais IT	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de l'expertise en interne • Transfert réel/effectif de compétences aux relais • Bonne collaboration avec les services déconcentrés de l'Etat et consultants • Formation par les pairs • Existence de parcelles d'expérimentation/démo + ferme école • Transition agroécologique • Organisation des producteurs en coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins complémentaires en renforcement de capacités • Non définition d'une stratégie claire de motivation durable des relais production • Inexistence d'un mandat/cahiers de charges claires avec les relais 	4
Animateurs Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert réel/effectif de compétences aux relais • Appropriation de la démarche • Adhésion de la communauté • Sensibilisation par les pairs • Prises d'initiatives par les relais en termes d'AVEC • Participation des hommes aux activités de 	<ul style="list-style-type: none"> • Non définition d'une stratégie claire de motivation durable des relais nutrition • Faible niveau d'étude des relais • Insuffisance de formations/recyclage 	4

	<p>nutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bonne collaboration avec les centres de santé • Prévention des cas de malnutrition • Suivi rapproché des familles • Bonne croissance des enfants des bénéficiaires 		
Animateur hygiène / Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert réel/effectif de compétences aux relais • Appropriation de la démarche • Adhésion de la communauté • Sensibilisation par les pairs • Prises d'initiatives par les relais en termes d'AVEC • Emancipation des femmes et éveil des enfants • Réduction des cas de maladies • Bonne collaboration avec agents d'hygiène • Prévention de cas de maladies (paludisme et maladies hydriques) 	<ul style="list-style-type: none"> • Non définition d'une stratégie claire de motivation durable des relais hygiène / Assainissement 	4
Groupes Alpha	<ul style="list-style-type: none"> • Applicabilité des enseignements dans leur vie quotidienne et dans leurs activités de production • Emancipation des bénéficiaires • Disponibilité d'expertises en interne • Adhésion communautaire • Bonne collaboration avec les services déconcentrés • Forte mobilisation des apprenants • Bonne adéquation des thématiques abordées avec les activités des bénéficiaires • Utilisation des acquis de l'alphabétisation • Identification et choix des facilitateurs dans leur milieu • Forte participation des femmes aux sessions d'alphabétisation • Appui des apprenants et fournitures et matériels • Motivation des facilitateurs en alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible couverture des demandes • Faible application des acquis 	4,75
Groupes AVEC	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne stratégie de mobilisation des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de recouvrement/rembourseme 	4

	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de compétences pour une meilleure autogestion • Epargne mobilisée et gérée par les femmes • Intérêts générés par l'activité • Intégration AVEC avec les activités de nutrition et hygiène/assainissement • Consolidation des activités de nutrition et hygiène/assainissement • Accès des femmes aux petits crédits • Protection de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon de certains bénéficiaires • Ressources limitées pour développer plus de technologies • Insécurité des fonds en fin de cycle 	
Pistes rurales	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de compétences/approche HIMO • Adhésion communautaire • Acheminement facile des productions des champs aux magasins de stockage/marché • Formation à l'entretien des pistes • Mise en place de brigade d'entretien des pistes • Maîtrise acceptable des travaux d'entretien 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de fonds pour l'accompagnement des bénéficiaires pour l'ouverture des pistes pour les zones de production • Ressources financières limitées pour l'ouverture et réhabilitation des pistes de production 	3
Ferme écolo-gique	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité d'expertises en interne • Prise en compte de la ferme dans le programme • Développement de plusieurs pratiques agroécologiques • Accueil des stagiaires • Formation des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'infrastructures d'accueil • Ressources limitées pour développer plus technologies 	4
AVC + Coopératives	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de compétences pour la gestion • Collecte et vente groupée des productions • Facilité d'accès aux intrants et financements agricoles • Prise de conscience des producteurs à ne plus brader leur production • Warrantage 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de dispositif permanent de gestion • Faible niveau des coopératives à adopter et bien utiliser les outils de gestion (dispositif de gestion) 	3
ECMS	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité d'expertises en interne • Adhésion des parents et autorités scolaires et jeunes • Existence d'un dispositif de bénévoles bien formés • Approche participative des formations • Echanges et brassage interculturels • Diversification des sources d'engagement via promotion des cellules ECMS dans les 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources limitées face aux sollicitations • Participation limitée des filles • Perturbation du calendrier scolaire 	4

	<p>écoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation aux rencontres internationales • Bonne gouvernance • Adoption de comportements citoyens 		
Renforcement-capacité	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des compétences internes • Renforcement en équipements de travail • Renforcement des outils de gestion • Renforcement de capacités du Conseil d'Administration 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources limitées 	4
Comité forage	<ul style="list-style-type: none"> • Pertinence des besoins • Adhésion populaire • Bonne gestion des ouvrages • Disponibilité d'eau potable • Facilite la transformation des produits de récolte • Limite des cas de maladies hydriques 	<ul style="list-style-type: none"> • Réformes dans le secteur de l'eau • Basculement d'approche à l'autre 	3

Annexe 6 Changements induits par le programme selon les bénéficiaires

Description	Femmes		Hommes		Total		Mentions	% Différence F / H
	Nombre votes	%	Nombre	%	Nombre	%		
	149.0		72		217			
8 rencontres (DG) 217 personnes, Femmes 149 Hommes 72								
Diversification des revenus (soja maïs riz) / nouveau AGR / Nouvelles AGR entamées	14.0	9.4	0.0	0.0	14.0	6.5	4	9
Accès aux aliments facilité en cas de rupture de stock	1.0	0.7	0.0	0.0	1.0	0.5	1	1
Enfants bien nourris	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3	0
Accès aux fonds pour démarrer la campagne	5.0	3.4	1.0	1.4	6.0	2.8	4	2
Pratiques agricoles améliorées	1.0	0.7	10.0	14.0	11.0	5.1	4	-13
Eviter le bradage / warrantage / écoulement facile	14.0	9.4	14.0	19.6	28.0	12.9	2	-10
Riz est une source d'alimentation	5.0	3.4	1.0	1.4	6.0	2.8	2	2
Autoconsommation	14.0	9.4	9.0	12.6	23.0	10.6	3	-3
Accroissement des revenus	10.0	6.7	1.0	1.4	11.0	5.1	4	5
Augmentation surface emblavée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2	0
Disponibilité liquidité / Facilité paiement frais médicaux / Remboursement de crédit par les débiteurs / Amélioration cadre de vie (habillement)	10.0	6.7	7.0	9.8	17.0	7.9	5	-3
Amélioration rendement de la production	1.0	0.7	5.0	7.0	6.0	2.8	4	-6
Augmentation connaissance (gestion, comptabilité, alphabétisation) / savoir lire et écrire	51.0	34.2	23.0	32.2	74.0	34.2	6	2
Achat de biens (moto, terre, moulin, habitation)	0.0	0.0	5.0	7.0	5.0	2.3	2	-7
Avoir argent en gros	2.0	1.3	1.0	1.4	3.0	1.4	3	0
Accès facile aux intrants	8.0	5.4	2.0	2.8	10.0	4.6	3	3
Développement de localité	1.0	0.7	11.0	15.4	12.0	5.5	5	-15
Confiance en soi	3.0	2.0	0.0	0.0	3.0	1.4	2	2
Droit de propriété (terre/héritage)	1.0	0.7	1.0	1.4	2.0	0.9	1	-1
Alimentation équilibrée	9.0	6.0	5.0	7.0	14.0	6.5	1	-1
Facilite le travail/Indépendance/autonomisation	4.0	2.7	1.0	1.4	5.0	2.3	4	1
Prise conscience	8.0	5.4	1.0	1.4	9.0	4.2	1	4
Régularité vaccinations	12.0	8.1	0.0	0.0	12.0	5.5	2	8
Amélioration santé enfant	43.0	28.9	5.0	7.0	48.0	22.2	3	22
Propreté du village	32.0	21.5	21.0	29.4	53.0	24.5	4	-8
Accès au crédit	23.0	15.4	2.0	2.8	25.0	11.5	2	13
Scolarisation enfants (filles)	12.0	8.1	2.0	2.8	10.0	4.6	2	5
Réduction des dépenses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2	0
Conservation de semences	3.0	2.0	0.0	0.0	3.0	1.4	1	2
Reduction pertes post-récoltes	1.0	0.7	2.0	2.8	3.0	1.4	2	-2
Planification	2.0	1.3	2.0	2.8	4.0	1.8	1	-1
Appui au foyer	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1	0
Égalité genre	1.0	0.7	5.0	7.0	6.0	2.8	1	-6
Solidarité renforcée	2.0	1.3	0.0	0.0	2.0	0.9	2	1

8 rencontres (DG)**217 personnes, Femmes 149****Hommes 72**

	Femmes		Hommes		Total		Mentions	Différence
	Nombre votes	%	Nombre	%	Nombre	%		
Recette eau augmenté	0.0	0.0	1.0	1.4	1.0	0.5	1	-1
Gestion des puits améliorée	0.0	0.0	1.0	1.4	1.0	0.5	1	-1
Soins pour avoir eau potable	2.0	1.3	4.0	5.6	6.0	2.8	2	-4
Planification familiale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1	0
Réduction charge de travail (décortiqueuse riz)	1.0	0.7	0.0	0.0	1.0	0.5	1	1
Meilleure organisation communauté	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1	0
Construction de latrines	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1	0

Note:

1. Chaque participant à chaque rencontre a pu identifier et puis voter sur les 2 changements les plus importants selon lui. Pour évaluer les changements on ne peut pas simplement compter les votes ; il est aussi important le nombre de fois qu'un changement a été mentionné dans une rencontre.

2. La façon d'exprimer les changements pourrait varier d'une rencontre à l'autre. Pour réduire la dispersion des changements et mieux faire ressortir les effets et impacts, certains changements sont groupés:

- Les changements *Eviter le bradage / warrantage / écoulement facile* sont groupés;
- Les changements *Disponibilité liquidité / Facilité paiement frais médicaux / Remboursement de crédit par les débiteurs / Amélioration cadre de vie (habillement)* sont groupés;
- Les changements *Diversification des revenus (soja maïs riz) / nouveau AGR / Nouvelles AGR entamées* sont groupés;
- Les changements *Facilite le travail/Indépendance/autonomisation* sont groupés.

Annexe 7 Changements induits par le volet ECMS selon les jeunes

Participants total 19 Femmes 7, Hommes 12	F	% F	H	% H	Total	% total	% Différence F / H
	7.0		12.0		19.0		
Vivre ensemble	1	14.3	1	8.3	2.0	10.5	6
Leadership	1	14.3	2	16.7	3.0	15.8	-2
Pardonner	0	0.0	0	0.0	0.0	0.0	0
Partager (Pas heureux seul)	0	0.0	0	0.0	0.0	0.0	0
Engagement	0	0.0	4	33.3	4.0	21.1	-33
Sensibiliser sur des inégalités	1	14.3	1	8.3	2.0	10.5	6
Responsabilité	1	14.3	1	8.3	2.0	10.5	6
Respect	1	14.3	1	8.3	2.0	10.5	6
Confiance en soi	3	42.9	1	8.3	4.0	21.1	35
Créer / innover	0	0.0	1	8.3	1.0	5.3	-8
Ouverture d'esprit	1	14.3	3	25.0	4.0	21.1	-11
Reboiser	1	14.3	4	33.3	5.0	26.3	-19
Humilité	0	0.0	1	8.3	1.0	5.3	-8
Vaincre le stress	1	14.3	1	8.3	2.0	10.5	6
Vaincre timidité	1	14.3	0	0.0	1.0	5.3	14
Maturité	0	0.0	1	8.3	1.0	5.3	-8
Connaissance Jardinage	1	14.3	0	0.0	1.0	5.3	14
Fierté	0	0.0	0	0.0	0.0	0.0	0
Parler en public	1	14.3	0	0.0	1.0	5.3	14
Tolérance	0	0.0	1	8.3	1.0	5.3	-8

Annexe 8 Formations des organisations des producteurs

Thématique formation	An	Local	Type Participants	H/F
La vie associative	2017	Kotokpa	3 membres comité de gestion de 5 groupements	10 H / 5 F
Techniques de transformation	2017	Allahé	Transformatrices des trois zones d'intervention (14 femmes de Zogbodomey, 6 femmes de Zagnanado et 5 d'Allahé).	25 F
Recyclage sur les conditions de stockage et de conservation.	2017	Allahé et Zagnanado	14 membres à raison de 7 membres par AVC	11 H / 3 F
L'amortissement et le remplacement des équipements agricoles.	2017	Allahé et Zagnanado		
L'entretien des aménagements sommaires et définitifs des bas-fonds	2017	Allahé et Zagnanado	12 producteurs, membres des AVC et comités de gestion des équipements	
Recyclage en vie associative	2017	Allahé et Zagnanado	Comités de gestion	
Recyclage sur les comptes d'exploitation.	2017	Zagnanado	7 membres de l'AVC	
La vie associative	2018	Avlamé?	Les trois membres du comité de gestion des 31 groupements, soit 93 personnes	
La vente groupée, les techniques de négociation et la tenue des documents de gestion (comptable).	2018	Ferme école Allahé	38 participants dont 10 de Zagnanado, 8 d'Allahé et 20 de Zogbodomey	
Techniques de transformation	2018	Allahé	25 femmes transformatrices des trois zones d'intervention (14 femmes de Zogbodomey, 6 femmes de Zagnanado et 5 d'Allahé)	
Recyclage sur les conditions de stockage et de conservation.	2018	Zogbodomey	15 membres des comités de gestion des coopératives de filières riz, maïs et soja.	
Formation sur l'entretien des aménagements sommaires et définitifs des bas-fonds sur les itinéraires techniques de la production du riz	2018		15 producteurs relais du riz de Zogbodomey formés en 2017	
La vie associative	2019	Avlamé	27 responsables dont les quinze des trois coopératives et les douze présidents des groupements au niveau village.	18 H / 9 F
Vente groupée, techniques de négociation, et en tenue des documents de gestion (comptable)	2019	Centre formation Paula CordiaAllahé	27 responsables des comités de gestion des AVC 15 de Zogbodomey, 7 d'Allahé et 5 de Zagnanado.	19 H / 8 F
L'entretien des aménagements sommaires et définitifs des bas fonds	2019	Centre de formation Paula CordiaAllahé	22 producteurs relais identifiés à Zogbodomey	

Source: rapport annuels 2017 et 2018 et rapport trimestriels 2019:

Annexe 9 Pratiques agricoles promues par ALDIPE et les pratiques promues selon les relais IT

Pratique	Formation ALDIPE	Cité par les relais
Mode de semi (semer en ligne)	X	X
Non labour	X	X
Zai (semis en poquet)	X	X
Sélection de semence	X	X
Date et dose d'application d'engrais (chimique et organique)	X	X
Date de saclage	X	X
Test taux de germination	X	X
Conservation de semences	X	X
Compte d'exploitation	X	X
Paillage	X	
Mucuna	X	
Labour perpendiculaire à la pente	X	
Poids d'angole comme engrais verte	X	
La rotation des cultures	X	
L'association des cultures ⁹⁵	X	

Source Note de Synthèse et DG avec producteurs à Avlamé

⁹⁵ La rotation et l'association des cultures sont des pratiques habituelles et donc ne sont pas des nouveautés pour les producteurs.

Annexe 10 Formation des Animateurs Communautaires Nutrition, CGOM, et Comité d'eau

Thématique formation	An	Local	Type Participants	H/F
Catégories d'aliments et nutrition équilibré, allaitement, suivi de croissance récupération nutritionnelle	2017	Zaganando et Avlamé	Animateurs communautaires nutrition	9 H / 36 F
L'hygiène et l'assainissement, les rôles et les responsabilités des CGOM et PE dans la lutte pour un environnement sain et pour de bonnes pratiques d'hygiène, les directives pour l'élaboration des plans d'action par village et par école	2017	Zaganando, Avlamé	CGOM et Paire Educateurs des écoles	19 H / 16 F
Démonstration lavage des mains	2017	Écoles primaires Arrondissement Avlamé, Zounnou, Zonmon et Kloba	Écoliers	1782
Recyclage sur le traitement des ordures et la réalisation de compost	2017	Villages du programme	CGOM et producteurs	19 H / 15 F
Recyclage : Comment identifier les malnutris sévères, comment remplir le registre à l'avènement d'une nouvelle année, clarifier les concepts PB et PT et quoi mettre dans chaque colonne, comment savoir qu'un enfant est décédé et comment le sortir du registre, faire une simulation, de la prise du poids, de la taille, du périmètre brachial en passant par le calcul du rapport poids/ taille et en déduire l'état nutritionnel d'un enfant.	2018	?	Animatrices Communautaires Nutrition	25 F?
Recyclage PE et CGOM sur le traitement des ordures et le compost	2019	Zogbodomey	CGOM PE et relais agricoles	30, dont 15 relais maïs

Source: rapport annuels 2017 et 2018 et rapport trimestriels 2019:

Annexe 11 Variation des prix agricoles au long de l'année

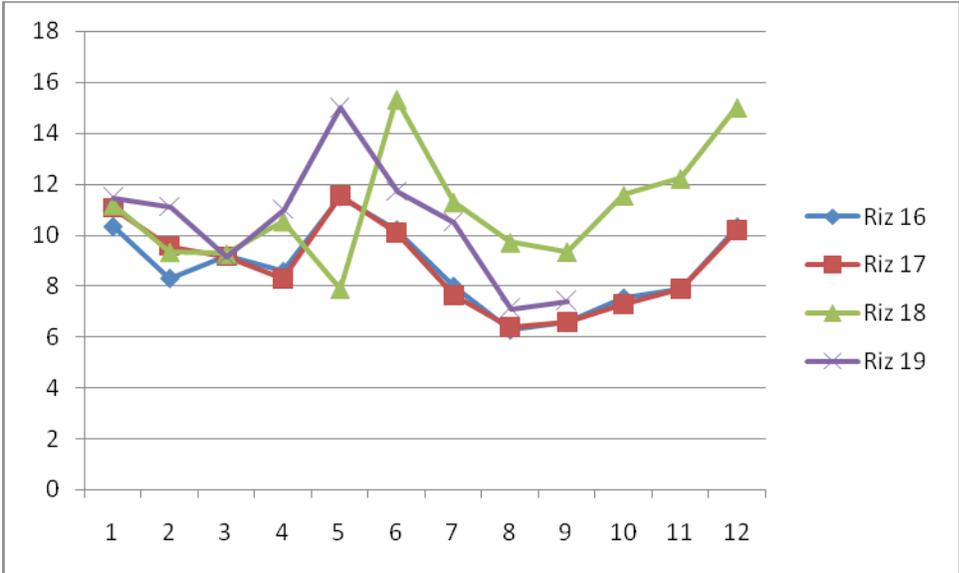


Figure 2: L'oscillation du prix de janvier à décembre (en FCFA/kg) du riz dans les années 2016 - 2019. Source : INSAE

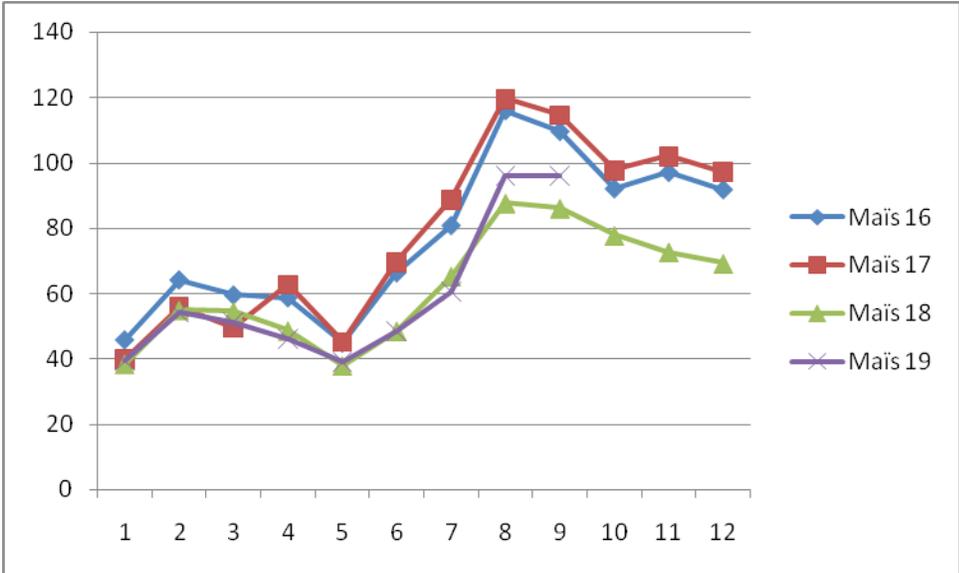
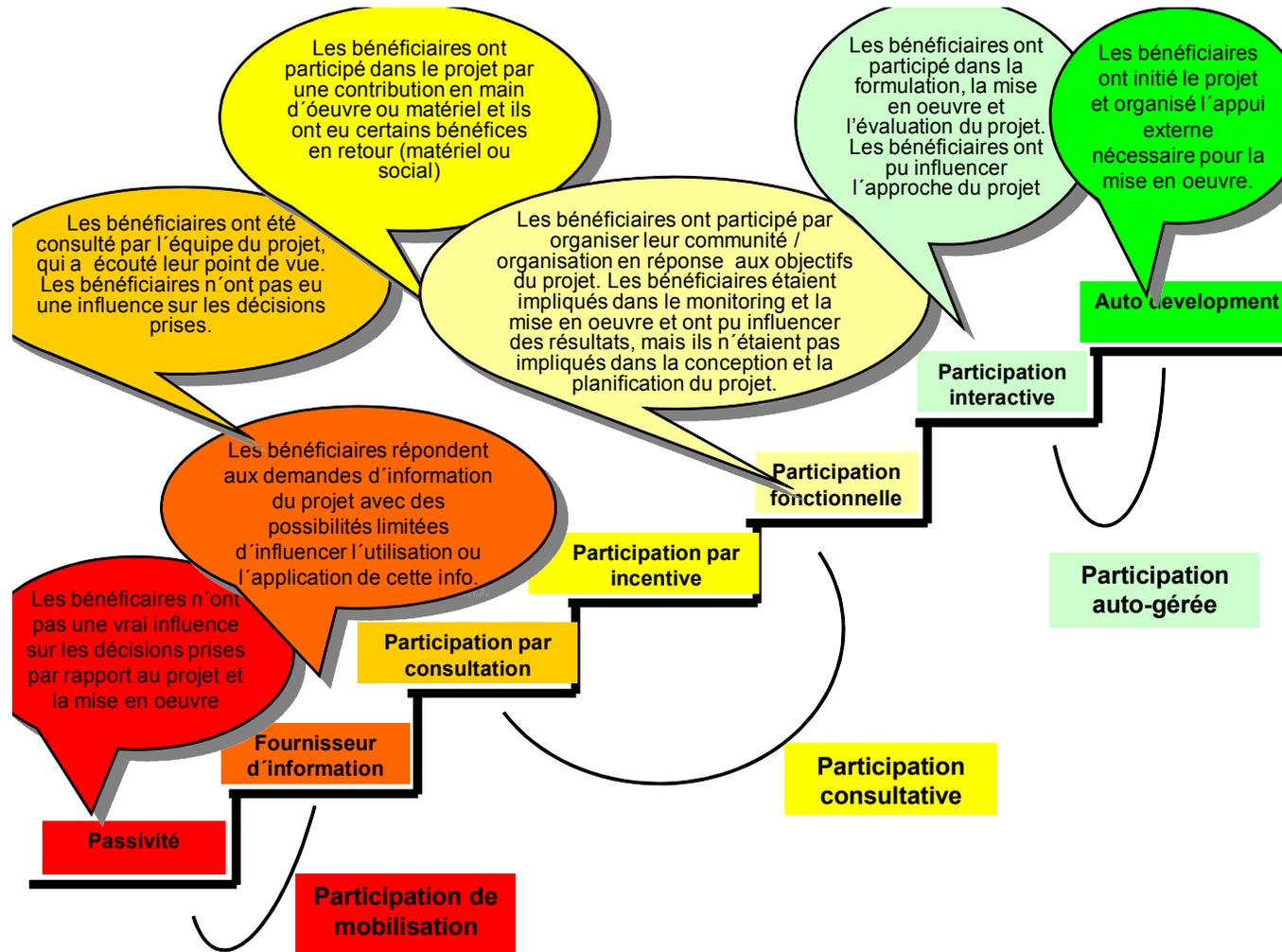


Figure 3 : L'oscillation du prix du maïs de janvier à décembre (en FCFA/kg) dans les années 2016 - 2019. Source : INSAE

Annexe 12 Échelle de participation



Annexe 13 L'exemple de l'approche Paysan à Paysan

1. Introduction

La méthodologie trouve son origine dans la manière dont les paysans apprennent et s'apprennent l'agriculture dans les communautés.

On a commencé à développer plus systématiquement une méthodologie en Asie à partir de 1920. Au Guatemala, la méthodologie a commencé à être appliquée dans les années 60, au Mexique et au Nicaragua dans les années '80, et à Cuba dans les années '90. Petit à petit, s'est ensuite développé un « mouvement Paysan à Paysan », de ceux qui ont recours à des stratégies basées sur l'organisation communautaire et en font leur vulgarisation au sein et entre les communautés.

2. Les bases de la méthode

Tous les paysans, femmes, hommes, ont des connaissances précieuses que peuvent aider de résoudre des problèmes rencontrés dans les champs. La question est de partager ces connaissances pour améliorer les solutions.

Les paysans savent mieux quels sont leurs problèmes et quelles sont les limites aux solutions proposées.

Chaque champ et chaque famille est différent, et il n'y a pas une seule solution pour les problèmes rencontrés. Les solutions doivent être adaptées à la réalité de chaque champ et famille paysanne.

3. Les principes de la méthodologie Paysan à Paysan (PàP)

- Réussir des succès rapides et visibles
- Démarrer lentement et avec de petites passes
- Limiter l'introduction de technologies nouvelles
- Expérimenter en petite échelle
- Développer des effets multiplicateurs

4. Les acteurs, leurs rôles et qualités

L'essence de la méthode est donc la transformation d'un modèle "hiérarchique" ("*le technicien dit au paysan ce qu'il dit faire*") à un modèle "horizontal" ("*les paysans et les paysannes apprennent l'un de l'autre*")

Tous ces acteurs sont importants, chacun à leur niveau :

Paysan promoteur

Facilitateur paysan

Coordinateur

Organisation

A. Les qualités des promoteurs ou promotrices

1. Avoir la capacité d'enseigner et de promouvoir les expériences
2. Avoir lui-même un champ pour enseigner par l'exemple
3. Être enthousiaste
4. Être bien vu(e) de la communauté
5. Avoir un esprit de solidarité
6. Se dédier aux tâches de ses fonctions

B. Les qualités des facilitateurs ou facilitatrices

1. Ce sont des paysan(ne)s-technicien(ne)s qui respectent la connaissance, les savoir-faire et la valeur des paysans et paysannes
2. Ils ou elles sont des ami(e)s des paysan(ne)s, et savent établir une relation de respect mutuel
3. Ils ou elles sont des paysan(ne)s qui savent écouter et apprendre des autres paysans et paysannes
4. Ils ou elles appuient d'autres paysan(ne)s en travaillant à leur côté, et avec leurs collègues facilitateurs
5. Ils ou elles habilent les autres, mais principalement en accompagnant les promoteurs et promotrices, tant les domaines techniques que méthodologiques

C. Les fonctions du coordonnateur ou de la coordonnatrice

1. Coordonner les activités à mettre en œuvre
2. Procurer et organiser un appui logistique
3. Habilitier les promoteurs/trices et facilitateurs/trices en ce qui concerne les méthodes

D. Le rôle de l'Organisation elle-même

1. Dans le cadre de sa propre structure, l'Organisation fait en sorte que le mouvement paysan à paysan développe les activités programmées
2. L'Organisation fournit aussi un appui aux différents acteurs précédents pour remplir leurs rôles

5. Les pas méthodologiques et la mise en œuvre de la méthode

- ❖ Démarrer le processus méthodologique
- ❖ Échange, réflexion et adaptation des pas initiaux
- ❖ Développement des outils méthodologiques
- ❖ Introduire des techniques agro-écologiques de démarrage

- ❖ Échange et réflexion entre promoteurs
- ❖ Approfondissement, systématisation

5.1 Démarrage du processus

Il faut impliquer la communauté dès le début

Démarrer avec des diagnostics, simples et participatifs, de systèmes de production

Ne pas considérer que les aspects « productifs » : aussi considérer les aspects économiques, sociaux et culturels de la communauté.

Commencer avec le plus simple pour laisser le plus compliquée jusque plus tard

Garder présent à l'esprit qu'il vaut mieux une idée dans 100 têtes que 100 idées dans une seule tête.

5.2 Le cercle des échanges et adaptations

a : Phase exploratoire

b : Préparation des visiteurs/trices

c : Préparation des visité(e)s

d : Echanges pendant la visite initiale

e : Accompagnement des essais d'amélioration

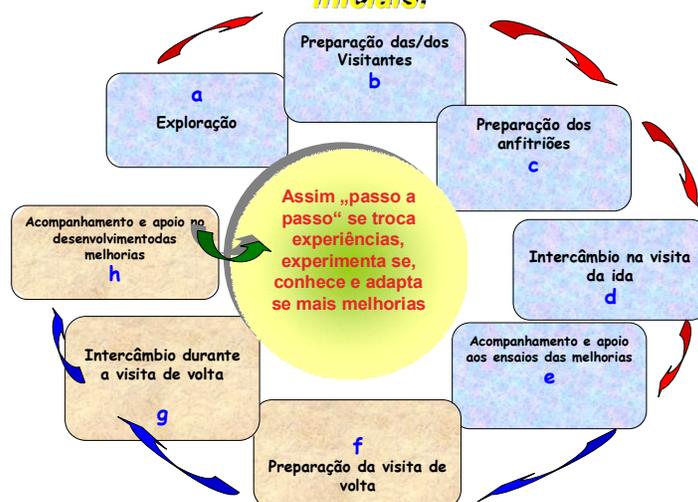
f : Préparation de la visite suivante

g : Echanges pendant la visite

h : Accompagnement et appui au développement des améliorations

Et au centre du cercle ☺ : ainsi, petit à petit on échange les expériences, on essaie, on connaît et on adapte chaque fois plus d'améliorations.

2- Intercâmbio e ajustamento dos passos iniciais.



On engage ainsi un développement participatif des améliorations et de transfert de techniques, en les expérimentant à petite échelle

5.3 Les réunions de travail pour développer les outils méthodologiques

Ces rencontres ont pour but d'expliquer mais aussi d'appliquer les outils méthodologiques.

Note : La connaissance de telles méthodes permet de les appliquer dans plusieurs activités comme, par exemple, des assemblées, des échanges, des journées de formations, des visites au terrain etc.

1. Les réunions participatives sur des techniques agro-écologiques de démarrage

Outre quelques techniques de base ou clé de démarrage, il faut expérimenter et tester petit à petit d'autres techniques, et retenir celles qui donnent des bons résultats.

Ainsi, petit à petit, on dispose d'un plus large éventail de techniques.

2. Les échanges entre promoteurs et promotrice, sur plusieurs aspects

C'est un moment réservé à discuter de thème de commun intérêt : auto-évaluation, bilans, planifications, suivi, organisation des échanges etc.

On y apprend aussi à faire des exposés devant les autres.

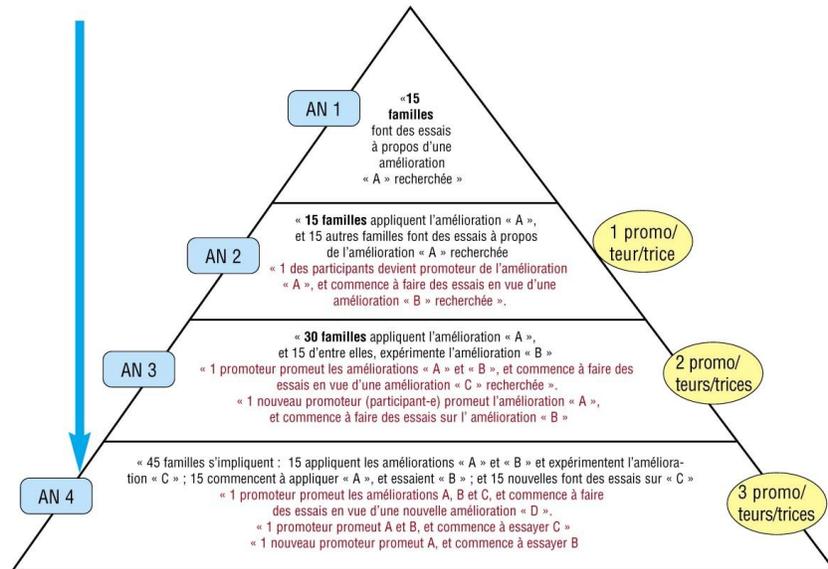
3. Les réunions d'approfondissement et de renforcement

Il s'agit, de temps en temps, de rencontres spécifiques passer ensemble tout le processus en revue, y analyser les succès et les difficultés.

Elles servent ainsi aussi à capitaliser ce qui a été appris jusqu'ici, et donc à systématiser le processus.

Par ce déroulement, petit à petit, on crée un effet multiplicateur, l'implication des foyers va croissant :

Pas à pas : implication croissante des familles paysannes, de leurs communautés et Organisations



6. Des avantages de la méthode Paysan à Paysan:

- Les paysan(ne)s sont les protagonistes;
- Les paysan(ne)s développent les essais et expériences dans leurs propres champs;
- Des techniciens deviennent des accompagnateurs, fournissant conseils professionnels et méthodologiques;
- Les paysans, comme promoteurs, échangent leurs expériences concrètes en matière d'agriculture durable;
- Les paysans s'organisent comme promoteurs et expérimentateurs;
- Les innovations sont reproductibles.